

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE DE L'OR MONÉTAIRE  
PRIS A ROME EN 1943

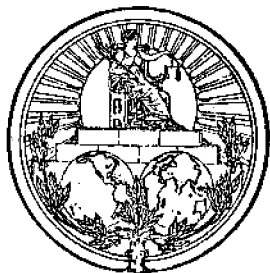
(ITALIE c. FRANCE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD  
ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

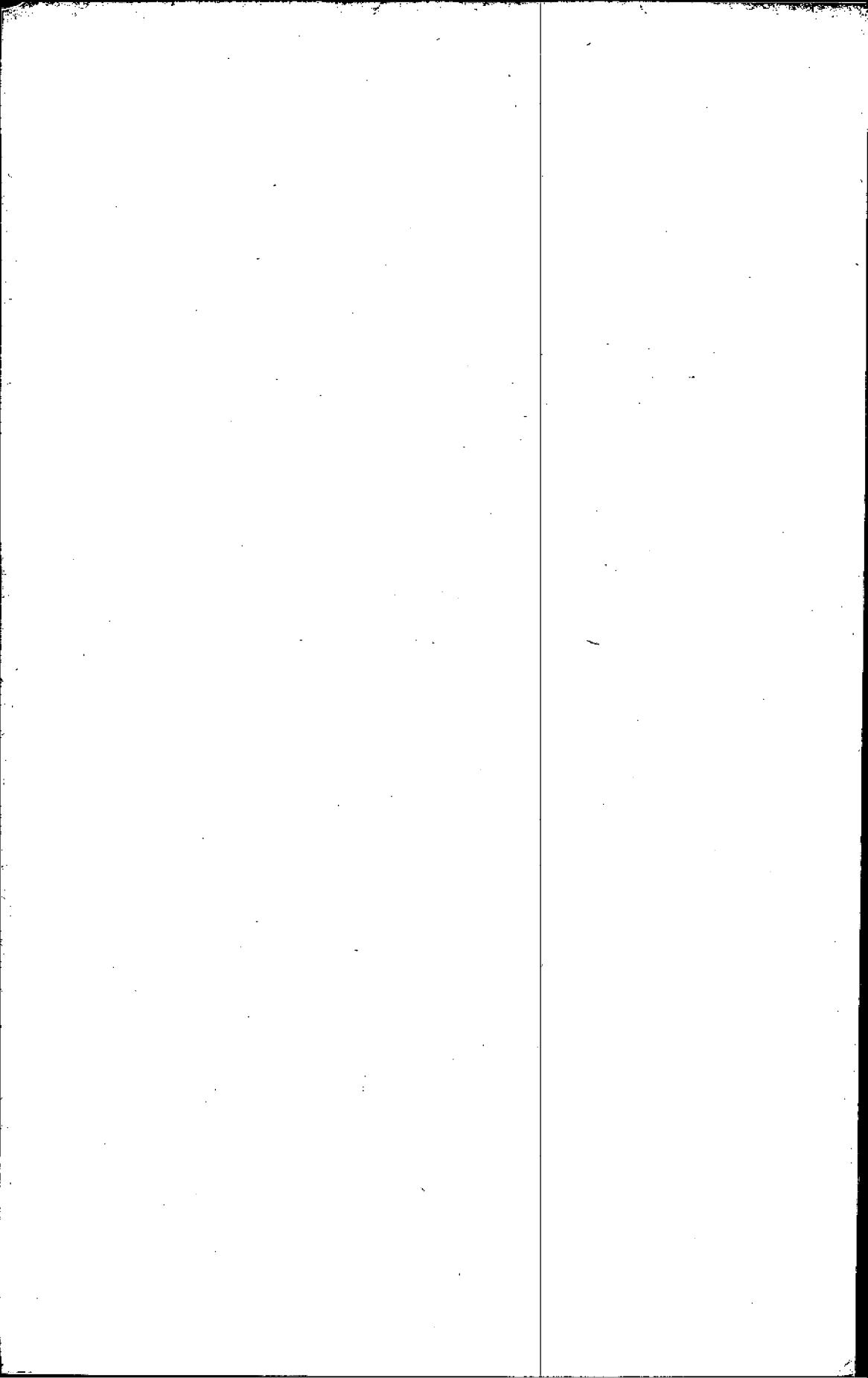
INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE OF THE MONETARY GOLD  
REMOVED FROM ROME IN 1943

(ITALY v. FRANCE, UNITED KINGDOM OF GREAT  
BRITAIN AND NORTHERN IRELAND  
AND UNITED STATES OF AMERICA)





Tous droits réservés par la  
Cour internationale de Justice

All rights reserved by the  
International Court of Justice

Le présent volume doit être cité comme suit :

« *C. I. J. Mémoires, Affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943*  
*(Italie c. France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique)* »

---

This volume should be quoted as :

“ *I. C. J. Pleadings, Case of the Monetary Gold removed from*  
*Rome in 1943 (Italy v. France, United Kingdom and*  
*United States of America)* ”

N° de vente : **137**  
Sales number

AFFAIRE DE L'OR MONÉTAIRE  
PRIS A ROME EN 1943

(ITALIE c. FRANCE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

---

CASE OF THE MONETARY GOLD  
REMOVED FROM ROME IN 1943

(ITALY *v.* FRANCE, UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND AND UNITED STATES  
OF AMERICA)

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

---

AFFAIRE DE L'OR MONÉTAIRE  
PRIS A ROME EN 1943

(ITALIE c. FRANCE, ROYAUME-UNI  
ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ARRÊT DU 15 JUIN 1954 (QUESTION PRÉLIMINAIRE)



INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

---

---

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

CASE OF THE MONETARY GOLD  
REMOVED FROM ROME IN 1943

(ITALY *v* FRANCE, UNITED KINGDOM  
AND UNITED STATES OF AMERICA)

JUDGMENT OF JUNE 15th, 1954 (PRELIMINARY QUESTION)



PRINTED IN THE NETHERLANDS



DEUXIÈME PARTIE

---

PLAIDOIRIES CONCERNANT  
LA QUESTION PRÉLIMINAIRE

SÉANCES PUBLIQUES

*tenues au Palais de la Paix, La Haye, du 10 au 14 mai et le 15 juin 1954, sous la présidence de sir Arnold McNair, Président, pour l'ouverture de l'audience, et sous la présidence de M. Guerrero, Vice-Président, pour l'affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943*

---

---

PART II

---

ORAL ARGUMENTS CONCERNING  
THE PRELIMINARY QUESTION

PUBLIC SITTINGS

*held at the Peace Palace, The Hague, on May 10th to 14th, and June 15th, 1954, the President, Sir Arnold McNair, presiding at the opening of the hearing, and the Vice-President, M. Guerrero, Acting President, presiding in the case of the Monetary Gold removed from Rome in 1943*

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES TENUES  
DU 10 AU 14 MAI ET LE 15 JUIN 1954

ANNÉE 1954

PREMIÈRE AUDIENCE PUBLIQUE (10 v 54, II h.)

*Présents* : SIR ARNOLD MCNAIR, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; MM. BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, KLAESTAD, BADAWI, READ, HSU MO, LEVI CARNEIRO, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, *juges* ; M. GAETANO MORELLI, *juge ad hoc* ; M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier*.

*Sont également présents* :

*Pour la République italienne* :

S. Exc. M. Casto CARUSO, ambassadeur d'Italie à La Haye, *en qualité d'agent* ;

*assisté de* :

H. Tomaso PERASSI, professeur de droit international à la Faculté de Rome, *comme conseil*.

*Pour la République française* :

M. André GROS, juriconsulte du Ministère des Affaires étrangères, *en qualité d'agent* ;

*assisté de* :

M. Philippe MONOD, ministre plénipotentiaire, *comme conseil*.

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* :

Sir Gerald FITZMAURICE, K.C.M.G., juriconsulte du Foreign Office, *en qualité d'agent* ;

*assisté de* :

M. J. E. S. FAWCETT, D.S.C., membre du Barreau anglais, *comme conseil*.

Le PRÉSIDENT ouvre l'audience.

Il annonce qu'un membre de la Cour, M. Alvarez, est empêché par son état de santé de prendre part à la première partie de ces audiences.

Le 27 novembre 1953, M. Feodor Ivanovitch Kojevnikov a été élu membre de la Cour internationale de Justice.

En vertu de l'article 20 du Statut, le Président invite M. Kojevnikov à prononcer la déclaration solennelle prescrite par l'article 5 du Règlement.

M. KOJEVNIKOV prononce la déclaration solennelle.

Le PRÉSIDENT en prends acte et déclare M. Kojevnikov dûment installé dans ses fonctions de juge à la Cour internationale de Justice.

MINUTES OF THE SITTINGS HELD FROM  
MAY 10th TO 14th, AND ON JUNE 15th, 1954

YEAR 1954

FIRST PUBLIC SITTING (10 v 54, 11 a.m.)

*Present* : President Sir ARNOLD McNAIR ; Vice-President GUERRERO ;  
Judges BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, KLAESTAD,  
BADAWI, READ, HSU MO, LEVI CARNEIRO, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV ;  
Professor GAETANO MORELLI, *Judge ad hoc* ; Registrar LÓPEZ OLIVÁN.

*Also present* :

*For the Italian Republic* :

H. E. M. Casto CARUSO, Ambassador of Italy at The Hague, *as Agent*;

*assisted by* :

M. Tomaso PERASSI, Professor of International Law at the Faculty  
of Rome, *as Counsel*.

*For the French Republic* :

M. André GROS, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs,  
*as Agent*;

*assisted by* :

M. Philippe MONOD, Minister Plenipotentiary, *as Counsel*.

*For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* :

Sir Gerald FITZMAURICE, K.C.M.G., Legal Adviser to the Foreign  
Office, *as Agent*;

*assisted by* :

Mr. J. E. S. FAWCETT, D.S.C., Member of the English Bar, *as Counsel*.

The PRESIDENT opened the hearing and announced that one Member  
of the Court, Judge Alvarez, was prevented for reasons of health from  
being present during the first part of this session.

On November 27th, 1953, M. Feodor Ivanovich Kojevnikov was  
elected a Member of the International Court of Justice.

By virtue of Article 20 of the Statute, the President called upon  
M. Kojevnikov to make the solemn declaration prescribed by Article 5  
of the Rules of Court.

Judge KOJEVNIKOV made the relevant declaration.

The PRESIDENT placed on record the declaration made by M. Kojev-  
nikov and declared him duly installed as a Judge of the International  
Court of Justice.

Le Président rappelle que, depuis sa dernière réunion, la Cour déplore la perte de l'un de ses membres les plus distingués, sir Benegal Narsing Rau, dont la mort est survenue le 30 novembre 1953. Il était le premier Indien qui ait siégé à la Cour. Il apportait à son travail une expérience particulièrement vaste dans l'administration, le droit et la vie publique. Après des études aux Universités de Madras et de Cambridge, il avait entrepris en 1910 une carrière d'une grande distinction et d'une grande valeur dans le cadre de l'administration civile indienne. De 1925 à 1933 il avait été secrétaire du Département législatif d'Assam et du Conseil législatif d'Assam, ainsi que conseiller juridique du Gouvernement d'Assam. En 1934, il était entré au Département juridique du Gouvernement de l'Inde et, de 1935 à 1937, avait complété la révision de tout le corps des lois indiennes. Il avait été nommé membre de la Commission des réformes en 1938 et juge à la Haute Cour de Judicature du Bengale de 1939 à 1944.

Entre autres fonctions, il était président de la Commission d'arbitrage dans le différend inter-étatique relatif aux eaux du système fluvial de l'Indus, président du Comité pour la codification du droit hindou, premier ministre du Kashmir et, de 1946 à 1949, conseiller constitutionnel de l'Assemblée constituante de l'Inde. Il avait été également conseiller de l'Assemblée constituante de Birmanie, en 1947, pour la préparation de la constitution de ce pays.

De juin 1949 jusqu'à son élection à la Cour, il avait été le représentant permanent de l'Inde aux Nations Unies et le chef des délégations indiennes qui ont participé à plusieurs sessions de l'Assemblée générale. Il était le représentant de l'Inde au Conseil de sécurité en 1950 et en 1951, et membre et, pendant quelque temps, vice-président, de la Commission de droit international.

Il avait été élu à la Cour internationale de Justice en février 1952, et son mandat devait s'étendre jusqu'en 1961. Malheureusement, sa santé commença de faiblir en 1953 et il lui fallut limiter sa participation aux travaux de la Cour. Elle a été suffisante, cependant, pour permettre aux membres de la Cour de comprendre l'étendue de la perte causée par sa mort.

En plus de sa grande expérience juridique et politique, les qualités remarquables de sir Benegal étaient : sa science et sa compréhension sympathique, sa patience et sa fermeté. Il inspirait non seulement confiance, mais affection. Les services qu'il a rendus à son pays, et sa participation aux travaux des Nations Unies à New-York et à Genève appartiennent au passé, et sont bien connus. Pour ses collègues, sa mort prématurée signifie une déception et une grande promesse inachevée, car il est rare de rencontrer un homme dont les qualités morales et intellectuelles, alliées à son expérience et à son caractère, le préparent aussi admirablement à remplir les fonctions judiciaires. Ceux des membres de la Cour qui ont eu le privilège de travailler avec lui n'oublieront pas l'exemple de ce grand serviteur de l'État.

Le Président invite la Cour et l'assistance à se lever un instant en hommage à sa mémoire.

Le PRÉSIDENT annonce que, conformément aux dispositions de l'article 13 du Règlement, il cède la présidence à M. Guerrero, Vice-Président faisant fonction de Président en l'affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943.

The President recalled that, since the Court last met, it had suffered the loss of one of its most distinguished members, Sir Benegal Narsing Rau, whose death occurred on November 30th, 1953. The first Indian to sit on the Court, he brought to his work here an unusually rich experience—in administration, in the law and in public life. After graduating in the Universities of Madras and Cambridge, he entered in 1910 upon a career of great distinction and value in the Indian Civil Service. During the period 1925 to 1933, he was Secretary to the Assam Legislative Department and the Assam Legislative Council, and Legal Adviser to the Government of Assam. In 1934, he joined the Legislative Department of the Government of India and, during the period 1935 to 1937, he completed a revision of the entire Indian Statute Book. He was appointed a Reforms Commissioner in 1938 and was a Judge of the High Court of Judicature of Bengal from 1939 to 1944.

Amongst other appointments, he was Chairman of the Commission of Adjudication of the inter-State dispute regarding the waters of the Indus River System, Chairman of the Committee for the Codification of Hindu Law, Prime Minister of Kashmir, and, from 1946 to 1949, Constitutional Adviser to the Constituent Assembly of India. He also advised the Constituent Assembly of Burma in framing the Constitution of that country in 1947.

From June 1949 until his election to the Court, he was the Permanent Representative of India at the United Nations and the leader of the Indian delegations attending several sessions of the General Assembly. He was the representative of India in the Security Council in 1950 and 1951, and was also a member and, for a period, Vice-Chairman of the International Law Commission.

He was elected to this Court as from February 1952 and his term of office would have lasted until 1961. Unfortunately, his health began to fail in 1953 and his participation in the work of the Court was much restricted. It was, however, enough to enable Members of the Court to realize how severe was the loss which they had sustained by his death.

Apart from his great legal and political experience, the outstanding qualities of Sir Benegal Rau were his learning and his sympathetic understanding, his patience and his firmness. He inspired not only confidence but affection. His services to his country and his contributions to the work of the United Nations in New York and Geneva lay in the past and were on record. For Members of the Court his untimely death meant disappointment and a great promise unfulfilled; for it was rare to find a man whose moral and intellectual qualities combined with his experience and temperament fitted him so admirably to hold judicial office. Members of the Court who were privileged to work with him were not likely to forget the example of this great public servant.

The President called upon the Court and the public to stand for a few moments as a mark of respect for the memory of Sir Benegal Rau.

The PRESIDENT stated that, according to the provisions of Article 13 of the Rules, he would now transfer the Presidency to M. Guerrero, Vice-President, Acting President in the case of the Monetary Gold removed from Rome in 1943.

[Le Président et le Vice-Président échangent leur fauteuil.]

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, annonce que la Cour se réunit aujourd'hui pour examiner le différend entre la République italienne et les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant l'or monétaire pris à Rome en 1943.

Cette affaire a été introduite par une requête du Gouvernement italien, datée du 19 mai 1953, notifiée à la Cour le même jour à la suite de laquelle des délais ont été fixés pour la présentation des deux premières pièces de la procédure écrite.

Dans le délai prescrit pour la présentation du contre-mémoire, le Gouvernement de la République italienne a déposé un document intitulé « Question préliminaire » et se rapportant à la compétence de la Cour.

De nouveaux délais ont alors été fixés par la Cour le 3 novembre 1953, pour permettre au Gouvernement de la République italienne de préciser sa position, et aux trois gouvernements défendeurs de présenter les exposés écrits de leurs observations et conclusions.

Ces pièces ont été déposées dans les délais impartis et l'affaire est maintenant en état d'être plaidée.

Le Gouvernement italien, ne comptant pas au sein de la Cour un juge de sa nationalité, s'est prévalu du droit que lui confère l'article 31 du Statut et a désigné M. Gaetano Morelli, professeur de droit international à l'Université de Rome, pour siéger avec la Cour en qualité de juge *ad hoc*.

Le Vice-Président, faisant fonction de Président, prie le Greffier adjoint d'introduire M. Morelli. Il invite M. Morelli à prendre, conformément à l'article 5 du Règlement, l'engagement solennel prévu par l'article 20 du Statut.

M. MORELLI prononce la déclaration solennelle.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président en cette affaire, lui en donne acte et le déclare dûment installé comme juge aux fins de la présente affaire.

*Le Gouvernement italien est représenté par :*

S. Exc. M. Caruso, ambassadeur d'Italie à La Haye, comme agent, et par M. Tomaso Perassi, professeur de droit international à la Faculté de Rome, comme conseil.

*Le Gouvernement français est représenté par :*

M. André Gros, juriconsulte du Ministère des Affaires étrangères, comme agent, et par M. Philippe Monod, ministre plénipotentiaire, comme conseil.

*Le Gouvernement du Royaume-Uni est représenté par :*

Sir Gerald Fitzmaurice, K.C.M.G., juriconsulte du Foreign Office, comme agent, et par M. J. E. S. Fawcett, D.S.C., membre du Barreau anglais, comme conseil.

*Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique est représenté par :*

M. Herman Phleger, conseiller juridique du Département d'État, comme agent.

[The President and the Vice-President exchanged places.]

The VICE-PRESIDENT, Acting President in this case, announced that the Court was assembled to deal with the dispute which had arisen between the Italian Republic and the Governments of the United States of America, of France and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland regarding the Monetary Gold removed from Rome in 1943.

This case was submitted to the Court by an Application of the Italian Government, dated May 19th, 1953, notified to the Court on the same day. Following this Application, time-limits were fixed for the presentation of the first two Pleadings.

In the time-limit fixed for the presentation of the Counter-Memorial, the Government of the Italian Republic submitted a document entitled "Preliminary Question", dealing with the jurisdiction of the Court.

New time-limits were fixed accordingly by the Court on November 3rd, 1953, for the Government of the Italian Republic to define its position and for the three defendant Governments to submit the written statements of their observations and submissions.

These documents were filed in the time-limits prescribed and the case was now ready for hearing.

The Italian Government, not having a judge of its nationality on the Bench, had availed itself of the right conferred upon it by Article 31 of the Statute and had designated M. Gaetano Morelli, Professor of International Law at the University of Rome, to sit with the Court as judge *ad hoc* in this case.

The Vice-President, Acting President, called upon the Deputy-Registrar to bring M. Morelli into the Hall of Justice. He then requested M. Morelli to make, in accordance with Article 5 of the Rules, the solemn declaration prescribed by Article 20 of the Statute.

M. MORELLI made the relevant declaration.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, placed on record the declaration made by M. Morelli and declared him duly installed as a Judge in the present case.

*The Italian Government was represented by :*

H. E. M. Caruso, Italian Ambassador at The Hague, as Agent, and by M. Tomaso Perassi, Professor of International Law at the Faculty of Rome, as Counsel.

*The French Government was represented by :*

M. André Gros, Legal Adviser to the Ministry for Foreign Affairs, as Agent, and by M. Philippe Monod, Minister Plenipotentiary, as Counsel.

*The Government of the United Kingdom was represented by :*

Sir Gerald Fitzmaurice, K.C.M.G., Legal Adviser to the Foreign Office, as Agent, and by Mr. J. E. S. Fawcett, D.S.C., Member of the English Bar, as Counsel.

*The Government of the United States of America was represented by :*

Mr. Herman Phleger, Legal Adviser to the Department of State, as Agent.

L'agent du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, tout en restant à la disposition de la Cour, a fait connaître qu'il n'entendait pas prendre part à la procédure orale dans cette affaire.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président en cette affaire, constate la présence devant la Cour des agents et conseils des Gouvernements italien, français et du Royaume-Uni.

Conformément à l'article 51 du Règlement, la Cour a décidé d'entendre en premier lieu l'agent du Gouvernement italien, ce gouvernement ayant posé la question préliminaire, dont doit uniquement s'occuper la Cour au présent stade de la procédure.

Le Vice-Président, faisant fonction de Président en cette affaire, donne la parole à l'agent du Gouvernement italien.

S. Exc. M. CARUSO prononce l'exposé reproduit en annexe <sup>1</sup>.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président en cette affaire, donne la parole à M. Perassi, conseil.

M. PERASSI commence la plaidoirie reproduite en annexe <sup>2</sup>.

(L'audience, suspendue à midi 55 est reprise à 16 heures.)

M. PERASSI, conseil du Gouvernement italien, termine la plaidoirie reproduite en annexe <sup>3</sup>.

(L'audience est levée à 16 h. 55.)

Le Vice-Président,

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier,

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

## DEUXIÈME AUDIENCE PUBLIQUE (11 v 54, 16 h.)

*Présents* : [Voir audience du 10 mai.]

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président en cette affaire, donne la parole à l'agent du Gouvernement de la République française.

Le professeur André GROS prononce la plaidoirie reproduite en annexe <sup>3</sup>.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, donne la parole à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Sir Gerald FITZMAURICE commence la plaidoirie reproduite en annexe <sup>4</sup>.

(La séance est levée à 18 heures.)

[Signatures.]

<sup>1</sup> Voir p. 105.

<sup>2</sup> » pp. 106-120.

<sup>3</sup> » » 121-123.

<sup>4</sup> » » 124-145.



The Agent of the United States Government, while remaining at the disposal of the Court, had informed the Court of his intention not to take part in the Oral Proceedings in this case.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, noted the presence in the Court of the Agents and Counsel of the Italian, the French and the United Kingdom Governments.

In accordance with Article 51 of the Rules, the Court had decided to hear first the Agent of the Italian Government, as this Government had raised the Preliminary Question which was the sole matter before the Court at the present stage of the proceedings.

The Vice-President, Acting President, called upon the Agent of the Italian Government.

His Excellency M. CARUSO made the speech reproduced in the Annex <sup>1</sup>.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon Counsel for the Italian Government, Professor Perassi.

Professor PERASSI began the statement reproduced in the Annex <sup>2</sup>.

(The Court adjourned from 12.55 until 4 p.m.)

Professor PERASSI, Counsel for the Italian Government, concluded the speech reproduced in the Annex <sup>2</sup>.

(The Court rose at 4.55 p.m.)

(Signed) J. G. GUERRERO,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Registrar.

---

## SECOND PUBLIC SITTING (11 V 54, 4 p.m.)

*Present:* [See sitting of May 10th.]

The VICE-PRESIDENT, Acting President in this case, called upon the Agent of the Government of the French Republic.

Professor André GROS made the speech reproduced in the Annex <sup>3</sup>.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon the Agent of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Sir Gerald FITZMAURICE began the speech reproduced in the Annex <sup>4</sup>.

(The Court rose at 6 p.m.)

[Signatures.]

---

<sup>1</sup> See p. 105.

<sup>2</sup> „ pp. 106-120.

<sup>3</sup> „ „ 121-123.

<sup>4</sup> „ „ 124-145.

## TROISIÈME AUDIENCE PUBLIQUE (12 v 54, 10 h. 30)

*Présents* : [Voir audience du 10 mai, à l'exception de M. Gros, absent.]

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, donne la parole à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Sir Gerald FITZMAURICE termine la plaidoirie reproduite en annexe <sup>1</sup>.  
(L'audience est suspendue de midi 50 à 16 heures.)

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, donne la parole au conseil du Gouvernement du Royaume-Uni.

M. J. E. S. FAWCETT prononce la plaidoirie reproduite en annexe <sup>2</sup>.  
(L'audience est levée à 17 h. 45.)

[Signatures.]

## QUATRIÈME AUDIENCE PUBLIQUE (13 v 54, 16 h.)

*Présents* : [Voir audience du 10 mai, à l'exception de M. Gros, absent.]

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, annonce que M. Armand-Ugon désire poser une question aux représentants des Parties.

M. ARMAND-UGON pose la question reproduite en annexe <sup>3</sup>.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, donne la parole au conseil du Gouvernement de la République italienne.

Le professeur PERASSI prononce la plaidoirie reproduite en annexe <sup>4</sup>, à la fin de laquelle il présente les conclusions définitives de son Gouvernement.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, demande à l'agent en exercice du Gouvernement français si son Gouvernement désire se faire entendre une seconde fois devant la Cour.

M. Philippe MONOD répond que le Gouvernement français s'en remet à la Cour en cette matière.

(L'audience est levée à 17 h. 45.)

[Signatures.]

## CINQUIÈME AUDIENCE PUBLIQUE (14 v 54, 10 h. 30)

*Présents* : [Voir audience du 10 mai, à l'exception de M. Gros, absent.]

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, donne la parole à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Sir Gerald FITZMAURICE prononce la plaidoirie reproduite en annexe <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Voir pp. 124-145.

<sup>2</sup> » » 146-155.

<sup>3</sup> » p. 156.

<sup>4</sup> » pp. 156-164.

<sup>5</sup> » » 165-174.

## THIRD PUBLIC SITTING (12 v 54, 10.30 a.m.)

*Present* : [See sitting of May 10th, except for Mr. Gros, absent.]

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon the Agent of the United Kingdom Government.

Sir Gerald FITZMAURICE concluded the speech reproduced in the Annex<sup>1</sup>.

(The Court adjourned from 12.50 until 4 p.m.)

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon Counsel for the United Kingdom Government.

Mr. J. E. S. FAWCETT made the speech reproduced in the Annex<sup>2</sup>.

(The Court rose at 5.45 p. m.)

[Signatures.]

## FOURTH PUBLIC SITTING (13 v 54, 4 p.m.)

*Present* : [See sitting of May 10th, except for M. Gros, absent.]

The VICE-PRESIDENT, Acting President, announced that Judge Armand-Ugon wished to put a question to the Agents of the Parties.

Judge ARMAND-UGON put the question reproduced in the Annex<sup>3</sup>.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon Counsel for the Government of the Italian Republic.

Professor PERASSI made the speech reproduced in the Annex<sup>4</sup>, at the conclusion of which he presented the Final Submissions of his Government.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, asked the Acting Agent of the French Government whether his Government wished to make a second address to the Court.

M. Philippe MONOD replied that the French Government left the matter in the hands of the Court.

(The Court rose at 5.45 p.m.)

[Signatures.]

## FIFTH PUBLIC SITTING (14 v 54, 10.30 a.m.)

*Present* : [See sitting of May 10th, except for M. Gros, absent.]

The VICE-PRESIDENT, Acting President, called upon the Agent of the United Kingdom Government.

Sir Gerald FITZMAURICE made the speech reproduced in the Annex<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> See pp. 124-145.

<sup>2</sup> " " 146-155.

<sup>3</sup> " p. 156.

<sup>4</sup> " pp. 156-164.

<sup>5</sup> " " 165-174.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, annonce la clôture de la procédure orale.

(L'audience est levée à 12 h. 15.)

[Signatures.]

### DIXIÈME AUDIENCE PUBLIQUE (15 VI 54, 12 h.)

*Présents* : M. GUERRERO, *Vice-Président*, faisant fonction de Président ; Sir ARNOLD McNAIR, *Président* ; MM. BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIČ, KLAESTAD, BADAWI, READ, HSU MO, LEVI CARNEIRO, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV, *juges* ; M. MORELLI, *juge ad hoc* ; M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier*.

*Sont présents également* :

*Pour la République italienne* :

Dr. LUCIO SEBASTIANI, chargé d'affaires d'Italie à La Haye, *comme agent*.

*Pour la République française* :

M. Charles DE BARTILLAT, conseiller de l'ambassade de France.

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* :

M. F. A. VALLAT, juriconsulte adjoint du Foreign Office, *comme agent ad hoc*.

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, ouvre l'audience en annonçant que la Cour va prononcer son arrêt en l'affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943, affaire portée devant la Cour par une requête du Gouvernement de la République italienne contre la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique, et qui a fait l'objet de la part du requérant d'une question préliminaire touchant la compétence de la Cour.

Conformément à l'article 58 du Statut, les agents des Parties en cause ont été prévenus qu'il serait donné lecture, au cours de la présente audience, de l'arrêt de la Cour sur sa compétence. Le Vice-Président, faisant fonction de Président, constate la présence des agents ou de leurs représentants. Les expéditions officielles de l'arrêt destiné à leurs gouvernements leur seront remis au cours de la présente audience.

Le Vice-Président, faisant fonction de Président, déclare que la Cour a décidé, conformément à l'article 39 du Statut, que le texte français de l'arrêt ferait foi.

Il va en donner lecture.

(Le Vice-Président, faisant fonction de Président, donne lecture de l'arrêt <sup>1</sup>.)

Le Vice-Président, faisant fonction de Président, invite le Greffier à donner lecture du dispositif de l'arrêt dans le texte anglais.

<sup>1</sup> Voir publications de la Cour : *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances 1954*, pp. 19-35.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, declared that the Oral Proceedings were closed.

(The Court rose at 12.15 p.m.)

[Signatures.]

---

TENTH PUBLIC SITTING (15 VI 54, 12 noon)

*Present* : Vice-President GUERRERO, Acting President ; President Sir ARNOLD MCNAIR ; Judges BASDEVANT, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, KLAESTAD, BADAWI, READ, HSU MO, LEVI CARNEIRO, ARMAND-UGON, KOJEVNIKOV ; M. MORELLI, Judge *ad hoc* ; M. LÓPEZ OLIVÁN, Registrar.

*Also present* :

*For the Italian Republic* :

Dr. LUCIO SEBASTIANI, Chargé d'affaires of Italy at The Hague, as Agent.

*For the French Republic* :

M. CHARLES DE BARTILLAT, Counsellor at the French Embassy.

*For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland* :

Mr. F. A. VALLAT, Deputy Legal Adviser to the Foreign Office, as Agent *ad hoc*.

The VICE-PRESIDENT, Acting President, opened the sitting and stated that the Court was about to deliver its Judgment in the case concerning the Monetary Gold removed from Rome in 1943, which was brought before the Court by an Application of the Government of the Italian Republic against the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America, and which had given rise to the submission by the Applicant of a Preliminary Question concerning the jurisdiction of the Court.

In accordance with Article 58 of the Statute, the Agents of the Parties in the case had been notified that the Judgment of the Court on the question of jurisdiction would be read at the present sitting. The Vice-President, Acting President, noted that the Agents or their representatives were present. An official copy of the Judgment, intended for their Governments, would be handed to them in the course of the sitting.

The Vice-President, Acting President, declared that the Court had decided, in accordance with Article 39 of the Statute, that the French text of the Judgment should be considered as authoritative.

He would read the text.

(The Vice-President, Acting President, read the relevant text<sup>1</sup>.)

He then called upon the Registrar to read the English text of the operative part of the Judgment.

---

<sup>1</sup> See Court's publications : *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders* 1954, pp. 19-35.

(Le GREFFIER lit le texte du dispositif en anglais.)

Le VICE-PRÉSIDENT, faisant fonction de Président, lit l'addendum qui suit le dispositif et déclare que l'auteur de l'opinion individuelle<sup>1</sup> et l'auteur de l'opinion dissidente<sup>2</sup> l'ont informé qu'ils ne désiraient pas en donner lecture à l'audience.

(La séance est levée à 12 h. 40.)

---

<sup>1</sup> Voir publications de la Cour: *Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances 1954*, pp. 37-38.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 39-45.

(The REGISTRAR read the relevant text.)

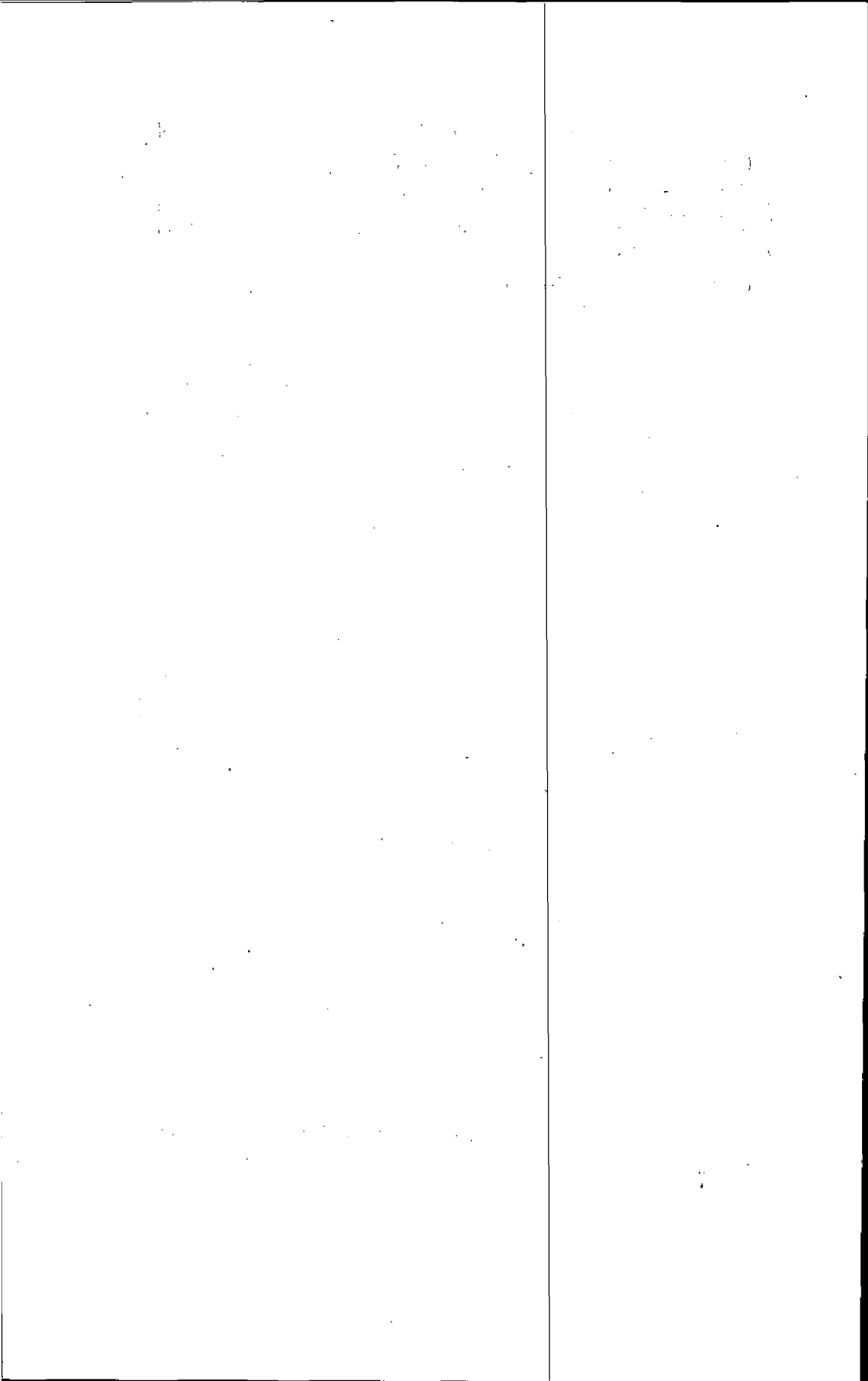
The VICE-PRESIDENT, Acting President, read the addendum to the Judgment, and stated that the author of the Individual Opinion <sup>1</sup> and the author of the Dissenting Opinion <sup>2</sup> had informed him that they did not propose to read them at this sitting.

(The Court rose at 12.40 p.m.)

---

<sup>1</sup> See Court's publications: *Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders 1954*, pp. 37-38.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 39-45.





ANNEXE AUX PROCÈS-VERBAUX  
ANNEX TO THE MINUTES

---

1. DÉCLARATION DE M. CASTO CARUSO

(AGENT DU GOUVERNEMENT ITALIEN)

A LA SÉANCE PUBLIQUE DU 10 MAI 1954, MATIN

Monsieur le Président, Messieurs les Juges.

Je vous prie d'agréer avant tout l'expression de mes meilleurs sentiments et de mon plus profond respect. Avant de prier le Président de donner la parole à M. le professeur Tomaso Perassi, conseil du Gouvernement italien, je tiens à déclarer de la façon la plus formelle que le Gouvernement italien attache une grande importance au maintien des excellents rapports qu'il entretient avec le Gouvernement du Royaume-Uni et que, par conséquent, il est prêt à s'entendre directement avec le Gouvernement britannique sur cette affaire pour la régler d'une manière équitable avant même que la décision de la Cour soit prononcée. Je suis sûr que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement français ne pourraient que voir avec la plus grande sympathie un accord direct de ce genre, étant donné les rapports également amicaux qu'ils entretiennent avec mon Gouvernement et le Gouvernement du Royaume-Uni.

Je prie M. le Président de donner la parole au professeur Tomaso Perassi, conseil du Gouvernement italien.

---

## 2. PLAIDOIRIE DE M. TOMASO PERASSI

(CONSEIL DU GOUVERNEMENT ITALIEN)

AUX SÉANCES PUBLIQUES DU 10 MAI 1954

[Séance publique du 10 mai 1954, matin]

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour.

C'est la première fois que j'ai l'honneur de plaider devant cette Cour. Ma première parole sera pour adresser à la Cour, organe suprême du droit international, l'expression de mon profond dévouement.

Je prie la Cour de bien vouloir m'accorder toute l'indulgence dont j'ai besoin.

Je n'aurais pas terminé l'expression de mes sentiments en ce moment si je n'adressais mon salut cordial aux éminents juristes qui seront mes contradicteurs dans cette affaire.

M. le Président, Messieurs de la Cour, je crois utile de rappeler, aussi brièvement que possible, les conditions dans lesquelles le Gouvernement italien a introduit cette affaire devant la Cour.

La partie III de l'acte final de la conférence de Paris sur les réparations, signé le 14 janvier 1946 par dix-huit États parmi lesquels les États-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni et l'Albanie, avait prévu que l'or monétaire retrouvé en Allemagne par les forces alliées serait réuni dans une masse commune pour être réparti à titre de restitution entre les pays admis à bénéficier de cette masse au prorata des quantités d'or qu'ils avaient respectivement perdues du fait des spoliations par l'Allemagne ou de transferts illégitimes en Allemagne.

L'Italie avait adhéré à la partie III de l'acte de Paris concernant la restitution de l'or monétaire, par le protocole signé le 16 décembre 1947 avec les Gouvernements des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni.

Aux fins d'accomplir leur mission aux termes de ladite partie III, les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni instituèrent la Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire et invitèrent tous les gouvernements qui le désiraient à soumettre à ladite commission leurs demandes tendant à recevoir, au titre de la partie III de l'acte de Paris, une part proportionnelle de la masse d'or en question.

Le Gouvernement italien, se basant sur le fait qu'à la date du 16 septembre 1943, 88,5 % du capital actionnaire de la Banque nationale d'Albanie était la propriété de l'État italien, présenta à la Commission tripartite une demande visant à obtenir d'être admis à participer à la répartition de la masse commune de l'or retrouvé pour la quote-part relative à la quantité d'or monétaire de la Banque nationale d'Albanie pillée par les Allemands à Rome en 1943.

La Commission tripartite avait été saisie d'une demande semblable par le Gouvernement albanais qui, entre autres allégations inexactes, avait assuré que l'or pillé par les Allemands à Rome était la propriété de la Banque d'État albanais, tandis que celle-ci n'avait été créée qu'en janvier 1945.

La Commission tripartite, considérant que les demandes concurrentes de l'Albanie et de l'Italie soulevaient des questions controversées qu'elle était incompétente à trancher, renvoya pour décision lesdites demandes aux Gouvernements des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, par sa décision du 17 novembre 1950.

Les trois gouvernements, étant en désaccord sur un point de droit et interprétant de manières différentes le paragraphe C de la partie III de l'acte de Paris, par un accord signé à Washington le 25 avril 1951 sont convenus de prier le Président de la Cour internationale de Justice de désigner comme arbitre un juriste éminent et impartial afin de leur donner un avis sur la décision qu'ils auraient dû adopter au sujet des demandes ci-dessus mentionnées de l'Albanie et de l'Italie.

Le paragraphe 2 de l'accord de Washington précisait la tâche de l'arbitre de la façon suivante :

« L'arbitre, après avoir tenu compte de tous les faits et de toutes les considérations de droit dont il convient que les trois gouvernements tiennent compte aux termes de la partie III de l'acte de Paris et ayant à l'esprit que son avis doit être compatible avec les décisions déjà prises dans d'autres cas par la Commission tripartite de l'or, est prié de donner son avis aux trois gouvernements sur le point de savoir si :

l'Albanie a établi que 2.338,7565 kilogrammes d'or monétaire, qui ont été pillés par l'Allemagne à Rome en 1943 appartenaient à l'Albanie, ou

l'Italie a établi que 2.338,7565 kilogrammes d'or monétaire, qui ont été pillés par l'Allemagne à Rome en 1943, appartenaient à l'Italie, ou

ni l'Albanie ni l'Italie n'a établi que 2.338,7565 kilogrammes d'or monétaire qui ont été pillés par l'Allemagne à Rome en 1943, appartenaient à l'une ou à l'autre. »

Le paragraphe 5 du même accord stipulait que :

« Les trois gouvernements, dans l'exercice de leur mandat au titre de la partie III de l'acte final de Paris sur les réparations, accepteront l'avis donné par l'arbitre sur la question de savoir si l'Albanie ou l'Italie, ou ni l'une ni l'autre d'entre elles, a ou n'a pas établi des droits à réclamation concernant le montant en question d'or monétaire. »

Le Président de la Cour internationale de Justice désigna M. le professeur Georges Sauser-Hall en qualité d'arbitre pour donner aux trois gouvernements l'avis sur les questions indiquées par l'accord de Washington.

L'arbitre, après avoir constaté dans son avis que l'or en question était la propriété de la Banque nationale d'Albanie, émit, le 20 février 1953, l'avis arbitral suivant :

« Il est établi que 2.338,7565 kilogrammes d'or monétaire, qui ont été pillés par l'Allemagne à Rome en 1943, appartenaient à l'Albanie, au sens de la partie III de l'acte de Paris du 14 janvier 1946. »

Les trois gouvernements signataires de l'accord de Washington du 25 avril 1951 arrêterent à la même date une « Déclaration accompagnant

la publication de l'accord entre les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique soumettant à un arbitre certaines réclamations concernant l'or pillé par les Allemands à Rome en 1943 ».

Dans cette déclaration, il était stipulé ce qui suit :

« Les trois gouvernements sont convenus que, si l'arbitre est de l'avis que l'Albanie a établi, au titre de la partie III de l'acte de Paris, des droits à réclamation concernant 2.338,7565 kilogrammes d'or monétaire pillé par l'Allemagne, ils remettront l'or au Royaume-Uni en satisfaction partielle du jugement de l'affaire du canal de Corfou, à moins que, dans un délai de 90 jours à compter de la communication à l'Italie et à l'Albanie de l'avis de l'arbitre, ou bien :

l'Albanie ait saisi la Cour internationale de Justice en vue de décider s'il est convenable que l'or, sur lequel l'Albanie a établi des droits à réclamation aux termes de la partie III, soit remis au Royaume-Uni en satisfaction partielle du jugement de l'affaire du canal de Corfou ; ou bien

l'Italie ait saisi la Cour internationale de Justice en vue de décider si, du fait de tous droits qu'elle soutient avoir par suite du décret albanais du 13 janvier 1945 ou des clauses du traité de paix avec l'Italie, l'or doit être remis à l'Italie plutôt qu'à l'Albanie et ait convenu d'accepter la juridiction de la Cour pour décider la question de savoir si la prétention du Royaume-Uni ou celle de l'Italie à recevoir l'or doit avoir priorité, dans le cas où cette question se poserait.

Les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des États-Unis déclarent qu'ils accepteront comme défendeurs la juridiction de la Cour aux fins de statuer sur le recours introduit par l'Italie, ou par l'Albanie, ou par toutes deux.

Les trois gouvernements conviennent de se conformer, en ce qui concerne la remise de l'or, à toute décision arrêtée par la Cour internationale de Justice comme suite aux recours de l'Italie ou de l'Albanie. »

L'hypothèse prévue dans cette déclaration s'étant réalisée — l'avis de l'arbitre ayant déclaré que l'or pillé à Rome à la Banque nationale d'Albanie appartenait à l'Albanie au sens de la partie III de l'acte de Paris —, le Gouvernement italien se trouvait dans cette situation : s'il ne présentait pas de recours à la Cour internationale de Justice dans le délai de 90 jours indiqué dans la déclaration des trois gouvernements, déclaration à laquelle le Gouvernement italien ainsi que le Gouvernement albanais sont restés étrangers, les trois gouvernements auraient pu se considérer autorisés à remettre sans autre l'or au Royaume-Uni. C'est dans ces conditions que le 19 mai 1953 le Gouvernement italien déposait au Greffe de la Cour, conformément à la résolution du Conseil de sécurité du 19 octobre 1946, une déclaration par laquelle il acceptait la juridiction de la Cour internationale de Justice conformément à la Charte des Nations Unies et aux conditions du Statut et du Règlement de la Cour pour les différends visés à la lettre b) de la « Déclaration accompagnant la publication de l'accord entre les Gouvernements de la République

française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique soumettant à un arbitre certaines réclamations concernant l'or pillé par les Allemands à Rome », déclaration établie par les trois dits gouvernements à Washington le 25 avril 1951. A la même date, le Gouvernement italien déposait au Greffe de la Cour la requête introductive d'instance par laquelle il présentait à la Cour les conclusions suivantes :

« Plaise à la Cour :

Dire et juger :

1) que les Gouvernements de la République française, de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique devront remettre à l'Italie la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III de l'acte de Paris du 14 janvier 1946, en satisfaction partielle des dommages causés à l'Italie par la loi albanaise du 13 janvier 1945 ;

2) que le droit de l'Italie à recevoir ladite quote-part d'or monétaire doit avoir priorité sur la prétention du Royaume-Uni à recevoir l'or en satisfaction partielle du jugement de l'affaire du canal de Corfou. »

L'Albanie n'a pas présenté de recours à la Cour dans le délai de 90 jours prévu dans ladite déclaration. Dans ces conditions, le Gouvernement italien, avant de préparer le mémoire sur le fond des demandes qu'il avait présentées à la Cour, s'est posé cette question : Est-ce que la Cour aurait compétence pour statuer au fond sur la demande italienne indiquée au n° 1 de la requête introductive d'instance, c'est-à-dire « que les Gouvernements de la République française, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique devront remettre à l'Italie la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III de l'acte de Paris, en satisfaction partielle des dommages causés à l'Italie par la loi albanaise du 13 janvier 1945 ». En effet, cette demande mettait en cause la responsabilité internationale de l'Albanie du fait de la loi albanaise du 13 janvier 1945. En considération de ce doute sur la compétence de la Cour, le Gouvernement italien, le 30 octobre 1953, déposa auprès de la Cour un document intitulé « Question préliminaire », dans lequel il se bornait à demander à la Cour qu'à titre préliminaire elle donnât sa décision en ce qui concerne la question de compétence. La Cour, par son ordonnance du 3 novembre 1953, fixait au 15 décembre 1953 le délai pendant lequel le Gouvernement italien « pourra présenter un exposé écrit précisant sa position ». Nous avons interprété l'ordonnance de la Cour dans le sens que le Gouvernement italien était invité à préciser sa position en ce qui concerne la question préliminaire de compétence. Dans cet esprit, nous avons présenté un deuxième document qui porte le titre : « Exposé concernant la question préliminaire de compétence de la Cour ».

Avant d'examiner les considérations pour lesquelles nous avons avancé l'opinion que la Cour, en examinant d'office sa compétence, devrait se considérer non compétente en ce qui concerne la demande indiquée au numéro 1) de la requête italienne, il est peut-être nécessaire de répondre

à certaines objections préjudicielles énoncées dans le mémoire du Gouvernement américain. Une desdites objections est la suivante : Est-il admissible que la partie demanderesse, la partie qui a introduit une instance devant la Cour, soulève la question de la compétence ?

Je suis le premier à reconnaître qu'en général c'est très rare que la partie demanderesse devant un tribunal soulève la question de compétence du tribunal qu'elle a elle-même saisi. Mais il n'y a rien d'illogique, ni d'illégitime à ce qu'une partie, même demanderesse, soulève la question de compétence de l'organe judiciaire saisi, lorsqu'elle pose une question concernant le fonctionnement de cet organe, tel qu'il est réglé par le statut ou la loi dont cet organe relève, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'une question que l'organe judiciaire devrait examiner d'office. Dans ces cas, il n'y a rien d'illégitime ou d'illogique si la partie demanderesse pose elle-même la question en invitant le tribunal saisi à se prononcer sur la question de compétence.

Il ne s'agit pas d'une exception au sens technique du mot, c'est-à-dire d'une exception qui dépend de la volonté de la partie qui la soulève. Il s'agit en réalité simplement d'un acte par lequel la partie demanderesse attire l'attention de la Cour, afin que celle-ci, en exerçant d'office son droit d'établir si elle est compétente ou non, examine aussi les considérations exposées par la partie demanderesse sur la question de la compétence.

Par conséquent, j'estime que cette objection préjudicielle n'est pas fondée. Quant à l'intérêt de la partie à soulever cette question, il coïncide avec l'intérêt même de l'administration de la justice. Il est évident qu'il serait inutile de s'engager dans l'examen au fond d'une affaire si l'on n'est pas sûr à l'avance que la Cour est compétente pour en décider. Le point essentiel, que je tiens à préciser, c'est que, en présentant le document intitulé « Exposé sur la question de la compétence », le Gouvernement italien n'a aucunement retiré l'acceptation de la juridiction de la Cour, résultant de la déclaration faite devant le Greffe ainsi que de la requête présentée. L'acceptation de la juridiction reste.

Le problème qui se pose est celui de savoir si la Cour, d'après son Statut, est compétente ou non en ce qui concerne la demande formulée au numéro 1 de la requête italienne.

Je vais alors indiquer les considérations qui, d'après nous, devraient amener la Cour à se considérer, conformément à son Statut, non compétente pour connaître de ladite demande italienne.

Nous avons énoncé ces motifs soit dans le premier document concernant la question préliminaire, soit dans l'exposé successivement présenté à la suite de l'ordonnance de la Cour du 3 novembre 1953.

Le Gouvernement italien, par sa requête, a prié la Cour de dire et juger :

« 1) que les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique devront remettre à l'Italie la quote-part d'or monétaire, qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III de l'acte de Paris du 14 janvier 1946, en satisfaction partielle des dommages causés à l'Italie par la loi albanaise du 13 janvier 1945 ;

2) que le droit de l'Italie à recevoir ladite quote-part d'or monétaire doit avoir priorité sur la prétention du Royaume-Uni à recevoir

l'or en satisfaction partielle du paiement du jugement de l'affaire du canal de Corfou ».

Il ressort clairement de ces conclusions que la requête du Gouvernement italien vise à soumettre à la Cour deux demandes distinctes, dont la seconde est manifestement subordonnée par rapport à la première. En effet, la question de savoir si le droit de l'Italie à recevoir la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie doit avoir priorité sur la prétention du Royaume-Uni à recevoir l'or en satisfaction partielle du jugement de l'affaire du canal de Corfou, ne se poserait que dans le cas où la Cour se fût prononcée sur le fond de la première question dans le sens demandé par le Gouvernement italien, c'est-à-dire que les trois Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique devront remettre à l'Italie la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie, aux termes de la partie III de l'acte de Paris, à satisfaction partielle des dommages causés à l'Italie par la loi albanaise du 13 janvier 1945.

Ce rapport entre les deux demandes est manifeste, et l'éminent agent du Gouvernement du Royaume-Uni a reconnu ce rapport entre les deux demandes dans le mémoire qu'il a présenté en date du 26 mars 1954.

Au paragraphe 17 du texte anglais dudit mémoire du Gouvernement britannique il est dit :

« La question de priorité ne pouvant se poser que si la Cour a auparavant examiné les prétentions de l'Italie à l'égard de l'Albanie et tranché ce point en faveur de l'Italie. »

La demande principale italienne, c'est-à-dire celle qui est formulée au numéro 1 des conclusions, et qui concerne la responsabilité internationale de l'Albanie, a été présentée à la Cour à l'égard des Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des États-Unis sur la base de la déclaration des trois gouvernements. Mais elle pose, quant au fond, la question de la responsabilité internationale de l'Albanie envers l'Italie à cause du fait illicite de la loi albanaise du 13 janvier 1945. La demande italienne à l'égard des trois gouvernements concernant la remise à l'Italie de l'or qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III présuppose que la Cour ait déclaré la responsabilité internationale de l'Albanie à cause de la loi albanaise du 13 janvier 1945 et l'obligation de réparer les dommages causés par son acte illicite.

Le Gouvernement italien demande en effet qu'à titre de satisfaction partielle de l'obligation de l'Albanie de réparer ces dommages, la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie au titre de la partie III de l'acte de Paris soit remise par les trois gouvernements à l'Italie. L'Albanie avait souscrit l'acte de Paris du 14 janvier 1946. L'Italie avait adhéré à la partie III de cet acte par le protocole du 17 décembre 1947, aux termes duquel le Gouvernement italien avait déclaré accepter « les arrangements qui ont été ou seront faits par les Gouvernements alliés intéressés pour l'application dudit arrangement », c'est-à-dire la partie III de l'acte de Paris. Ainsi que l'arbitre a eu l'occasion de le constater dans son avis, la question des droits que l'Italie fait valoir par suite de la loi albanaise du 13 janvier 1945 (ainsi que celle de la remise éventuelle de l'or au Royaume-Uni en satisfaction partielle du jugement de la Cour du 9 avril 1949 dans l'affaire du canal de Corfou) porte — disait l'arbitre — « sur une attribution de l'or à d'autres titres que ceux fondés

sur la partie III dudit acte » de Paris. Après avoir ainsi qualifié lesdites questions, l'arbitre a ajouté :

« D'éventuels litiges à ce sujet ne pouvant faire l'objet d'une procédure internationale, arbitrale ou judiciaire que du consentement des États intéressés, la déclaration qui accompagne la publication de l'accord de Washington prévoit qu'ils pourront donner lieu à des actions spéciales introduites devant la Cour internationale de Justice, soit par l'Albanie, soit par l'Italie, soit par toutes deux, ladite déclaration valant acceptation, pour ces actions et pour le délai qui y est prévu, de la juridiction de la Cour par les trois gouvernements dont elle émane » (page 21 de l'avis de M. le professeur Sauser-Hall).

La demande formulée au numéro 1 de la requête du 19 mai 1953 est donc une « action spéciale » visant à obtenir « une attribution de l'or à d'autres titres que ceux fondés sur la partie III » de l'acte de Paris, c'est-à-dire « en invoquant l'élément non couvert par la partie III » (alinéa 5 de la déclaration). Cette « action spéciale » ne peut « faire l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire que du consentement des États intéressés ». La déclaration accompagnant l'accord de Washington vaut acceptation de la juridiction de la Cour « par les trois gouvernements dont elle émane ». Mais les États intéressés, dont le consentement est nécessaire afin que l'action dont il s'agit puisse faire l'objet d'une procédure internationale arbitrale ou judiciaire, ne sont pas seulement les trois gouvernements qui ont arrêté la déclaration susdite. On ne saurait méconnaître que l'Albanie est l'État intéressé en premier lieu, puisque la demande italienne est, quant au fond, une réclamation mettant en jeu la responsabilité internationale de l'Albanie à cause de la loi albanaise du 13 janvier 1945, le Gouvernement italien demandant à la Cour de déclarer que cette loi constitue un fait illicite engendrant pour l'Albanie l'obligation de réparation envers l'Italie.

La demande italienne, formulée au numéro 1 de la requête du 19 mai 1953, a été introduite à l'égard des trois gouvernements ainsi qu'il était prévu dans la déclaration susdite, parce que ces gouvernements se sont considérés autorisés — je ne sais pas à quel titre — à lier la remise de la quote-part d'or monétaire, qui reviendrait à l'Albanie au titre de la partie III de l'acte de Paris, à d'autres questions, qui concernent la remise de cet or à d'autres titres que ceux fondés sur la partie III de l'acte de Paris. Mais l'État principalement intéressé dans la question posée par la demande du Gouvernement italien est l'Albanie. La Cour, en effet, ne pourrait se prononcer sur la demande formulée par le Gouvernement italien à l'égard des trois gouvernements, en ce qui concerne la remise à l'Italie de la quote-part de l'or monétaire revenant à l'Albanie, qu'après avoir déclaré que la loi albanaise du 13 janvier 1945 a été un acte illicite engendrant l'obligation pour l'Albanie envers l'Italie de réparer les dommages qui en sont découlés. La remise à l'Italie, par les trois gouvernements, de la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie ne serait qu'une forme de paiement partiel des dommages causés par la loi albanaise du 13 janvier 1945.

Or, il me semble évident que l'examen de la part de la Cour de ladite demande du Gouvernement italien impliquerait une décision préalable aux termes de laquelle la Cour se serait reconnue compétente pour ce faire.



Dans ces conditions, la question se pose de savoir si la Cour est compétente pour connaître de la demande italienne en tant qu'elle concerne au fond l'Albanie.

Ainsi que la Cour l'a constaté, « en l'état actuel du droit concernant la juridiction internationale, la réclamation internationale ne peut être déferée à un tribunal international que du consentement des États en cause » (avis du 11 mars 1949, *C. I. J. Recueil 1949*, p. 178). C'est la conséquence directe du principe dont s'inspire le Statut de la Cour internationale de Justice : « Le consentement des États parties à un différend est le fondement de la juridiction de la Cour en matière contentieuse. » (Avis du 30 mars 1950, *C. I. J. Recueil 1950*, p. 71.)

Dans l'arrêt du 19 mai 1953 concernant l'affaire *Ambatielos*, la Cour a encore une fois réaffirmé ces principes :

« La Cour ne se départit pas du principe bien établi en droit international et accepté par sa jurisprudence ainsi que par celle de la Cour permanente de Justice internationale, d'après lequel un État ne saurait être obligé de soumettre ses différends à arbitrage sans son consentement. » (Affaire *Ambatielos* ; fond : obligation d'arbitrage. Arrêt du 19 mai 1953, *C. I. J. Recueil 1953*, p. 19.)

Est-ce qu'il y a un acte duquel il résulte qu'il y a consentement de l'Albanie à ce que la Cour examine au fond cette question ?

Le Gouvernement italien a présenté sa requête, contenant ladite demande, se référant uniquement à la déclaration des trois gouvernements accompagnant l'accord de Washington.

Celle-ci, à la différence de l'accord de Washington du 25 avril 1951, ne peut pas être considérée comme un arrangement que les trois gouvernements avaient le pouvoir d'arrêter en vertu du mandat qui leur a été conféré par la partie III de l'acte de Paris. Ainsi que l'a relevé l'arbitre dans son avis, la demande formulée au numéro 1 de la requête italienne porte sur une attribution d'or à d'autres titres que ceux fondés sur la partie III de l'acte de Paris et par conséquent la déclaration des trois gouvernements accompagnant l'accord de Washington, en tant qu'elle vise le règlement de questions qui sortent du mandat qui leur a été conféré par l'acte de Paris, n'est pas un arrangement constituant une mesure d'exécution dudit acte et liant comme tel les autres gouvernements signataires ou adhérents de cet acte. L'arbitre — après avoir constaté que la question des droits que l'Italie fait valoir par suite de la loi albanaise du 13 janvier 1945, ainsi que la question de la remise éventuelle de l'or au Royaume-Uni en satisfaction partielle du jugement de la Cour dans l'affaire du canal de Corfou, portent sur une attribution de l'or à d'autres titres que ceux fondés sur la partie III de l'acte de Paris — a observé que pour cette raison les trois gouvernements n'auraient pas pu soumettre ces points à l'avis de l'arbitre « sans outrepasser le mandat qui leur a été conféré par l'acte de Paris ». Pour la même raison, les trois gouvernements ne pouvaient pas déferer par leur acte la décision desdites questions à la Cour internationale de Justice. Leur déclaration ne pouvait pas, à elle seule, être suffisante à attribuer à la Cour internationale de Justice la compétence à l'égard de tous les États intéressés pour connaître des « actions spéciales » relatives auxdites questions. Ainsi que l'a relevé l'arbitre dans son avis, ladite déclaration vaut acceptation, pour l'action spéciale introduite devant la Cour par l'Italie, de la juridiction de la Cour « par les trois gouvernements dont elle

émane ». Cela veut dire que la déclaration ne vaut pas acceptation de la juridiction de la Cour par l'Albanie, qui, étrangère à cette déclaration, n'y a pas adhéré. Cette déclaration, par conséquent, ne saurait être considérée par la Cour — à notre avis — comme un acte impliquant le consentement de l'Albanie aux fins de fonder la compétence de la Cour pour connaître au fond de la demande du Gouvernement italien. L'Albanie en outre n'a manifesté de quelque manière que ce soit son consentement à ce que la Cour statue sur les questions indiquées dans ladite déclaration en tant qu'elles affectent l'Albanie ; un consentement tacite à cet effet ne saurait pas non plus être déduit du fait que l'Albanie n'a pas fait opposition à la compétence de la Cour, étant donné que l'Albanie n'est pas partie au procès ouvert par la requête italienne.

En l'état actuel, l'Italie n'est pas en mesure d'invoquer un autre titre justifiant la compétence de la Cour en ce qui concerne la question dont il s'agit. Ni l'Italie ni l'Albanie n'ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour aux termes de l'article 36 du Statut de la Cour.

Le Statut de la Cour, d'autre part, ne prévoit pas la possibilité pour la Cour d'ordonner l'intervention de l'Albanie dans le procès ouvert devant elle par la requête du Gouvernement italien, bien que la demande italienne, formulée au numéro 1 de cette requête, ne puisse être jugée au fond sans que l'Albanie soit partie au procès. L'intervention obligatoire d'un tiers dans un procès, soit à la demande d'une des parties, soit par ordre du juge, peut être prévue par le droit procédural interne des États en raison du fait que les tribunaux internes ont juridiction *erga omnes*. Cette intervention obligatoire est une institution qui ne cadre pas avec un système juridique d'après lequel la juridiction repose sur le consentement des parties intéressées.

Pour ces considérations, le Gouvernement italien a estimé que, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, il serait utile que la Cour, dans le cas présent, soit invitée à statuer préliminairement sur la question de compétence.

Le VICE-PRÉSIDENT FAISANT FONCTION DE PRÉSIDENT : Je vous prie de parler encore dix minutes de façon à pouvoir faire la traduction et pouvoir interrompre l'audience vers 1 heure.

M. PERASSI : Monsieur le Président, la dernière partie de ma plaidoirie aura pour objet l'examen des conclusions du Gouvernement britannique. Mais peut-être cet examen demandera plus de dix minutes. Alors, si vous me le permettez, Monsieur le Président, je me bornerai ce matin à faire quelques observations concernant un point de vue exposé par le Gouvernement américain dans son mémoire. Dans ce mémoire il est dit :

« Le différend dont la Cour est saisie concerne les droits respectifs du Royaume-Uni et de l'Italie à l'égard d'une masse d'or à répartir par les Gouvernements de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis, en la possession desquels elle se trouve. »

Après avoir énoncé cette idée, le mémoire du Gouvernement américain semble poser la question, s'il est possible que la Cour ait à trancher la question de la priorité des prétentions de l'Italie par rapport à celles du Royaume-Uni, avant que la Cour ait tranché la question de fond concernant la demande de l'Italie à l'égard de l'Albanie. Si

j'ai bien compris, c'est dans ce sens que le mémoire américain pose la question. Il est dit en effet par la suite :

« C'est pourquoi il semble douteux que l'Albanie eût pu reconnaître la compétence de la Cour et devenir partie dans la présente espèce avant que la Cour n'ait statué sur les droits de l'Italie à l'égard du Royaume-Uni quant à la masse d'or en litige. »

Il est donc proposé d'examiner la question de priorité en la séparant de la question concernant la responsabilité internationale de l'Albanie à cause de la loi du 13 janvier 1945. A cet égard, je dois rappeler que le mémoire de l'agent énonce une thèse tout à fait opposée, c'est-à-dire que la priorité entre la demande italienne et la demande du Royaume-Uni est une question qui se poserait seulement lorsque la demande italienne concernant l'Albanie serait tranchée par la Cour. En effet, dans le mémoire du Gouvernement britannique il est dit :

« La question de priorité ne pouvant se poser que si la Cour a auparavant examiné les prétentions de l'Italie à l'égard de l'Albanie et tranché ce point en faveur de l'Italie... »

Il me semble donc hors de doute que la thèse énoncée dans le mémoire du Gouvernement des États-Unis ne pourrait pas être suivie par la Cour étant donné l'ordre logique dans lequel les deux questions se posent.

Monsieur le Président, si vous me le permettez, je pourrai pour ce matin m'arrêter ici et laisser pour l'après-midi l'exposé des considérations qui touchent les conclusions du mémoire du Royaume-Uni.

*[Séance publique du 10 mai 1954, après-midi]*

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour.

Comme j'ai dit ce matin, la dernière partie de ma courte plaidoirie consistera à examiner les conclusions qui ont été présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni dans le document portant la date du 26 mars. Je donne lecture avant tout de ces conclusions.

« Le Gouvernement du Royaume-Uni, tout en se réservant le droit de développer à un stade ultérieur son argumentation sur le point de compétence, prie la Cour de dire et juger :

1) Qu'en raison de l'exception d'incompétence soulevée par le Gouvernement italien, la requête que celui-ci a soumise à la Cour le 19 mai 1953 ne répond pas ou ne répond plus aux conditions et aux intentions de la déclaration tripartite de Washington en date du 25 avril 1951, qu'elle est, par conséquent, nulle et sans valeur et que la Cour n'est plus « saisie ... en vue de décider » la question que la déclaration tripartite habilitait l'Italie à soumettre à la Cour ;

*Subsidiairement,*

Que l'exception d'incompétence soulevée par le Gouvernement italien équivaut à un retrait ou à une annulation de la requête qu'il avait soumise à la Cour le 19 mai 1953 et que, de ce fait,

L'Italie n'est plus fondée à poursuivre une instance aux termes de la déclaration tripartite de Washington ;

2) Qu'en conséquence le Royaume-Uni est fondé, aux termes de la déclaration tripartite de Washington, à recevoir l'or comme si ni l'Italie ni l'Albanie n'avaient saisi la Cour en vertu des dispositions pertinentes de cette déclaration. »

Je dois, à titre préliminaire, observer que ces demandes ne rentrent pas dans les limites de l'acceptation de la juridiction de la Cour, faite par le Gouvernement italien. Par conséquent, je dois soulever l'exception préliminaire d'incompétence de la Cour pour statuer sur ces demandes. Il s'agit ici vraiment d'une exception au sens strict du mot, qui diffère de la question d'incompétence que nous avons soulevée dans les documents précédents. Il s'agit, au sens technique, d'une exception d'incompétence que le Gouvernement italien soulève, en déclarant ne pas accepter la juridiction de la Cour en ce qui concerne les demandes formulées dans les conclusions du Gouvernement du Royaume-Uni. Sous le bénéfice de cette réserve formelle du Gouvernement italien, je me bornerai à faire quelques observations sur l'argumentation par laquelle le Gouvernement du Royaume-Uni a appuyé ses demandes. Je crois que cette argumentation peut être exactement résumée en lisant les passages suivants du mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni en date du 26 mars 1954 :

« 12. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que l'exception italienne d'incompétence doit être considérée comme constituant une annulation, une infirmation — ou un retrait — de la requête originelle ; et que l'on se trouve en conséquence dans une situation semblable à celle qui se serait produite si ni l'Italie ni l'Albanie n'avaient saisi la Cour aux termes de la déclaration tripartite de Washington. . . . .

14. Il ressortait clairement de la déclaration que si l'Albanie ou l'Italie se prévalait du droit de saisir la Cour, cela impliquerait de leur part une acceptation de la juridiction de la Cour aux fins de la requête et pour trancher les questions qui lui seraient soumises ; si cette juridiction n'était pas reconnue, la requête devrait en effet être considérée comme illusoire. Le fait de saisir volontairement un tribunal — et d'en appeler par conséquent à sa compétence — implique nécessairement l'acceptation de cette compétence ; si, en effet, la requête quant au fond était accompagnée ou suivie d'une contestation de la compétence du tribunal en vue d'examiner et de trancher la question quant au fond, cela constituerait une telle contradiction que la requête en serait annulée et perdrait toute signification et toute valeur.

15. La requête italienne du 19 mai 1953, dans laquelle on ne contestait aucunement la compétence de la Cour en vue d'examiner les principaux points sur lesquels était fondée cette requête, semblait constituer une acceptation claire et nette de la juridiction de la Cour. . . . .

16. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que le fait de n'avoir nié et contesté la compétence de la Cour qu'après avoir soumis la requête originelle ne constitue pas une différence essentielle. L'effet est exactement le même. Il ne saurait subsister de

demande en vue de trancher une certaine question, lorsque la partie qui est censée soumettre la requête prétend en même temps que la Cour n'a pas compétence en l'espèce et devrait elle-même refuser de se prononcer. C'est pourquoi le Gouvernement du Royaume-Uni déclare que la Cour n'est plus en présence d'une requête valable conformément aux termes et aux intentions manifestes de la déclaration tripartite de Washington, c'est-à-dire « en vue de décider » au fond les questions que cette déclaration habilitait l'Italie à soumettre à la Cour.

17. La présente argumentation est confirmée par le texte même de la déclaration tripartite de Washington, laquelle met comme condition expresse de la validité d'une requête italienne devant la Cour que l'Italie

*« ait convenu d'accepter la juridiction de la Cour pour décider la question de savoir si la prétention du Royaume-Uni ou celle de l'Italie à recevoir l'or doit avoir priorité dans le cas où cette question se poserait ».*

La question de priorité ne pouvant se poser que si la Cour a auparavant examiné les prétentions de l'Italie à l'égard de l'Albanie et tranché ce point en faveur de l'Italie, cela semble impliquer que l'acceptation par le Gouvernement italien de la compétence de la Cour en vue de trancher cette question initiale était également une condition essentielle de la validité de la requête soumise par l'Italie à la Cour aux termes de la déclaration tripartite de Washington. Puisque l'Italie semble ne pas reconnaître cette compétence, la condition n'est pas remplie ; par conséquent, la requête est nulle ou elle a perdu toute valeur.»

Voilà l'argumentation du Royaume-Uni. Qu'il me soit permis de dire qu'à mon sens il y a dans cette argumentation une confusion entre deux éléments nettement différents : un de ces éléments est l'acceptation de la juridiction de la Cour de la part de l'Italie, l'autre est la compétence de la Cour aux termes de son Statut. Je crois qu'il s'agit de deux questions tout à fait différentes. Ainsi que le mémoire britannique le reconnaît lui-même, la requête italienne du 19 mai 1953 contient l'acceptation claire et nette de la juridiction de la Cour pour les questions visées dans la déclaration indiquée dans la requête elle-même. Cette acceptation est confirmée dans la déclaration que l'agent du Gouvernement italien a déposée au Greffe au sens de la résolution du Conseil de sécurité. L'acceptation de la juridiction de la Cour en ce qui concerne l'Italie non seulement était claire et nette, mais reste et demeure avec toute sa valeur. Mais l'acceptation de la part de l'Italie de la juridiction de la Cour pour connaître des demandes formulées par la requête n'implique pas nécessairement que la Cour soit compétente pour connaître des demandes italiennes concernant « les prétentions de l'Italie à l'égard de l'Albanie » (c'est la définition même adoptée par le mémoire britannique). La demande indiquée au numéro 1 de la requête, en réalité, concerne les prétentions de l'Italie à l'égard de l'Albanie. L'acceptation de la juridiction de la Cour de la part de l'Italie est une condition nécessaire mais n'est pas suffisante pour fonder la compétence de la Cour en ce qui concerne la question dont il s'agit.

Afin que la Cour soit compétente, il est nécessaire que cette compétence soit conforme au Statut qui régit le fonctionnement de la Cour

et qui contient des principes conformément auxquels la Cour doit, même d'office, déterminer si, dans un cas concret, elle a compétence pour trancher au fond une question. Le fait que le Gouvernement italien, avant de présenter à la Cour son mémoire quant au fond de la demande italienne, ait soulevé la question de compétence n'autorise pas à en déduire que la requête est nulle ou a perdu sa valeur. Le Gouvernement italien ne retire pas sa requête et ne met pas en cause son acceptation de la juridiction de la Cour pour autant que cette compétence dépende de son acceptation. La volonté du Gouvernement italien reste claire et nette ainsi qu'elle a été exprimée dans la requête. Par conséquent, l'acceptation de la juridiction de la Cour reste dans la mesure compatible avec le Statut de la Cour. Ce que le problème expose est seulement ceci : si la Cour, d'après son Statut, peut se déclarer compétente pour connaître de la demande dont il s'agit. Dans le premier document que nous avons présenté à la Cour, après avoir constaté que l'Albanie restait étrangère à ce procès, tout en ayant connaissance de la requête italienne, le Gouvernement italien s'est borné à poser à la Cour la question de compétence. Dans l'exposé qui a suivi, conformément à l'invitation exprimée par la Cour dans son ordonnance du 3 novembre 1953, le Gouvernement italien a indiqué les motifs qui, à son avis, devraient porter la Cour à se déclarer incompétente étant donné les règles de son Statut.

Ces motifs se résument en ceci : que la Cour, d'après les principes de son Statut, ne pourrait se prononcer sur les points de savoir si une loi d'un État qui est étranger à ce procès constitue un fait illicite international engendrant la responsabilité de cet État et son obligation d'en réparer les dommages envers l'Italie.

On pourrait objecter qu'une décision de la Cour sur ce point ne serait pas obligatoire pour l'Albanie. Mais cette considération, à mon sens, ne serait pas suffisante pour permettre à la Cour d'apprécier le caractère de la loi albanaise, même aux seuls effets des relations entre l'Italie et les trois gouvernements de la déclaration tripartite.

Quelles sont les conséquences du fait que le Gouvernement italien a soulevé la question préliminaire de compétence ? Supposons que la Cour, sans qu'aucune des Parties n'ait soulevé la question de compétence, en examinant d'office cette question, arrive à conclure que, d'après son Statut, elle n'est pas compétente : il est évident que, dans ce cas, la décision de la Cour se bornerait à déclarer l'incompétence. Elle n'aurait pas d'autres effets, et la décision de la Cour ne contiendrait d'autre disposition en dehors de celle déclarant l'incompétence. Or, le fait que le Gouvernement italien — en vue de l'éventualité que la Cour, examinant d'office la question de la compétence, arriverait à la conclusion qu'elle n'est pas compétente — a soulevé la question de compétence n'implique pas qu'une décision éventuelle de la Cour déclarant son incompétence aurait des conséquences différentes que dans l'hypothèse indiquée avant. Que la Cour se déclare incompétente, indépendamment de toute manifestation des Parties, ou déclare cette incompétence après qu'une des Parties ait soulevé la question, les conséquences de la décision de la Cour en ce qui concerne la requête italienne ne pourraient être diverses.

Je répète encore une fois que, à mon avis, il n'est pas contesté ni contestable que la Cour devrait d'office décider s'il y a compétence, et cela d'une manière tout à fait indépendante de toute invitation

ou de toute question soulevée par les Parties. Dans le mémoire du Gouvernement britannique, on observe que l'intention manifeste des trois gouvernements signataires de la déclaration tripartite était d'obtenir une décision définitive au fond des questions que cette déclaration habilitait l'Italie à soumettre à la Cour. Personne ne met en doute ces intentions des trois gouvernements. Mais les intentions ne sont pas suffisantes pour assurer les résultats qu'on recherche. Il est nécessaire que les moyens envisagés dans l'acte qui contient ces intentions soient appropriés. Les trois gouvernements, lorsqu'on a élaboré et adopté la déclaration tripartite, ont-ils tenu compte d'une manière suffisante des principes du Statut qui règlent la compétence de la Cour ? Voilà le problème que la Cour est appelée à examiner. Si la Cour, qui ne peut se départir des règles de son Statut, arrive à décider qu'elle n'est pas compétente pour connaître de la première demande italienne, la responsabilité de ce fait ne peut être attribuée à l'Italie et ne peut avoir aucune conséquence sur la requête italienne. Si la procédure prévue dans la déclaration tripartite ne peut amener à une solution de la question dont il s'agit au moyen d'une décision de la Cour, à cause d'incompatibilité de cette procédure avec le Statut de la Cour, il serait nécessaire de prendre en considération une autre voie appropriée. Du reste, ce n'est pas la première fois que devant la Cour se pose la question de savoir si les intentions des parties, qui ont souscrit un compromis ou autre acte en vue d'un procès devant la Cour, étaient compatibles avec le Statut de la Cour. Je rappelle le cas du compromis concernant l'affaire des Zones franches de la Haute-Savoie. Dans ce cas s'est posée la question de savoir si les intentions des Parties pouvaient être réalisées dans les limites et en observant le Statut de la Cour. Un cas analogue se pose ici. Les intentions des Parties étaient d'obtenir de la Cour une décision au fond des questions dont il s'agit. Il reste à savoir si la Cour, aux termes de son Statut, peut décider au fond de la demande formulée au n° 1 de la requête italienne.

Si la Cour par hypothèse décide qu'elle n'est pas compétente, la question reste ouverte. Les trois gouvernements ont fait savoir dans leurs mémoires qu'ils disposent de l'or. Il s'agira alors de trouver d'autres procédures pour arriver à la solution des questions posées par la déclaration tripartite. Le Gouvernement italien, ainsi que l'a déclaré devant la Cour au début de cette audience l'agent italien, est prêt, en ce qui le concerne, à entamer toutes négociations amiables, en vue d'aboutir à une solution équitable de la question touchant le sort final de la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie d'après l'acte de Paris.

Qu'il me soit permis, avant de terminer, de faire une dernière observation au sujet de la demande du Royaume-Uni visant à obtenir une décision de la Cour dans le sens « que le Royaume-Uni est fondé, aux termes de la déclaration tripartite de Washington, à recevoir l'or comme si ni l'Italie ni l'Albanie n'avaient saisi la Cour en vue des dispositions pertinentes de cette déclaration ». Je répète que le Gouvernement italien, en ce qui le concerne, n'accepte pas la juridiction de la Cour pour statuer sur cette demande. Abstraction faite de cette réserve formelle, je voudrais cependant faire quelques observations en ce qui concerne ladite demande. Il est hors de doute que, si les Allemands n'avaient pas pris l'or de la Banque nationale d'Albanie déposé à Rome, le Royaume-Uni n'aurait pas eu la possibilité de faire valoir sa créance envers l'Albanie à l'occasion de la répartition de la masse commune d'or monétaire

retrouvé en Allemagne. Il est également hors de doute que le fait accompli par les Allemands à Rome en 1943, en pillant l'or de la Banque nationale d'Albanie, constitue un fait illicite international. Je crois qu'à cet égard il n'y a pas de doute. Or, la demande du Royaume-Uni visant à ce que la Cour déclare que la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie aux termes de l'acte de Paris soit remise au Royaume-Uni consiste à demander à la Cour de prononcer une décision par laquelle le fait international illicite accompli par les Allemands à Rome en 1943 — en transférant illégalement en Allemagne l'or qui était la propriété reconnue de la Banque nationale d'Albanie — aurait une sanction au détriment exclusif de la partie qui a été la victime de ces faits illicites.

Qu'il me soit permis de croire que la Cour aurait quelque difficulté à émettre un jugement qui sanctionnerait une telle injustice manifeste.

Je n'ai rien à ajouter pour l'instant. Je vous remercie, Monsieur le Président.



### 3. PLAIDOIRIE DE M. LE PROFESSEUR GROS

(AGENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE)

A LA SÉANCE PUBLIQUE DU II MAI 1954, APRÈS-MIDI

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour.

Dans les affaires contentieuses que les gouvernements soumettent à la Cour internationale de Justice, ce sont en général leurs intérêts propres qui sont mis en cause ; dans l'affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943 cependant, le Gouvernement de la République française ne se présente pas pour revendiquer un droit mais pour demander à la Cour son aide dans l'exercice d'une compétence internationale et pour être assuré qu'une mission assumée dans divers engagements internationaux sera menée à bien. La cause première de la présence du Gouvernement de la République française devant la Cour dans cette affaire se trouve en effet dans l'attribution, par la partie III de l'accord de Paris sur les réparations, d'une compétence internationale spéciale aux Gouvernements de la République française, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni. Cette compétence est celle de la distribution des quantités d'or monétaire trouvées en Allemagne à titre de restitution.

C'est en raison de sa participation à l'organisation de la répartition de l'or monétaire que le Gouvernement de la République française est aujourd'hui devant la Cour et qu'il la prie de l'éclairer, ainsi que les deux autres gouvernements défendeurs, responsables avec lui de la répartition de l'or monétaire, sur une difficulté qui arrête le règlement de l'attribution d'une certaine quantité d'or pris à Rome en 1943.

L'exposé écrit du Gouvernement italien et les observations écrites des trois gouvernements défendeurs sur la question préliminaire, qui est le seul objet du débat actuel, font ressortir la portée exacte de la divergence de vues entre les plaideurs. Le Gouvernement de la République française se bornera donc à exposer très brièvement comment le problème de la compétence de la Cour en cette affaire lui semble se poser.

La déclaration accompagnant la publication de l'accord entre les Gouvernements de la République française, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni en date du 25 avril 1951, indique les difficultés qui se sont révélées dans l'attribution des quantités d'or monétaire pris à Rome en 1943 et fixe ainsi les limites du débat. Les trois gouvernements avaient bien trouvé, le 25 avril 1951, une solution pour l'attribution de cet or afin de s'acquitter de l'obligation assumée par la partie III de l'accord sur les réparations ; mais « d'autres questions » étaient posées, sur lesquelles les trois gouvernements ont décidé de se conformer, en ce qui concerne la remise de l'or, à toute décision arrêtée par la Cour internationale de Justice, comme suite à un recours que, soit l'Italie, soit l'Albanie pourrait décider de porter devant la Cour, dont ils acceptaient la juridiction comme défendeurs, acceptant ainsi de faire juger par la plus haute juridiction internationale les prétentions qui pouvaient être formulées soit par l'Italie, soit par l'Albanie au sujet de la remise définitive de l'or.

Les trois gouvernements se seraient-ils, dans cette déclaration du 25 avril 1951, engagés à faire plus que ne le permet le Statut de la Cour et solliciteraient-ils de la Cour une sorte d'excès de pouvoir, tel est le sens de l'objection exposée par M. le conseil du Gouvernement italien. Le Gouvernement de la République française ne croit pas que cette objection soit fondée ; il a souhaité le règlement de ce différend par la voie juridictionnelle, il a conclu à la possibilité de ce règlement et il a décidé d'accepter les termes qui seront fixés par le juge.

Il ne sera donc pas nécessaire d'argumenter longuement : nous sommes des défenseurs de bonne foi, prêts à exécuter la décision du juge. Le Gouvernement italien estime qu'il y a un problème général de compétence considérée comme une règle d'ordre public, que le juge doit examiner d'office, même si les parties ne soulèvent pas d'exception ; en l'espèce, l'objection de l'Italie à la compétence de la Cour n'aurait donc été qu'un moyen d'attirer l'attention sur un point que la Cour n'eût pas manqué d'examiner. Dans la mesure où il s'agirait du rappel d'une règle bien établie, il n'y aurait pas de contestation entre les Parties, mais il semble que l'argumentation du Gouvernement italien aille plus loin. En effet, tandis que les trois défenseurs ont organisé le recours contentieux et souhaitent le mener à bien, le demandeur a fait plus que rappeler à la Cour qu'il y avait un problème de compétence comme en toute affaire ; il a conclu formellement à l'incompétence et tenté de démontrer l'impossibilité technique d'un règlement juridictionnel.

Cette impossibilité technique ne nous semble pas exister, pour les motifs indiqués dans les exposés écrits des trois gouvernements défenseurs auxquels on peut ajouter deux observations suggérées par la plaidoirie de M. le professeur Perassi :

- une première observation sur l'objection d'incompétence en général,
- une seconde observation sur la notion de partie au différend.

Pour interpréter la portée de la règle générale d'ordre public, rappelée par le professeur Perassi, que la compétence de la Cour est un problème qui se pose dans chaque affaire, on peut évoquer l'arrêt n° 8 de la Cour permanente de Justice internationale. La Cour a considéré que l'existence d'arguments sérieux pour la thèse de l'incompétence ne saurait en soi créer un doute qui serait de nature à faire échec à la compétence. C'est toujours l'existence de la volonté des parties de conférer juridiction à la Cour qui doit être examinée pour déterminer s'il y a compétence ou non. La raison pour laquelle la question de la compétence prend cette importance dans le contentieux international se trouve dans l'impossibilité d'imposer un arrêt à un État qui n'a pas accepté la juridiction du juge international.

Rappelons d'un mot que cette raison n'existe pas dans la présente affaire : l'Albanie n'est pas un défendeur absent, l'exécution de l'arrêt de la Cour ne dépend en rien du consentement du Gouvernement albanais. Lorsque la Cour permanente discuta, lors de la session préliminaire, certaines questions relatives à sa compétence, il fut suggéré, à propos de l'article 53 du Statut, que l'État mis en cause dans une affaire soit invité par la Cour à faire savoir s'il acceptait sa compétence. On fut d'avis que la Cour devait rester libre et qu'il ne fallait pas la lier par une règle. (Publications de la Cour permanente, série D, n° 2, p. 214.) La liberté d'appréciation de la Cour est donc entière.

Un second point mérite attention. Il faudrait éclaircir la notion exacte de partie au différend, puisque l'argumentation du Gouvernement italien

revient à dire, ce qui est un principe reconnu, que la juridiction de la Cour n'existe que dans la limite du consentement des parties.

Quelles sont donc les Parties au présent différend ? Ce différend peut-il être limité aux Parties présentes devant la Cour, ou bien l'absence de l'Albanie a-t-elle pour effet d'empêcher tout règlement juridictionnel ? En somme, l'Albanie est-elle bien une partie au différend ? Selon nous, il existe entre les trois gouvernements défendeurs et le Gouvernement italien un accord acceptant la juridiction de la Cour sur un point de droit international : quels sont les effets d'une loi de nationalisation albanaise ? Les Parties à ce différend sont la France, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et l'Italie. Il y a donc consentement des Parties à la juridiction de la Cour. Si l'Albanie était présente, il y aurait simplement un État de plus devant la Cour. Mais le véritable problème est de savoir si son absence empêche de juger un point de droit international qui intéresse les trois gouvernements défendeurs et l'Italie. Or, le but à atteindre n'est pas que le point de droit international litigieux soit établi vis-à-vis de l'Albanie, mais vis-à-vis de l'Italie et des trois gouvernements défendeurs, et on voit mal les raisons qui s'opposent à une telle recherche et à une telle décision. Sans doute, la chose jugée par la Cour ne pourra pas avoir d'effet pour l'Albanie, mais c'est la simple application de l'article 59 du Statut. La décision de la Cour restera *res inter alias judicata* pour l'Albanie, mais le règlement de ce point de droit international n'appelle aucune intervention de l'Albanie. Nous nous trouvons en présence d'une de ces situations où un point de droit international est réglé entre divers États qui ont accepté une décision internationale et non réglé pour d'autres États également intéressés mais qui n'ont pas accepté la décision.

Il ne s'agit pas en conséquence de juger contre l'Albanie qu'elle est responsable d'un délit international, mais d'interpréter une situation de droit international et d'en tirer des conséquences en ce qui concerne les titres invoqués par l'Italie.

Telles sont, Monsieur le Président, les seules observations que le Gouvernement de la République française souhaite faire devant la Cour au sujet de l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement italien, en ajoutant qu'il a pris acte des déclarations faites par M. l'agent du Gouvernement italien au début de la première audience de cette session de la Cour.

La Cour me permettra, en terminant, de me féliciter de l'honneur qui m'a été fait de parler aux côtés de juristes aussi éminents que M. le professeur Perassi et sir Gerald Fitzmaurice. En remerciant la Cour de sa bienveillante attention, j'apprécie pleinement à nouveau la sérénité qui s'attache aux débats de la plus haute juridiction internationale. Le demandeur a montré que le fondement de son objection était le respect du Statut de la Cour. Les défendeurs avaient, dès le 25 avril 1951, montré le prix qu'ils attachaient à obtenir une décision de la Cour dans la présente affaire. Pour eux, si la Cour y consent, il n'y aura pas de retour sur la voie juridictionnelle qu'ils ont choisie.

---

#### 4. ORAL ARGUMENT OF SIR GERALD FITZMAURICE

(AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM)

AT THE PUBLIC SITTINGS OF MAY 11th AND 12th, 1954

*[Public sitting of May 11th, 1954, afternoon]*

Mr. President and Members of the Court,

May I begin by extending all my very best greetings and those of my Government to the Counsel of the Italian Government, M. Perassi, and to the Italian Government itself in this, I think, first appearance before this Court, and may I at the same time refer to the declaration made at the beginning of yesterday's proceedings by the Italian Agent and Ambassador, M. Caruso. I have naturally no instructions or authority to do anything else here but present the United Kingdom argument on the legal issues that are now before the Court. In the circumstances I can only take note of M. Caruso's declaration and transmit it to my Government, and that, of course, I will certainly do.

I must next make some observations about the history of this case and how this particular question comes to be before the Court. I believe this is necessary because certain remarks of M. Perassi's yesterday in his most able and skilful speech give grounds for thinking that the position of the three Governments of France, the United States and the United Kingdom, and in particular of the latter Government, in connection with this case, may be open to possible misunderstanding. But I can assure the Court that these preliminary observations which I shall make are, in fact, highly material to the legal points which it will be my main task to put before the Court a little later.

I think, Mr. President, that there is a certain fascination in tracing out the consequences of events which, although in their origin totally unconnected, have nevertheless inter-acted in such a way as to produce unforeseen and unexpected consequences. It is with a situation of this kind that we have to deal in the present case. It has arisen out of events which occurred quite independently, and had at the time nothing whatever to do with each other.

The first of these events occurred on the morning of the 16th September 1943, when, shortly after 11 o'clock, a patrol of German S.S. troops appeared before the building occupied by the National Bank of Albania in the Via Torino in Rome. One of their officers, accompanied by another carrying a machine-gun, and by a representative in civilian clothes of the German Embassy in Rome, compelled the officials of the Bank to hand over all the gold in their possession, which the Germans then took away in a lorry. In the meantime, a similar force had appeared at the Ministry of Finance in Rome and compelled it to instruct the Italian Mint to convey all the gold of the National Bank of Albania to the premises in the Via Torino, where it was taken over by a German S.S. patrol, and removed, and later on the same day, another German patrol called at the Banca d'Italia in Rome and took away the remaining gold of the National Bank of Albania which was deposited there.

It had apparently been stated by the German authorities concerned that the object of this removal was to take the gold to Albania in accordance with instructions given by the Albanian Government, but in point of fact the gold was never taken to Albania; it went direct to the Reichsbank in Berlin. And there, as the Court knows, it was subsequently found and taken into custody by the Allies after the occupation of Germany, and it now forms part of what is known as the Gold Pool under Part III of the Paris Reparation Agreement of January 1946, according to which all the monetary gold found in Germany by the Allied Forces is pooled for distribution as restitution among the countries participating in the Pool in proportion to their respective losses of gold through looting or by wrongful removal to Germany during the war. Now, it is perhaps worth mentioning that all the gold in this pool, including that originally removed from Rome in 1943, was taken from Germany to London, where it has since lain in the vaults of the Bank of England. This gives the United Kingdom, so to speak, the physical custody of the gold. But any disposal of it requires the assent of the Governments of France and the United States as well as of the United Kingdom, in accordance with the arrangements made under Part III of the Paris Reparation Agreement (which I shall call, for short, henceforth, the Paris Act).

And it should also be noted that while all this has arisen out of the removal of certain gold from Rome in 1943, what is actually in question in the present proceedings is not the physical gold that was removed from Rome in 1943, in the sense of the very gold bars and coins which were then taken away, but what is in question is the share in the Gold Pool attributable to Albania on account of that gold having been Albanian monetary gold within the meaning of the Paris Act. This is because none of the countries participating in the Gold Pool have a right to any particular identifiable piece of gold, or even to any particular amount or value of gold, in the abstract, but only to a *pro rata* share in the Pool, based on the proportion which their respective losses of gold by German looting bear to the total amount of gold in the Pool. The Tripartite Washington Statement of 1951, in so far as it speaks, perhaps a little loosely, of the delivery in certain circumstances of the gold, should be read as referring not to the actual gold removed from Rome in 1943, even if that was still separately identifiable, but to the share of the gold attributable to Albania on account of the removal of certain gold from Rome in 1943.

So much, Mr. President, for the first set of events lying at the origin of the present proceedings.

The second set of events—with which the Court is, of course, very familiar—occurred a little over three years later, when, on October 22nd, 1946, a squadron of British warships, which had left Corfu and was proceeding through the Corfu Channel, ran into an unnotified minefield illegally laid in what was supposed to be a swept channel, and in an international strait. Two of the vessels in the British squadron struck mines and were heavily damaged, with injury and loss of life to members of the crew.

It is the inter-action of these two sets of events which has brought us here this week. I need not recount the steps by which the legal issues arising out of the mining of these British vessels were brought before this Court. I need only recall that, a little over five years ago now, the

Court, in its Judgment of April 9th, 1949, decided by the substantial majority of 11 votes to 5 that the People's Republic of Albania was (I quote) "responsible, under international law, for the explosions which occurred on October 22nd, 1946, in Albanian waters, and for the damage and loss of human life that resulted therefrom". Eight months later, that is to say, on December 15th, 1949, and therefore about four and a half years ago, the Court gave a further decision in which, by the large majority of 12 votes to 2, it gave judgment in favour of the United Kingdom's claim to damages, and fixed "the amount of compensation due from the People's Republic of Albania to the United Kingdom at £843,947", or, in terms of dollars, at a sum of approximately two and a half millions.

Not a penny of those damages, fixed more than four years ago, has in fact been paid, and I believe I am right in saying that this constitutes almost the only case in which a decision (at any rate a final decision), whether of this Court or of its predecessor, has not eventually been complied with by the country against which it was given. This has been a matter of great regret to my country, and not only for the obvious reason that we have not received the damages to which we are clearly entitled. It must also, on wider grounds, be a matter of importance to all members of the family of nations—whose relations are governed by international law—that the judgments of the highest international tribunal, as indeed of all tribunals, should be respected and carried out. It cannot fail to be prejudicial to the international community and to the rule of law in international relations if the judgments of international tribunals, and particularly of such a tribunal as the present Court, are contravened or disregarded: It would be right to say, I think, that not only must such an occurrence be a matter of concern to all members of the international community, but also that all countries are, if not bound, at any rate entitled to take all such reasonable and legitimate steps as may be open to them to prevent such an occurrence, and either individually or by common action to do what they can to ensure that judgments, particularly of this Court, are duly implemented and carried out—at any rate, so long as the rights of third countries are respected. Now this is a point which is, I venture to think, relevant in the present proceedings, since it is in fact practically the entire explanation of the action taken by the French, United States and United Kingdom Governments when they drew up the Tripartite Washington Agreement and Statement of April 1951, on which the present proceedings are actually founded. In a sense, the present case, in so far as it raises the question of the right of countries, within certain limits, to take action to enforce or execute decisions of this Court—in that sense, this case involves an issue *primæ impressionis*, and that aspect of the matter is, I think, important.

It goes without saying, Mr. President, that my country took all such legitimate steps as were open to it, and appeared capable of leading to any useful result, to cause the Judgment of the Court in the Corfu case to be carried out, and to obtain payment from Albania of the damages awarded. We proceeded by way of negotiation, and during 1950 and early in 1951, that is to say, in the period immediately following upon the Court's decisions in the Corfu case, my predecessor at the Foreign Office, Sir Eric Beckett, who was the United Kingdom Agent in the Corfu case, made no fewer than four or five visits to Paris to meet representatives of the Albanian Government in order to discuss the

payment of these damages. In the course of these discussions he made every effort to reach a settlement, and I should like to inform the Court, in case this fact is not already known, that while the United Kingdom Government felt itself to be entitled to receive the full amount of the damages in question, it was nevertheless prepared to take into account the question of Albania's capacity to pay. My Government had, of course, itself compensated the victims and the dependants of the victims of the mining of the two British ships, and it had also had to repair the very heavy damage done to the ships themselves, and had incurred other expenses. The damages awarded by the Court represented the cost of reimbursement for these things and nothing more. Nevertheless, my Government was not unmindful of the fact that a sum not far short of a million pounds sterling was a large sum for a country situated like Albania to pay. We should therefore have been prepared to consider any reasonable proposal put forward by Albania—any proposal, in fact, which bore some adequate relationship to the sum actually due. We were, however, unable to obtain any such proposal from the Albanian representatives. In the course of one of Sir Eric Beckett's conversations with them, they offered him the derisory sum of £20,000, or less than one-fortieth of the total amount. Later, this was increased to £40,000. Such figures, obviously, did not even afford a possible basis of discussion. However, such were the only proposals ever made on behalf of the Albanian authorities.

Well, in those circumstances, I think it was to be expected that the United Kingdom should investigate other possibilities of obtaining payment, and when it appeared that Albania, as a party to the Paris Act, might be entitled to a share of the Gold Pool set up under Part III of that Act, by reason of the removal of certain gold from Rome in 1943, the United Kingdom Government not unnaturally saw in this a possibility of obtaining at least partial satisfaction for the damages due to it arising out of the Corfu case. If Albania was entitled to such a share in the Gold Pool, then there was an asset, the transfer of which to the United Kingdom could be effected without any disturbance to the internal economy of Albania, and without any exchange difficulties. Sir Eric Beckett accordingly discussed with the Albanian representatives the possibility that, should it be found that Albania was in fact entitled to a share in the Gold Pool, Albania should assign this share to the United Kingdom in part satisfaction of the Corfu damages. I say in part satisfaction because the amount of the share in question, though not precisely known, was not expected to amount to much more than half a million. These suggestions, however, met with no response from the Albanian authorities. They did not reject them, but they gave no answer.

In the meantime, a further factor had arisen to complicate the situation. Italy claimed that the gold removed from Rome in 1943 as gold belonging to the National Bank of Albania, was in fact—Italy claimed that it was—Italian gold and that the corresponding share in the Gold Pool should, accordingly, be attributed to Italy and not to Albania. In addition, Italy claimed that even if the gold was Albanian gold within the meaning of the Paris Act Italy had unsatisfied claims against Albania which ought to have priority over those of the United Kingdom, and therefore if Albania had a share

in the Gold Pool, this should be assigned to Italy rather than to the United Kingdom.

Now, at this point I must refer briefly to the arrangements made under Part III of the Paris Act for determining the shares of the various countries in the Gold Pool, for distributing the same, and generally for dealing with the assets in the Pool. By paragraph F of Part III of the Act, the power to take the necessary steps and decisions was vested in the Governments of France, the United States and the United Kingdom. These three Governments, in order to carry out their duties under this provision, appointed a body known as the Gold Commission consisting of representatives of each of the three Governments. Announcements to that effect were made in the Official Gazettes of each of the three countries on September 27th, 1946. These announcements set out in identical terms the detailed powers and functions of the Gold Commission, in particular giving to the Commission the power and duty of adjudicating upon any claim made by any country to a share in the Gold Pool, to determine the amount of the share of such country if its claim was admitted, and to carry out distribution. In case of any doubt, or with reference to any matter with which the Commission felt unable to deal, it referred to the three Governments and acted in accordance with their joint instructions. In this way a regular course of practice grew up, according to which all matters affecting the rights of countries to a share in the Pool, or to the payment of any assets out of the Pool, were determined and carried out by the Commission acting under the instructions of the three Governments. This position, which derived from paragraph F of Part III of the Paris Act, was accepted, expressly or tacitly, by all the participating countries, and these included Albania.

The same position was subsequently also accepted by Italy, for paragraph D of Part III of the Paris Act provided for the eventual participation of certain additional countries, in particular Austria and Italy. Italy's participation was effected on December 16th, 1947, by a Protocol, which it will be convenient to refer to as the Italian Protocol. The Parties to this Protocol were on the one hand the three controlling Governments (France, the United States and the United Kingdom) and on the other hand, Italy. The three Governments agreed that Italy should be entitled to participate in the Gold Pool on the same basis as the other interested countries, and Italy, for her part, agreed, amongst other things, to accept all the arrangements which had been, or which might be made by the three Governments for implementing Part III of the Act.

There can therefore be no doubt that both Albania and Italy are bound by the decisions of the three Governments taken in connection with the execution of Part III. Now it has been part of the Italian case, as the Court knows, that Italy does not consider herself as bound by the arrangements made at Washington in April 1951 for the disposal of the Albanian share in the Gold Pool. I shall hope to show later that this question is irrelevant to the issue now before the Court, because the arrangements made at Washington imposed no obligations of any kind on Italy, but on the contrary merely gave her a certain faculty of which she was entitled to avail herself or not as she pleased. Nevertheless it should, I think, be emphasized that according to the view taken by the three Governments, of France, the United States and the United Kingdom, the Washington arrangements were made by the three Govern-



ments in the course, and as part of, the exercise of their functions under Part III of the Paris Act—and if this is so, these arrangements are necessarily binding upon Italy by reason of the provisions of the Italian Protocol of 1947.

I might perhaps add here that the position of the three Governments under Part III of the Paris Act, and in relation to the Gold Pool, is best thought of as analogous to that of custodian-trustees—one of them, the United Kingdom Government, being also a potential beneficiary. This is a perfectly normal position, which is to be found in one form or another under most systems of municipal law. When the custodians or trustees are in doubt as to their legal position, or as to the right of one of them to benefit, they refer the matter to the competent Court—and this is precisely what the three Governments have tried to do in the present case.

At this point, Mr. President, I feel I must digress from my account of the matter in order to refer to certain observations which I regretted in M. Perassi's otherwise most courteous and moderate speech. He suggested that the United Kingdom, in this case, was seeking to profit from the illegal act of Germany in looting certain gold from Rome in 1943. I believe that this suggestion quite misconceives and, indeed, misrepresents the position. It is, of course, true that the removal by the Germans of a certain quantity of gold from Rome in 1943, and the fact that this gold has subsequently been found to be Albanian gold, has enabled the United Kingdom to make a claim in respect of this gold, founded on the debt owed by Albania to the United Kingdom arising out of the Judgment of the Court in the *Corfu Channel* case. Quite frankly, I can see nothing whatsoever wrong in that. It is against Albania, and solely against Albania, that the United Kingdom claim lies, and the United Kingdom claims this gold because it has been found to be an Albanian asset and because Albania most indubitably owes a sum of nearly a million pounds to the United Kingdom on account of the Corfu damages. But—and I shall come to this presently—before taking any steps to try to obtain this gold, in part satisfaction of these damages, the United Kingdom Government, in conjunction with the Governments of France and the United States, referred to an impartial arbitrator the question whether the gold was indeed Albanian, whether, in fact, it was an Albanian asset. The arbitrator found, as we know, that it was. Even so, the United Kingdom, in conjunction with the other two Governments just mentioned, gave Albania an opportunity of appearing before this Court and establishing that the gold should go to Albania rather than to the United Kingdom, despite Albania's debt to the United Kingdom in respect of the Corfu damages. Albania has not intervened or availed herself of the facilities given her in this respect.

And, furthermore, even if it were a question of deriving any advantage from illegal German looting, which I must emphatically deny, it is difficult to see in what way the Italian position would be any better than that of the United Kingdom. Is not Italy equally claiming this same gold, and is she not claiming it on precisely the same basis, namely, that it has been found to be Albanian gold and that, according to Italy's contention, Albania is liable to Italy under international law for certain wrongs alleged to have been committed by Albania in respect of Italian property? The only difference between

the two cases that I can see is that there can be no doubt about the validity of the United Kingdom claim against Albania arising from the Judgment of this Court itself, and no doubt about the correct amount of that claim—which has equally been fixed by the Court; whereas, on the other hand, Italy's claim against Albania has yet to be established, and of course it was precisely the object of the Washington arrangements to enable Italy to establish it before this Court, although the Italian Government appear to be reluctant to avail themselves of the opportunity thus given to them.

In all the circumstances, Mr. President, I believe that there is no substance in the view that Albania is, as M. Perassi suggested, the victim of any manifest injustice in this matter, or that she would be the victim of any manifest injustice if this gold were transferred to the United Kingdom, and I venture to suggest that this is an aspect of the matter which can be ignored in view of Albania's failure to avail herself of any of her rights of intervention, either before the arbitrator or in these proceedings.

Le VICE-PRÉSIDENT FAISANT FONCTION DE PRÉSIDENT: Je vous prie, sir Gerald, de vous arrêter au moment que vous considérez le plus approprié au maintien de l'unité de votre exposé. Je voudrais, si c'est possible, lever l'audience à six heures.

Sir Gerald FITZMAURICE: I think I can finish my account of the facts of the case in quite a short time and then will follow my legal arguments, which could be left till to-morrow.

I have reached the point at which all efforts to obtain direct payment of the *Corfu* damages from Albania had proved abortive, but it appeared that Albania might be entitled to a share in the Gold Pool. On the other hand, this share was also claimed by Italy. On account of the conflicting claims made both by Italy and Albania in respect of the gold removed from Rome in 1943, and because these claims raised issues which the Gold Commission felt incompetent to deal with, the latter referred the whole matter to the three controlling Governments. This was done by a decision of the Commission taken on November 17th, 1950, a decision duly communicated to the Governments of Italy and Albania. It was in consequence of this decision that a meeting took place between the three Governments in Washington in April 1951, at which the arrangements were made that have led to the present proceedings.

It should be observed at this point that what Part III of the Paris Act deals with is what is known as "monetary gold", and according to the definition of this term adopted by the Gold Commission, with the approval of the three controlling Governments and accepted by all the participating countries, there was in fact little room for doubt that in the sense of *monetary* gold—that is to say, as gold forming the backing for the Albanian currency—the gold removed from Rome in 1943 was Albanian gold, whatever person or entity might be the actual proprietor of it, in the sense of what might be called "private law ownership". Nor would there have been anything unusual in a position in which the gold, although Albanian monetary gold in that sense, might nevertheless, from the point of view of private ownership, have belonged to some non-Albanian entity. It is, indeed, quite normal for gold which forms the backing of a national currency, and is in that sense State gold, to be actually owned by private parties, banks or other institutions. On

the basis that the gold removed from Rome, whatever its actual ownership, appeared to be Albanian monetary gold within the meaning of the Paris Act, it would therefore have been possible for the three controlling Governments to direct the Gold Commission that a share in the Gold Pool should be attributed to Albania forthwith on account of this gold. It would then have been possible for them, on account of the fact that there was an outstanding Judgment of the Court against Albania in favour of the United Kingdom which had never been satisfied, and in view of the general interest, and, indeed, within certain limits, duty, which all countries can be regarded as having to further the implementation of the Court's Judgments—it would have been possible on these grounds for the three Governments to direct that the share attributable to Albania in the Gold Pool should be transferred to the United Kingdom. Since, however, another country, Italy, both asserted a claim to the share in the Gold Pool in question and also had claims against Albania on other grounds, the three Governments wished to obtain an impartial adjudication of these issues before any final transfer of the gold to the United Kingdom took place.

Accordingly there followed the arrangements made by the three Governments at Washington in April 1951. Mr. President, it is not necessary for me to describe these arrangements, which are familiar to the Court, and the Court knows that they fell into two parts. The first part of the arrangement was directed to establishing the status of the gold—whether it was Albanian, Italian or neither—and in the event of the arbitration which was provided for resulting in a finding in favour of the view that the gold was Albanian monetary gold and attributable to Albania within the meaning of Part III of the Paris Act, then there followed a further set of arrangements designed to give both Albania and the only other possible claimant, Italy, an opportunity to present their cases before this Court and to have them determined on the merits. The point I want to emphasize is that under these arrangements, both Italy and Albania were given at least one—and even, in a sense, two chances — of establishing their claim to this share in the Gold Pool. Before the arbitrator they were given the chance of establishing that the gold belonged to them—to one of them—within the meaning of the Paris Act, and that on the basis of it they were entitled to a share in the Gold Pool. And secondly, and in the event of the arbitrator finding in favour of Albania, they were given a chance of establishing before this Court that the share in question should go to them rather than to the United Kingdom. The Governments of France, the United States and the United Kingdom, moreover, declared that they would accept the jurisdiction of the Court for the purpose of determining any such applications by Italy or Albania, and also that they would conform in the matter of the delivery of the gold with any decisions which the Court might give as the result of any Italian or Albanian application.

It is therefore difficult to see what more the three Governments could have done to obtain a fair and just solution of the difficulties and various conflicting claims confronting them. Yet the Italian Government have expressed dissatisfaction with these arrangements.

For this reason, Mr. President, it is of the highest importance for the true appreciation of the issues in this case to understand correctly the nature and effect of the actual instrument under which these pro-

ceedings have come before this Court—namely, the Tripartite Washington Statement.

The Italian Government have represented that it constitutes an excess of powers on the part of the three Governments, and they have indeed based their objection to the Court's jurisdiction in this case on that suggestion. I shall hope to show that this is not so, and that brings me to the second part of my argument, which, with the permission of the Court, I will present to-morrow.

*[Public sitting of May 12th, 1954, morning]*

Mr. President and Members of the Court.

I was sorry yesterday to take up a certain amount of time in going through facts with which the Court is, in a sense, familiar, but it was necessary for me to present these facts as it were from the standpoint of the United Kingdom, and in doing that I traced the history of the case and showed how and why the three Governments of France, the United States and the United Kingdom established the procedures they did under the Washington arrangements. These arrangements permitted Italy and Albania to make an application to the Court, and if they did so, or if either of them did so, the three Governments bound themselves to accept the Court's jurisdiction and to act in accordance with its decisions. Albania did not make any application; Italy did, but followed this up by taking certain action which, in our view, had the effect of completely nullifying or invalidating the original Italian application, and thus creating a position similar to that which would have existed if Italy had never applied to the Court at all.

I shall accordingly ask the Court to hold that there is no longer any valid or subsisting Italian application before the Court within the meaning of the Washington Statement. If the Court agrees with this view, and should hold to that effect, then, of course, it would be unnecessary for the Court to determine the issues of jurisdiction which the Italian Government have raised. If there is no longer any valid application before the Court, then the position is as if none had ever been made, and the question of the Court's jurisdiction to determine the application on the merits would not arise. If, however, the Court considers that despite the objection of competence taken by the Italian Government there is still a valid Italian application on the merits before the Court, then it will be necessary for the Court to consider the jurisdictional issue. As we cannot know at this stage what view the Court will take on the first question, namely, whether there is still a valid and subsisting Italian application before the Court, we shall, in the final part of our argument, which will be delivered by my colleague Mr. Fawcett, say something about the question of jurisdiction, on the assumption that the Italian application is still valid and subsisting. But for the present I shall argue to the effect that this application cannot be regarded as any longer in substance before the Court.

Now, the Italian objection to the competence of the Court could be said broadly to be based on two main grounds. One of these is that, according to the Italian view, Albania is a necessary Party to the first question which Italy brought before the Court in her original Application, but that Albania is not before the Court and has not given her consent

to this question being determined by the Court. This argument will be discussed presently by Mr. Fawcett. The other principal ground on which the Italian objection on competence is founded is the fact that Italy is not a party to the Tripartite Washington Statement, and further, that in the arrangements which they made under this Statement, the three controlling Governments exceeded their powers under Part III of the Paris Act. Consequently, according to the Italian view, the Washington Statement does not constitute a sufficient or valid basis for the exercise of the Court's jurisdiction. Now I shall hope to demonstrate in a moment that this argument is incorrect, and is based on a misconception as to the nature and intention and effect of the Washington Statement. But let us assume for a moment that it is correct. Must it not then necessarily follow that Italy's own original Application to the Court was a nullity, for it was only the Washington Statement that enabled Italy to make this particular application at all. Italy, I suggest, cannot at one and the same time take advantage of the Washington Statement to make an application under it, thereby holding up the transfer of the gold to the United Kingdom, and yet also attack and deny the validity of the Washington Statement under which all that takes place. Italy relies on the Washington Statement to make her Application, which she maintains is a valid one, and she relies on the Washington Statement for her Application to produce certain effects. She relies on the three Washington Governments to treat Italy's Application as effective to prevent them from ordering any transfer of the gold—and may I be permitted to draw attention to the fact that she has not relied on them in vain. Yet now she says this same Statement is invalid and *ultra vires*. But if so, I suggest, then Italy's Application is equally a nullity and ineffective to prevent a transfer of the gold by the three Washington Governments. In short, the Italian argument necessarily stultifies itself, for on the basis of it there could never have been a valid Italian application to the Court at all, and the position would be as if none had been made.

If, indeed, I am right in what I have just been saying, the Italian argument must necessarily lead to serious contraventions. However, there are other, and perhaps more positive, reasons for regarding this argument as incorrect. The argument is, as I have said, that the three Governments, in providing for this reference to the Court, exceeded their powers under Part III of the Paris Act. But surely the authority of the three Washington Governments to make the arrangements entered into in April 1951 is not one of the issues referred to the Court. This authority, I suggest, must really be assumed, if there are to be any proceedings before this Court at all, for the jurisdiction of the Court in the present proceedings is derived—and derived solely—from this same Washington Statement, and so equally is the consent of the three Washington Governments to these proceedings. I venture to suggest, therefore, that the Court can hardly go into the validity of the instrument under which its jurisdiction arises, for the reason that this instrument forms the only basis on which the Court can consider anything at all in connection with these proceedings, even of a preliminary character. It is the only basis on which it can even consider the objection which the Italian Government has put forward.

I suggest, therefore, that the Washington Statement must be assumed as the necessary basis of these proceedings. Nevertheless, it is not difficult

to show that the Washington Statement, in referring certain questions to this Court, did not involve any excess of powers, or lack of authority on the part of the three Governments, and therefore involved no invalidity. The truth is, I think, that the Italian view as to the character and effect of the Washington Statement is misconceived.

Now, the Italian argument appears to proceed upon the view or assumption that there has been some sort of *compulsory* reference of certain matters to the Court by the three Governments. Now that involves a complete misconception as to what the three Governments were doing under the Washington Statement. They were in no way instituting a compulsory reference to the Court. What they were actually doing was to declare their willingness to go before the Court in certain events. It was, if you like, a case of *forum prorogatum*—and the right to invoke the jurisdiction of the Court in that way is well established in the jurisprudence of the Court. I refer in particular to the *2nd Mavrommatis* case, the case of *The Minorities Schools in Upper Silesia*, and the preliminary issue of competence in the *Corfu* case itself. What the three Governments were in fact doing in the present case was to offer to submit certain questions to the Court if certain other countries wanted to have those questions determined. If those other countries did not want to have those questions determined, they were under no obligation to do so, or to go to the Court. The three Governments equally declared that if any one of the other interested Governments applied to the Court, they would suspend the transfer of the gold which they otherwise believed they had a right to effect. They agreed, therefore, to what was really a voluntary derogation from, or suspension of, the exercise of the right they considered themselves to have, and the subordination of it to a faculty or option given to Italy and Albania to bring the matter before the Court if they wished to do so. Now M. Perassi says that this was not the right solution. But, I would ask, what other just solution was there for the three Governments to adopt, in view of the conflicting claims involved?

Accordingly, I suggest to the Court that if the Washington Statement is correctly analysed and understood, it will be seen to consist in effect of an offer by certain governments to certain other governments to submit certain questions to the Court on certain conditions. On the acceptance of that offer by other countries, though, of course only if the acceptance conforms to the specified conditions, an agreement would in effect result and the reference to the Court would take place under what would in effect be a sort of special agreement. Indeed, the Washington Statement, if correctly viewed, is simply a provisional special agreement to refer certain matters to the Court which becomes a perfected, a complete agreement, if and when the other countries named take up the offer by making an application to the Court in accordance with the conditions specified in the Statement. Even if the matter is not viewed as a case of a special agreement, it would be a case of consent by successive acts. The consent of the three Governments was signified by a unilateral declaration contained in the Statement itself, and the consent of the other countries, Italy and Albania, would be signified (and in the case of Italy was signified) by the act of making an application. Thus the case exactly corresponds to the *dictum* of the Court in the *Corfu* case in the preliminary point of competence. The *dictum* of the Court was "there is nothing to prevent the acceptance of jurisdiction ...

from being effected by two separate and successive acts, instead of jointly and beforehand by a special agreement”.

For these reasons I believe that the Italian argument, namely, that the three Governments were exceeding their powers in providing for a reference to the Court of certain matters, is both irrelevant and incorrect. Surely, it must necessarily be open to any country or to a group of countries to offer arbitration or a reference to adjudication on a certain question. Equally, countries are surely unquestionably entitled to say that they will in fact suspend taking certain contemplated action if certain questions are referred to the Court within a certain period, and that they will then abide by the decision of the Court. Now these things, and no others, are precisely what the three Governments did, and I must ask, in all sincerity, what was wrong?

In the same way, I think it is irrelevant that Italy was not actually a party to the Washington Statement. If my view is correct, she did not need to be. This Statement imposed no obligations on her. It merely gave her a right, a faculty, an option: she was free to exercise it or not as she pleased. The Washington Statement cannot be invalid on that account and the same applies in respect of Albania. Moreover, if I am right in the suggestion which I have made that the Washington Statement is essentially a provisional or inchoate special agreement for a reference of certain matters to the Court—an agreement completed and perfected when the countries named in it make an application to the Court under the conditions specified—then Italy, by making her application of May last year, became a party to these proceedings. She thereby gave her consent to the Washington Statement; she founded her Application on that Statement; she asked the Court to determine on the merits the precise questions formulated in that Statement. As I said a little while ago, she relied on it and caused the three Governments, in equal reliance on the reality of the Italian application, to suspend their action accordingly. And that I believe really precludes Italy from questioning the essential validity of the present proceedings.

Before I leave this part of the subject, there is one more point I should like to mention in connection with it. The Italian Government have sought to support their argument by reference to certain words used by the arbitrator, M. Sauser-Hall, in his Award given last year. The arbitrator found, quite correctly, that the three Governments only intended to refer to him the *status* of the monetary gold removed from Rome, and he found that he could only determine whether, for the purposes of Part III of the Paris Act, this gold was to be regarded as Albanian or Italian, or as neither, and he rightly considered that he was not entitled to go into other matters, such as, for instance, the validity of Italy's claim against Albania arising from the Albanian nationalization law of January 1945. He pointed out—again, quite correctly—that these other questions were the very questions which in certain events would fall to be determined by this Court. However, he used these words, and it is these words upon which the Italian Government rely in support of their argument. I will just read them over again very quickly. He said:

“Besides, it would have been impossible for the three Governments to refer these questions and claims to the arbitrator for

decision without going beyond the limits of their duty as fixed in the Act of Paris, for these claims for restitution of gold were not founded on the basis of Part III of the said Act of Paris. As possible disputes on this subject can only be settled by international—arbitral or judicial—proceedings, with the consent of the States concerned, the Statement to accompany publication of the Washington Agreement provides that they may give rise to special proceedings instituted in the International Court of Justice by Albania or by Italy, or by both, and that the aforesaid Statement shall be deemed to be, for these proceedings and for the time determined in the Statement, an acceptance of the jurisdiction of the Court by the three Governments which made the Statement.”

Well, I suggest to the Court that this passage which I have just read, so far from supporting the Italian thesis, does just the opposite and supports the one which I have been putting forward. What the arbitrator clearly meant was that the three controlling Governments could not *compulsorily* refer to a tribunal matters falling outside the scope of the Paris Act; and he implied that such matters could only be referred to a tribunal (and he specified this Court) by consent. But, Mr. President, I hope to have shown that the present reference to this Court is by consent, and by consent only. I submit, therefore, that this passage from the arbitrator's Award does not support the Italian thesis and that the Italian interpretation of it is equally based upon a misconception. The difference between us and our Italian friends is not that we deny the necessity for consent, but that we deny that *Albania's* consent is necessary for the determination of the destination of the gold as between Italy and the United Kingdom, which is the only issue now before the Court, because of Albania's failure to intervene as she was entitled to do under the Washington Statement. And for this issue—which is the only one before the Court—only the consent of Italy is necessary, and this consent was given—or appeared to be given—in May of last year.

But now, the question which I am asking the Court to consider in the situation which has now been reached is whether that consent, which appeared to have been given by Italy in May of last year, still subsists. Italy maintains that it does, and that it has not been withdrawn, but we contend that that is not the point. Italy is not a defendant in this case, but a plaintiff. The real question is whether the Italian *Application*, as plaintiff to the Court, is still subsisting; for if this *Application* has to be regarded as having been nullified or withdrawn, or as being invalid, then the essential basis on which the whole of these proceedings is founded is lacking. It is not only acceptance of the Court's jurisdiction by Italy that is necessary, it is the making and the *maintaining* of a valid application to the Court under the conditions required by the Washington Statement. That is what is necessary, and, indeed, essential, and I shall therefore turn next to that aspect of the matter.

Now, Mr. President, may I preface the final part of my argument, to which I now come, with the following reflections.

In considering Italy's present position and status of Italy's *Application* to the Court, it is necessary to bear constantly in mind the fact that Italy's action in objecting to the competence of the Court completely



reverses the usual order of things, according to which such an objection is normally taken only by the defendant or respondent party. I refer to this point because it is necessary for me to make clear what I mean when I ask whether Italy is still a consenting Party to these proceedings. It is the established jurisprudence of all international tribunals that a consent to the jurisdiction of the tribunal, once definitely and unequivocally given, cannot subsequently be withdrawn so as to deprive the tribunal of jurisdiction. This doctrine is implicit in Article 53 of the Statute of the Court, and was endorsed by the Court in the last decision which it gave, that in the *Nottebohm* case last November. But this doctrine, that consent to the jurisdiction, once given in such a way as to seise the Court of a dispute—a consent given in that way cannot subsequently be withdrawn. This doctrine is naturally applicable, or, at any rate, chiefly relevant to the ordinary case of a consent given by the defendant or respondent party in a suit. With the plaintiff or claimant party, the question of consent does not, strictly speaking, arise because it is that party which is itself invoking the jurisdiction and therefore necessarily consenting to it. And, of course, there is no doubt that a claimant or defendant can cease to invoke the jurisdiction of the Court, and, in fact, withdraw its application or claim, and can therefore, in that sense, cease to be a consenting party to the proceedings. Now the consent of the three Governments of France, the United States and the United Kingdom was given once and for all by the Washington Statement. As defendant or respondent Governments in these proceedings, they are precluded from withdrawing that consent. Italy's consent was also necessary for the institution of these proceedings and was evinced by her in the original Application of May last year. But, unlike the defendant Governments, Italy can withdraw that consent, but this means, in effect, that she withdraws her Application. One of the essential questions before the Court, therefore, is, I think, whether by taking an objection to the competence of the Court to decide the question that Italy herself placed before the Court, Italy must not be held in effect to have withdrawn her consent to the present proceedings, or, in other words, cancelled or nullified her own original Application. Alternately, since Italy maintains that her Application is not withdrawn and is still subsisting, then the question would be whether that Application is still a valid one, whether it still fulfils the essential conditions requisite under the Washington Statement—a question which is independent of Italy's will as to maintaining or withdrawing her Application.

Next, Mr. President, I would like to deal with a point which was very much insisted upon the other day by M. Perassi in his speech. He sought to maintain, if I understood him correctly, that it was wrong or incorrect to regard Italy as offering any objection to the jurisdiction of the Court in this case. And he suggested that the United Kingdom was confusing two different things, namely, Italy's acceptance of the jurisdiction of the Court, and the Court's right, *proprio motu*, to hold itself to be incompetent. Well, in point of fact, I do not think it is the United Kingdom which is in any way confusing these two things. According to M. Perassi, Italy has not really entered any objection to the jurisdiction of the Court or made any positive suggestion that the Court is incompetent or ought not to go into the merits of the matters raised in the original Italian Application. Italy, he says, in the interests of the good administration of justice, has merely, so to speak, propounded

the question of the Court's competence, and has, as it were, suggested to the Court that this is a matter on which the Court ought to satisfy itself before it hears and determines the merits of the Italian Application.

Well, I venture to question, Mr. President, whether anyone who has read the Italian Preliminary Objections, of which there were two statements in October and December last, or who heard the very able argument on the question of competence presented by M. Perassi the other day, will doubt for a moment that the Italian Government is in substance, and whatever the form of the matter may be, presenting a very definite objection now to the competence of the Court in these proceedings. No other view of the Italian argument is really possible from a realistic standpoint. If it had been the Italian intention, as M. Perassi says, merely to draw the attention of the Court to this question of competence and to suggest in a general way that the matter is one on which the Court ought to satisfy itself, then surely it would have been quite sufficient for the Italian Government to make some mention of that matter in the course of presenting Italy's case on the merits in accordance with the time-limits originally fixed by the Court for the presentation of the written Memorials of the Parties on the substance of Italy's original Application. If Italy was not offering any positive objection on the question of competence, then surely it might have been left to the Court itself to take any objection which the Court might feel *proprio motu* that it ought to take. To do that is part of the Court's inherent jurisdiction, and there is no need for any of the parties before the Court in a given case to concern themselves with the matter unless they themselves feel an objection on the score of competence.

Now what has Italy in fact done? She has presented two separate written statements, both of them going far beyond any question of merely drawing attention to a possible point of competence; both of them formally contending, on very definite grounds, that the Court is incompetent, and both of them formally asking the Court to adjudge and declare itself to be incompetent to hear and determine the principal question put in Italy's original Application to the Court. I cannot myself conceive of any clearer case of an objection to the jurisdiction of the Court. Again, the other day we heard from M. Perassi an argument most ably presented in which, if I may so put it, he almost implored the Court to take the view that, because the questions presented by Italy in her original Application might involve the international responsibility of Albania, it would be wrong for the Court to go into those questions unless Albania was a party to the proceedings. He contended, and I have seldom heard any more definite contention, that in the absence of Albania the Washington Statement could not confer jurisdiction on the Court to hear and determine the question that Italy had put to it. If these arguments do not amount to an objection—and an objection by Italy—on the score of competence, then I hardly know what does.

I would suggest to the Court, if I may, that it is scarcely admissible for the Italian Government to raise these difficulties and to make these objections which have in effect brought some degree of confusion into these proceedings, and yet still maintain that Italy's position is precisely the same as it was when she made her original Application of May 1953, and that so far as she is concerned, she is still asking the Court to hear and determine on the merits the questions of substance raised in her original Application.

If I am right and there is an Italian objection on the score of competence, the question which must now be considered by the Court is: how does this objection, this attitude on the part of Italy, affect the status of the original Italian Application; for when the three Governments of France, the United States and the United Kingdom, under the Washington Statement, definitely agreed to accept the jurisdiction of the Court in certain events, they only did so on certain conditions which were specified in the Statement, and their own consent was necessarily dependent upon those conditions being accepted and complied with by the other Governments concerned—Italy and Albania—should they decide to go to the Court. The three Governments could not, as I said a short time ago, withdraw their consent, but in the absence of compliance with the conditions specified in the Statement by the other Governments—Italy and Albania—the event necessary to bring into play the obligation and the consent of the three Governments would be lacking.

Now, has Italy in fact complied with these conditions, which are either specified or in our view necessarily to be implied in the terminology of the Washington Statement? We say she has not, for three reasons. First, because one of the conditions employed in the Washington Statement was unequivocal acceptance of the jurisdiction of the Court, and in effect Italy has not accepted the jurisdiction of the Court in this way. She has only done so in a very qualified way. Secondly, because Italy could, under the Washington Statement, only make an application for the actual determination of certain questions, and Italy is not now asking the Court to determine these questions, but is, on the contrary, suggesting very actively that the Court should not do so. Finally, it was an implied condition under the Washington Statement that there should be what, for want of a better term, I will call a *real* application on the part of Italy or Albania, for the determination on the *merits* of what country had the best claim to Albania's share in the Gold Pool. The application to the Court was not intended under the Washington Statement to be used as a mere procedural device for suspending and holding up the transfer of this share in the Gold Pool to the United Kingdom. In fact, however, that is the purpose for which the Washington procedure is now being used. M. Perassi was quite frank and explicit about this, I thought, and he virtually declared that Italy's object was to bring the proceedings under the Washington Statement to an end, with a view, in effect, to compelling the three Washington Governments to seek another solution—though he did not indicate what better or more equitable means of determining the matter could be found than a reference to this Court. Nor did he indicate—if I may draw attention to this point—in what way the difficulty concerning Albania's lack of consent, about which the Italian Government apparently feels so strongly, could be overcome. I noticed he referred to Italy's willingness to negotiate a settlement, but no mention was made of any necessity for obtaining Albanian consent to such a settlement. It is apparently only for the purpose of impeding the proceedings before the Court that Albania's non-consent is considered to be material!

I was saying, Mr. President, that there were three grounds on which the Italian Application could not any longer be held to conform to the conditions required by the Washington Statement. The first of these

conditions, I suggested, was a full and unequivocal acceptance by Italy of the jurisdiction of the Court. This condition is not only implicit, and necessarily implicit, in the whole conception of the Washington arrangements, but it was also specifically provided for in the following way. It is provided in the Washington Statement that Albania's share in the Gold Pool would be transferred to the United Kingdom unless Italy made an Application to the Court for the determination of a certain question, and further—and here I quote—unless Italy “agrees to accept the jurisdiction of the Court to determine the question whether the claim of the United Kingdom or of Italy to receive the gold should have priority, *if this issue should arise*”. Now, this issue could only arise if the first question was gone into and determined by the Court. And this first question was whether Italy had a good claim to the gold as compared with Albania, on account of certain Italian property having been nationalized by Albania without compensation or under the Peace Treaty.

Well now, as the second question of priority could only arise if the first question was gone into by the Court and determined in a certain way, the acceptance by Italy of the Court's jurisdiction in respect of the second question—the question of priority—necessarily implied that there would be acceptance of the Court's jurisdiction in respect of the first question also. In short, if Italy merely accepted the jurisdiction of the Court in respect of the second or priority question, but did not accept it in respect of the first question—the question of Albania's liability to Italy—she would be rendering the whole proceedings meaningless and would not be complying with the conditions laid down in the Washington Statement. This is, in fact, precisely what has happened. Italy is purporting to accept the jurisdiction of the Court to decide the priority issue as between herself and the United Kingdom, but is saying that the Court has no competence to determine the first question relating to Albania's liability to Italy. And that, I suggest, is not a real acceptance of the jurisdiction of this Court under the Washington Statement. On that basis, the second question could never arise, and in short, therefore, it is plain that Italy is not complying with one of the essential conditions of the offer made by the three Governments under the Washington Statement, that there should be a definite and unqualified acceptance by Italy of the Court's jurisdiction to determine all the questions specified in the Statement as being those which Italy is entitled to bring before the Court.

According to our view, the Italian Application no longer conforms to the Washington conditions.

Under the Washington Statement the three Governments only offered to submit certain particular questions to the Court. They only, in effect, agreed to accept the jurisdiction of the Court and to suspend their action in respect of the gold if Italy submitted these questions to the Court for the determination by the Court of those questions. What were they? One was the priority issue between Italy and the United Kingdom. The other, which had to come first, was this: by the Washington Statement the action of the three Governments in respect of the gold was only to be suspended if Italy made an application to the Court, and here I quote, “for the determination (and this, of course, means determination on the merits) of the question whether by reason of any right which she claims to possess as a result of the

Albanian law of January 13th, 1945, or under the provisions of the Italian Peace Treaty, the gold should be delivered to Italy rather than to Albania”.

The Washington Statement therefore contains a complete definition of the nature of the application which Italy could make to the Court and which, if made, would engage and give rise to the obligation of the three Governments to accept the jurisdiction of the Court and to act in accordance with the Court's decisions. No other application could be valid for this purpose. Nor could Italy's intervention be valid or effective unless there was such an application in that form. Italy, as we know, originally made such an Application to the Court, but now argues that the Court is incompetent to consider this particular question. Is the Italian Application, then, a real application? We think not. The Italian objection either amounts, as I have suggested, to an implied withdrawal of Italy's original Application, or it constitutes an invalidation of it. The Application, therefore, either no longer exists as a matter of law, or else no longer conforms to the conditions specified in the Washington Statement. It is no longer the kind of application contemplated by the Washington Statement. It is not now an application for the determination of the question of Albania's liability to Italy. In short, the Washington Statement, on which the Court's jurisdiction in this case—and we must not forget it—is exclusively based, requires that there should be an application to the Court by Italy for the determination of a certain question. There is, in fact, now no such application to the Court. There is on the contrary an application to the Court and by Italy herself *not* to determine this question.

I now come to the third and last way in which Italy's position, according to our view, fails to accord with the requirements of the Washington Statement. This relates to the underlying purpose of the Statement. It is quite clear, for reasons which I have already given, that the intention of the three Governments, if Albania should be found to be entitled to a share in the Gold Pool, was to transfer this share to the United Kingdom, unless one of the other interested countries, Italy or Albania, could establish a better right to it before the Court. The whole purpose of the Washington arrangements was to obtain a determination of the rights of the other countries, Italy and Albania, *on the merits*, if those countries wished to have such a determination. For these reasons, the United Kingdom Government maintains that no application to the Court can be a valid application under the Washington Statement if it is not an application for the determination *on the merits* of the questions specified in the Statement. Now, this is precisely the position which has been brought about by the Italian objection to the jurisdiction. We must not be influenced by the fact that Italy's original Application of May 1953 was itself in proper form, for Italy is now maintaining that the Court cannot go into the merits of the principal question in issue and is asking the Court not to do so. This means, therefore, that Italy's Application, looked at as a whole, is not, or at any rate is no longer, an application of the kind, and of the only kind, contemplated by the Washington Statement.

In fact, it is clear, as I said earlier, that the Washington Statement is now being used not for the purpose for which it was really intended, namely, to procure a determination of certain questions on their

merits, but as a procedural device for holding up certain action on the part of the three Governments which would otherwise have taken place, and for preventing any final adjudication of the competing claims involved, as was so clearly the whole object and intention of the Washington arrangements.

At this point, Mr. President, I would like to deal very briefly with a suggestion made by M. Perassi the other day. He said, in one part of his argument, that it made no difference to the outcome—to the consequences—whether an objection to the jurisdiction was taken by one of the Parties or by the Court itself acting *proprio motu*. Therefore, since the objection in this case could be taken by the Court acting *proprio motu*, it made no difference to the position that Italy had raised it—or no difference to the consequences. I believe that this argument is misconceived. Even if it is true that it would make no difference to the consequences (and I doubt whether that is, in fact, necessarily true), I suggest that it makes all the difference to the status of Italy's Application whether the objection is taken—and pressed—as it is—by Italy—or is merely taken by the Court acting *proprio motu*. In the latter case, the status of Italy's Application would remain the same. In the former case, when the objection is taken by Italy, then, whether the consequences of the objection would be identical or not, the status of the Application is affected. My point is that whether the result of an objection taken by the Court *proprio motu* would be similar or not—by taking—and pressing this objection herself, Italy has negatived or nullified her own Application. It might have been otherwise, as I said earlier, if Italy had merely mentioned the point, but had nevertheless gone on to plead on the merits. Then she would have been maintaining her original Application, she would have mentioned the point of the competence that might be considered by the Court, but she would have been pleading on the merits and thereby maintaining her Application. But that is not the situation. Italy is not merely raising a point for the consideration of the Court. She is arguing it. Her attitude is in no sense a neutral one, as of an *amicus curiæ* who raises a point which the Court ought to consider. She is taking up a definite position on the point in question. By declining to plead on the merits until the preliminary point is decided, Italy has raised a formal objection to her own Application, which necessarily affects the status of that Application. And here, I think, I cannot do better than endorse and adopt the remarks made in connection with this point in two passages in the Written Statement of the United States [pages 91 and 92 of the present volume], to which I would like to draw attention and which I will cite. The first one occurs about two-thirds of the way down page [91]:

“If the applicant State were successful in its challenge to the jurisdiction it had invoked, and the case were dismissed for want of jurisdiction, the applicant should not be able to derive legal advantage from the inconsistent course of action it had followed. In the present case the applicant State should not be able later to assert, for its own purposes, that the situation then differed from what it would be if the applicant had withdrawn its application or had never filed any application within the time permitted by the 1951 tripartite statement. To hold otherwise would permit the applicant

State to improve its own position, at the expense of others, by first invoking a tribunal's jurisdiction and then denying it."

And then the second passage, which is about towards halfway down page [92]:

"By the Washington Agreement of 1951 the three Powers declared their intention to make a distribution of the gold in question, taking into account the claims of interested Governments and allowing for an adjudication on the merits of these claims. No Government may be permitted to frustrate the carrying out of this intention by first invoking the jurisdiction of the Court and then securing a dismissal of the proceedings on jurisdictional grounds."

But, Mr. President, the attitude of the United Kingdom in this case goes even further than that evinced in the passages I have just read from the Written Observations of the United States, because we say that the attitude of Italy, in objecting to the jurisdiction of the Court which she has herself invoked, affects the status of her Application and produces a situation in which that Application is nullified or can no longer be considered as being before the Court in proper form.

And perhaps I might add this. In both their October and their December Statements objecting to the competence of the Court, the Italian Government, while contending that they were not in any way bound by the Washington Statement, said that nevertheless, in reliance on the Declaration made by the three Governments, they had made an Application to the Court within the period of 90 days. They relied on the Declaration made by the three Governments. Italy, as I said earlier, has certainly been able to rely on the Declaration of the three Governments to good effect and not in vain. In view of Italy's Application to the Court in May of last year, the three Governments have carried out their declared intention that they would in that event suspend the transfer of Albania's share in the Gold Pool to the United Kingdom. Even when it became clear, as it did last October, that, according to our view, Italy's original Application was not, or was no longer, genuinely an application for the determination on its merits of the question specified in the Washington Statement, even then, the three Governments still continued, as they do to-day, with the suspension of any transfer of gold pending the decision of this Court. But if Italy was entitled to rely and did rely, to her benefit, on the Declaration made by the three Governments in the Washington Statement, is it not the case that the three Governments were and are equally entitled to require that any application made by Italy under the Statement should be genuinely an application for the purposes specified in the Statement, and were they not entitled to rely on Italy not to invoke the jurisdiction of the Court and make an application under the Washington Statement that was not intended for these purposes? For, what were the consequences of Italy's original Application of May 1953? The consequences were that the United Kingdom, which otherwise would have received a delivery of certain gold, did not receive it. The United Kingdom has thereby been deprived of the use and benefit of that gold over the whole of this period. Now, that is not an aspect of the matter which I wish in any way to stress, but still it is a fact, and I mention it because it helps to bring out the point that the three Governments never intended the Washington

procedure to be used for imposing procedural delays on the action they contemplated, but solely for the genuine and final determination on their merits of certain questions of substance.

I can now sum up, Mr. President. In our view, the Declaration or offer made by the three Governments under the Washington Statement was dependent on compliance with certain conditions by the other countries concerned. These were, first, the acceptance by each of those countries of the Court's jurisdiction for the determination of the substance and merits of the questions which those countries were entitled under the Washington Statement to put to the Court: secondly, the second condition was the making of an application for the determination of a certain question—again on their merits—and thirdly, that the application should be designed to secure the final determination of the substance of the questions involved, and not merely to secure a suspension of the transfer of certain gold. On each of these grounds we believe that Italy's Application must now be regarded as failing to conform with the conditions laid down in the Washington Statement. M. Perassi of course says that Italy's Application still stands—that it has not been withdrawn, and in the sense that no communication has been made by the Italian Government to the Court withdrawing in the physical sense the Italian Application, that may be true, but it is the substance and not the form of the matter that must be looked at. Moreover, if the Application is now invalidated and nullified, it does not matter whether it has been formally withdrawn or not. The situation brought about by Italy's objection on the score of competence can, naturally, be regarded in various ways, but we suggest that they all lead to the same result, and it is immaterial which particular way you look at it. You can say that Italy's objection amounts in effect to a withdrawal of her original Application, or you can say that it nullifies it, or you can say that it is so inconsistent with it as to cancel it, or again you can say that the Italian objection is such as to render the original Application invalid under the Washington Statement. But whichever way you look at it, the effect, according to our contention, is that there is no longer before the Court a valid and subsisting Application by Italy under the Washington Statement.

Mr. President, I have now terminated my part of the United Kingdom argument. As I said earlier, if my contentions are correct, it will not be necessary for the Court to go into the particular issues of competence raised by the Italian Government, for, if I am right in my contention that there is no longer any valid or subsisting Italian Application before the Court, there is obviously no need for the Court to consider whether it would be competent to go into such an application if it existed, and the position will be as if no application at all had been made by Italy within the ninety-day period in the same way that no application was made on behalf of Albania. If, however, the Court considers that, despite what has occurred, there is still before the Court a valid and subsisting Italian Application for the determination on its merits of the question of Albania's liability, then the issue of competence raised by Italy must be gone into. On that basis—but I would emphasize *only* on that basis (for we do not consider that a valid application still exists—but on the assumption that it does)—our view is that the Court is unquestionably competent to determine on their merits the issues, the questions raised in Italy's original Application of May 1953.



And I shall ask our learned friend Mr. Fawcett to present to the Court our argument on that aspect of the case, and on those assumptions. If the Court prefers to adjourn this morning, Mr. Fawcett's argument could be presented this afternoon, and he will certainly be able to present it in the course of this afternoon's session.

---

**5. ORAL ARGUMENT OF Mr. FAWCETT**  
 (COUNSEL FOR THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM)  
 AT THE PUBLIC SITTING OF MAY 12th, 1954, AFTERNOON

Mr. President and Members of the Court.

It is now my privilege to present to you the second branch of our argument which, as I shall explain, is an alternative argument to those which Sir Gerald Fitzmaurice has already laid before you.

If the Court holds, against his contention, that the Preliminary Objection by Italy does not involve the nullification, invalidity or withdrawal of her Application, and that the Application is therefore still effective and before the Court, then we say that the Preliminary Objection by Italy is inadmissible or is not well-founded. We are not unaware that this is a strange or even paradoxical position for a Respondent to take up, but there appear to be only two possible decisions of the Court at this stage, which would lead to a final determination of the matter: first, a holding by the Court that the Italian Application is nullified or invalidated, and, failing this, a holding that the Court has jurisdiction to determine the Application on its merits. If we fail to convince the Court that the first decision is the right one, we cannot escape the necessity of urging the second before it. But I would take this a little further, if I may, to make quite clear the position we are now taking up and to avoid any appearance of inconsistency between Sir Gerald Fitzmaurice's argument and my argument now. The suggestion that the Preliminary Objection is inadmissible is quite distinct from our argument that it involves, in effect, the nullification or invalidation of the Application. For this suggestion of inadmissibility presupposes a decision by the Court, against the contentions already made, that the Application has not been, in effect, invalidated or withdrawn and is still before the Court. Now the margin between these two branches of the argument is a narrow one, for the root of our case is this: that the Application and the Preliminary Objection cannot exist together—one must go.

Now we are not, of course, for a moment suggesting that there has been any bad faith or improper procedure by our Italian friends. We simply say that in the Application and Objection that they have laid before the Court, they have put themselves in a procedural and substantial inconsistency. Further, there is an element of novelty in a plaintiff objecting to the jurisdiction, but there again we are not arguing that there is anything in the Statute that forbids the Italian Government to take this course. Its novelty, indeed its almost unprecedented character would, I think, lead the Court to examine very carefully whether the commonsense view of this is not the right one—that this is an impossible inconsistency.

There are then the two courses before the Court, I would respectfully submit: first, that the Application has gone, that there is nothing now in the terms of the Washington Statement before the Court. That, we would suggest, is the just and commonsense view of the position. If, however, the Court takes the view that so broad a view cannot, perhaps,

be taken within the bounds of law, then—and this is my part of the argument now—we suggest that the Application must be held as still standing, fully effective before the Court, and that the Preliminary Objection must be considered afresh from that point of view ; in other words, that you have a valid Application purporting to accept the jurisdiction without qualification and then, on top of that, you have an Objection to the jurisdiction. And I shall try to suggest to the Court that in those circumstances the Court can assume jurisdiction to try the case on its merits.

The basis of my argument now, that the Preliminary Objection is inadmissible or ill-founded, rests broadly on two grounds : first on the consequences of Italy's acceptance of the jurisdiction, by applying to the Court in reliance on the Washington Statement, and, second, on the substance of the Objection, which, in our submission and whichever way it is put, raises an issue not of jurisdiction but of the merits.

I may have to refer to certain facts and considerations already adduced yesterday by Sir Gerald Fitzmaurice, in order to present them in this alternative aspect, but I hope there will not be undue overlapping.

We say, then, first, that the consequences of Italy's acceptance of the jurisdiction of the Court in reliance upon the Washington Statement is such that, if the Application still stands, Italy is precluded by the character of the Washington Statement, or is estopped in principle, from taking the Preliminary Objection which she is in fact seeking to take.

I will, if I may, draw the Court's attention to the account given by the Italian Government of its motives and objects, in filing the Application, an account which was fully confirmed by Professor Perassi's address on Monday—and I need only refer, I think, to page 11 [see page 12 of the present volume] of its Application, and pages 3 and 4 [see pages 18-19] of the Italian document entitled "Preliminary Question", where that account is to be found.

The Italian Government states that it found itself "obliged" to make this Application, having regard to the declared intention of the Respondents. I shall mention that point later. The Italian Government, in these documents, makes two things quite clear : first, that it relied upon the Washington Statement for the purposes of making the Application, and secondly—and it is quite frank about this—that it filed its Application with the Court in order to prevent the Respondents from giving effect to the Washington Statement by delivering Albania's share of the gold to the United Kingdom.

We find also that the questions which Italy puts to the Court are, without any significant change of wording, the questions posed in (b) of the Washington Statement. There is no hint or suggestion in Italy's Application that she reserved the right, or was in any way intending, to raise an issue of jurisdiction. The Application went further. It presented arguments upon the merits of each of the questions put, designed to show both that Albania was internationally responsible to pay damages to Italy, and that the resulting claim by Italy upon Albania had priority, both in time and in law, over the claim of the United Kingdom in respect of the Corfu Channel Judgment ; and here I would in passing distinguish the *Ambatielos* holding of this Court, where the presentation of arguments on the merits in a Counter-Memorial, which also contained a fully argued Objection to the jurisdiction, was held not to exclude that Objection. I distinguish that holding.

Finally, Italy reserved in the Application [see page 14] the right to assert the claim to the monetary gold in question by virtue of the Italian Peace Treaty. Such a claim being also grounded in the Washington Statement would presumably require a further application to the Court. The Application now before the Court was, then, on the face of it, an unqualified request for a determination on the merits of the questions raised. The Application expressed the "unequivocal desire" of the Italian Government for a determination of those questions on the merits: and I have taken that phrase in part from the decision of the Permanent Court in the *Minority Schools* case, from which I will read one or two extracts—for although they are, of course, familiar, I believe they do illuminate this case. At page 23 of the *Minority Schools* case, the Court said, speaking of Article 36 of the Statute:

"This principle only becomes inoperative in those exceptional cases in which the dispute which States might desire to refer to the Court would fall within the exclusive jurisdiction reserved to some other authority."

And then, further on:

"The acceptance by a State of the Court's jurisdiction in a particular case is not, under the Statute, subordinated to the observance of certain forms, such as, for instance, the previous conclusion of a special agreement."

And:

"And there seems to be no doubt that the consent of a State to the submission of a dispute to the Court may not only result from an express declaration, but may also be inferred from acts conclusively establishing it. It seems hard to deny that the submission of argument on the merits, without making reservations in regard to the question of jurisdiction, must be regarded as an unequivocal indication of the desire of a State to obtain a decision on the merits of the suit."

Again—this is page 25:

"If, in a special case, the Respondent has, by an express declaration, indicated his desire to obtain a decision on the merits and his intention to abstain from raising the question of jurisdiction, it seems clear that he cannot, later on in the proceedings, go back upon that declaration. This would not hold good only if the conditions under which the declaration had been made were such as to invalidate the expression of intention, or if the Applicant had, in the subsequent proceedings, essentially modified the aspect of the case, so that the consent, given on the basis of the original claim, could not reasonably be held to apply to the claim in the form which it now assumes. And, in the Court's opinion, there is no reason for dealing otherwise with cases in which the intention of submitting a matter to the Court for decision has been implicitly shown by the fact of arguing the merits without reserving the question of jurisdiction."

This statement by the Permanent Court is directed to an objection to the jurisdiction by a Respondent, but it is a statement of general

principle and in our submission applies *a fortiori* to an objection raised, as in the present case, by an Applicant. All the elements prescribed in these passages which I have just read are present in this case ; and the presentation of arguments on the merits in the Italian Application do not, in our submission, come within the exception recognized in the *Ambatielos* case, to which I have just referred. The Application is, then, what in English law would be called an unconditional appearance, or it has analogies to an unconditional appearance. Certain consequences follow from this. In the first place, as Sir Gerald Fitzmaurice has already shown, the reference to the Court of the matter now before it is made in effect by a Special Agreement between the Parties. I would now refer the Court to Series D of the Permanent Court publications, the Third Addendum to No. 2, at pages 84-97, to which the United States Government has already drawn attention in its Written Observations [see page 91]. There is to be found the record of the Permanent Court's discussion of Article 38 of its Rules, which now form Article 62. Judge Anzilotti was strongly of the opinion that a party to a special agreement cannot take an objection to the jurisdiction of the Court. He asked, "Was it possible to admit that a party which had signed a special agreement can come before the Court after the special agreement has been filed and contend that the Court is not competent to adjudicate?" Judge Schücking expressly agreed with him.

And it is to be observed that he did not limit this opinion to the case where the party is raising an objection touching its own acceptance of the jurisdiction. Judge Anzilotti plainly thought that no objection to the jurisdiction on any ground was open to a party to a special agreement. The majority of the Judges of the Court took, however, a somewhat different view ; both you, Mr. President, and Judge Negulesco believed that there might be circumstances in which such an objection to the jurisdiction might be admissible, on a special agreement. Judge Negulesco posed the case where a special agreement might provide that the reference to the Court should not be made before a certain date ; a reference by a party before that date would plainly be a matter of objection. Again, a State party to a dispute with another State might be maintaining that the subject-matter was within its domestic jurisdiction, and yet it might agree to refer the dispute to the Court, on the understanding that it would object to the jurisdiction of the Court on that ground. But it is not easy to imagine—and the Judges participating in that discussion did not suggest—any case in which an objection could properly be taken on a special agreement, otherwise than where the application objected to is not in accord with the terms of the agreement or the right of objection has already been reserved. Nothing appears in the record of the Permanent Court's discussion of the matter to suggest that, apart from the qualifications to which I have drawn attention, the principle stated by Judge Anzilotti would not have been acceptable to the Permanent Court in such a case as the present. And I would submit, with great respect, that Judge Anzilotti's *dictum* is sound law.

Professor Perassi has, of course, said that the Italian Government is not making an objection in the strict sense, and in his very subtle argument he suggested—and I think I am putting it fairly in this way—that the Italian Government is moving the Court to take, or at least consider, the Objection *ex officio*. I will not add anything to what Sir Gerald Fitzmaurice has said to show that what we have here is a clear

Preliminary Objection by Italy, save this, for the purposes of my present argument, that the Statute and Rules of the Court do not enable any party to move the Court in any way save by application, notification of special agreement, or objection. And if I may quote once more from the *Minority Schools* case, there is a passage there which I think confirms that. The Court said :

“The Court’s position in regard to jurisdiction cannot be compared to the position of municipal courts, amongst which jurisdiction is apportioned by the State, either *ratione materiae* or in accordance with a hierarchical system. This division of jurisdiction is, generally speaking, binding upon the parties and implies an obligation on the part of the courts *ex officio* to ensure its observance. Since in such cases the raising of an objection by one party merely draws the attention of the Court to an objection of the jurisdiction which it must *ex officio* consider, a party may take this step at any stage of the proceedings”—that is, in municipal proceedings.

I would submit that that is a clear recognition of the principle that objections to the jurisdiction before this Court can only be taken by objection of the party, unless the Court itself, in its inherent jurisdiction, and of its own motion, takes the objection *ex officio*. In my submission, those considerations and that passage from the Permanent Court’s Judgment is the end of that point put forward by the Italian Government.

The Italian Government, then, accepted the jurisdiction when it applied to the Court on the basis of a Special Agreement in such a way that it could take no further objection to its jurisdiction.

Now it has been suggested from time to time, both in the Italian pleadings and in Professor Perassi’s address to the Court, that some significance has to be attached to the contention that not only Albania but also Italy is not a party and is not bound as such by the Washington Agreement and Statement. The United Kingdom would not, of course, accept this contention, but it is not necessary to go into that now. But we infer from Professor Perassi’s emphatic assurances of Italy’s acceptance of the jurisdiction of the Court that whatever significance the Italian Government may have attached to this contention, it is not now using it to qualify in any way Italy’s consent to the jurisdiction, which rests, of course, on her Application, perfecting the Washington Statement as a Special Agreement, not on her being an initial Party to it.

Now I submit that an unqualified acceptance of the jurisdiction of the Court by all the Parties before it confers on the Court a jurisdiction which is indivisible. Had Italy reserved her right to make an objection to the jurisdiction on the ground of persons or subject-matter, the position might have been different ; but she did not, and the position cannot now be maintained that at one and the same time the Court has jurisdiction over Italy, by reason of her Application, but not over Albania. If Albania’s absence from the suit deprives the Court of jurisdiction, then Italy’s acceptance of the jurisdiction, and consequently her Application, are once again nullities.

But there were other consequences of Italy’s Application which are also relevant here. It operated as a notice to the Respondents of Italy’s acceptance of their offer in the Washington Agreement. When they received notice of the Application, they regarded the last three paragraphs of the Washington Statement as operative ; the questions of

law involved were to be determined by the Court. They accordingly withheld delivery of the gold from the United Kingdom, which has been deprived since May 1953 of the interest in and the use of the gold or its equivalent. The Respondents took this step in faith that Italy's Application would enable the Court to determine the various claims of the Parties before it, to guide the Tripartite Gold Commission in its task of distributing the monetary gold removed from Rome, and to give its authority to the distribution of gold which the Respondent Governments would make.

The Italian Government, by its Objection, has reversed this process ; for on the one hand the filing of the Application has created the technical position that the Respondent Governments cannot properly deliver the share in the Gold Pool to the United Kingdom, while, on the other hand, the Objection would, if successful, prevent the rights of the various claimants to have delivery of that gold from being finally determined between them.

We say that the Italian Government is estopped from taking such an objection.

I need not remind the Court of the established place of estoppel in international law and the jurisprudence of this Court. I will simply set out what in our view are the elements of estoppel applicable here and cite one passage from a decision of the Permanent Court which indicates the adoption by it of those essential elements, though it did not in fact apply the rule in that particular case. To raise an estoppel there must be first a representation of fact ; in this case, of a readiness and an intention of Italy at the time when she filed her Application to submit to the jurisdiction of the Court for the determination of the merits. Second, the representation must have been made for the purpose of inducing the other Party to alter his position to his direct or indirect disadvantage. In this case the Italian Government frankly admits that the purpose of the Application was to prevent delivery of the gold. Thirdly, the other Party must have altered his position in faith of the representation. In this case, the United Kingdom, which is the Party concerned, has been put at a disadvantage directly by loss of the gold since May 1953, and would be so put indirectly if the Preliminary Objection of the Italian Government were to succeed, for, in the words of the United States Government's Observations, the Italian Government would have "improved its position at the expense of others by first invoking the jurisdiction and then denying it". In the *Serbian Loans* case, at page 39, the recognition of these elements of estoppel is plain, though by reason of the facts of that case the Permanent Court speaks negatively. I quote :

"When the requirements of the principle of estoppel to establish a loss of right are considered .... there has been no clear and unequivocal representation by the bondholders upon which the debtor State was entitled to rely and has relied. There has been no change of position on the part of the debtor State."

The answer of the Italian Government to this is, I think, that she was "obliged" to file her Application, that she had no other course in the face of the Washington Statement. This, I would suggest, is not so. She was obliged to apply to the Court only if the purpose of her Application was to establish and protect her own interest in

the case. If its purpose was to defeat the interest of the United Kingdom—and, incidentally, her own—she was not so obliged in any reasonable sense of that term.

Mr. President, I said that there were two main grounds for holding that the preliminary objection is inadmissible or ill-founded, and having dealt with the first I now come to the second, which is that the objection is inadmissible either for the technical reason that it raises a question which is properly to be determined with the merits, or for the substantial reason that it confuses the right of the Respondent Governments, in agreement with Italy, to refer certain questions to the Court, with their authority to take particular decisions under the Paris Reparation Agreement. There are in fact two quite separate questions which are confused in the Italian Observations, and particularly in the conclusion which Italy submits to the Court. These questions are, on the one hand: were the Respondent Governments competent, in agreement with Italy, to refer the specified questions to the Court; and on the other hand, do the Respondent Governments have authority under the Paris Reparation Agreement to make the particular distributions of gold contemplated in the Washington Statement? In the first question I have formulated, I would emphasize the words "in agreement with Italy", for as we have already, I hope, shown to the satisfaction of the Court that this is a case of special agreement, there cannot I think be any doubt as to the right under Chapter II of the Statute of all the Parties now before the Court to appear and have determined by the Court the question which they have together agreed to refer to it. I do not think that really any point is taken, or can be taken, casting doubt upon that right; nor, would I suggest, can there be any doubt that the questions put to the Court raise questions of law within the scope of Article 36 of the Statute. No point again is taken, or, I think, can be taken, casting doubt on the Court's jurisdiction upon that ground.

Professor Perassi said more than once—indeed it was an essential part of his argument—that the Italian Preliminary Objection raises issues of the powers and function of the Court. But he did not explain what these issues were, nor did he point to any provision of the Statute which is being transgressed or evaded in the present proceedings. As it is part of his case that it is for the Court to take *ex officio* the objection, perhaps he was looking to the Court to indicate what the provisions of the Statute in issue here are. I hope I have shown that that is not a possible line for him to take, and for the present we are left not knowing exactly what point it is we have to meet in respect of the Statute, and we are, I think, justified in taking the conclusion [see page 30] of the Italian Exposé as being the whole case of the Italian Government on the point.

In its conclusion the Italian Government says, if I understand it rightly, that it is not objecting to the jurisdiction of the Court on the ground that the Parties are incompetent because there is some international incapacity or procedural bar to their having these questions determined, or because the questions themselves are not such as the Court can, under its Statute, properly determine. The Italian Government is saying that the Respondents have exceeded their authority under the Paris Reparation Agreement and that because of this alleged lack of authority the Court is without jurisdiction to determine the questions set out in the Statement and now referred to it. In short, the



Italian Government is saying that an alleged lack of authority in the Respondents to distribute the gold in a particular way constitutes incompetence to refer to the Court questions touching that distribution.

Not only is such a proposition unsound in law and logic, but, by raising the issue of the authority of the Respondents under the Paris Reparation Agreement at this stage, the Italian Government is asking the Court to determine a Preliminary Objection by taking into account matters which fall outside the scope of the Statute of the Court.

As far as Chapter II of the Statute goes, we submit that all the necessary conditions of jurisdiction are here fully satisfied.

It remains for me to answer one point in the Italian case which, though it does not form part of their conclusion, is elaborated in their Observations and was given great attention by Professor Perassi in his address. The point which is taken is this, that the Court cannot assume jurisdiction in this case because Albania is a necessary party to the determination of the first question put to the Court, and Albania has not consented to the jurisdiction of the Court to determine that, or indeed any question in the case.

Now the real problem which lies at the root of the Italian objection is not, we suggest, one of jurisdiction at all, but one of how the Court shall properly conduct the case on the merits, on the assumption, and of course it is still an assumption, that at that stage Albania is still not a party before the Court. Italy's contention really comes to this, that the rule *audi alteram partem* precludes the Court from hearing and determining Italy's claim against Albania without hearing what Albania has to say in reply.

Now we believe that this basic Italian contention not only misconceives the principle of *audi alteram partem*, but also the task which lies before the Court in these proceedings. If the principle were rigidly applied by the Court in all cases in which the determination of the dispute between the States before it might affect, or, as it were by a side wind, define the rights and duties of third States not before the Court, the result would be that many disputes could not be determined at all; and the authors of the Statute of the Court have taken care that the administration of justice by the Court shall not be hampered by exactly this difficulty. They prescribe the two rules that the judgments of the Court shall be binding only between the parties before it and that a third State, believing that it has an interest in a case before the Court, may apply to intervene. In the light of these provisions it is impossible to construe the expression "State concerned" used in the Advisory Opinion on Reparation of Injuries referred to by Professor Perassi as including any State which happens to have, perhaps, a right of intervention under Article 64. That expression must, I would respectfully suggest, be read as equivalent to "parties to the dispute", and has not the wider significance which Professor Perassi by his continued emphasis on it was endeavouring to suggest in his address.

Now if we come to the case before us we find that Albania is *not* a party before the Court, and if her absence continues, no judgment of the Court upon the first question would be binding upon her. In the second place, what is Albania's interest in this case that would make her a party to the dispute and therefore a necessary party to the present suit or cause the Court to hesitate to proceed without her?

As Professor Gros pointed out yesterday, Albania has no dispute with the Respondents within the framework of the questions put to the Court; and this becomes very clear if the present proceedings are contrasted with the arbitration before Professor Sauser-Hall. At that stage Albania had a clear interest. She was undoubtedly one of the Parties to the dispute as to the status of the monetary gold. She filed no pleadings, she took no part in the oral hearings; she in fact protested to the Gold Commission against the whole process. But it was never suggested, least of all by the Italian Government, that the arbitrator had no jurisdiction to hear and determine the three questions put to him in the absence of Albania, a Party. But here, Albania's interest in the process of establishing the rights to her share in the gold has gone; it has been taken away by the decision of the Respondent Governments set out in the Washington Agreement. Albania was given the opportunity in paragraph (a) of the Washington Statement to have the question of the validity of that decision of the Respondents determined by this Court. She has waived the right and that decision now stands, and is a fact for this Court and not an issue in these proceedings. The absence of any Albanian interest in the present dispute is made finally clear by the fact that whatever decision were made by the Court upon the validity of the Italian claim against Albania, the Albanian property involved here, that is, her share in the Gold Pool, would be transferable not to her but to the United Kingdom or to Italy.

Finally, I would suggest to the Court the possibility that these proceedings are linked to the Corfu Channel proceedings. I will not argue this at length; I will only draw the attention of the Court to the fact that in the *Mavrommatis Concession (Readaptation)* case the Permanent Court left open the question whether it had jurisdiction *a priori* to decide disputes arising out of the non-compliance with one of its Judgments.

Mr. President, I will now summarize what I have said in five propositions which are, in some degree, alternative.

First, where in a special agreement the issue of jurisdiction is not one of the matters referred to the Court by the agreement and is not reserved by a party, that party cannot object to the jurisdiction after application to the Court.

Second, the acceptance of the jurisdiction by Italy, in the unqualified terms of her Application, cannot cover Italy but exclude Albania. If Albania is a necessary Party, the Application is void.

Third, Italy is estopped, in the circumstances of this case, from objecting to the jurisdiction.

Fourth, the alleged lack of authority of the Respondents to make the distribution of gold contemplated in the Washington Statement cannot impair their right, in agreement with Italy, to refer to the Court questions touching that distribution.

Fifth, Albania is not a necessary party to the dispute referred to the Court by the Parties now before it.

Mr. President, my argument has been rather technical, but I have tried to suggest to the Court that there is more than one good legal reason for the Court holding that it has jurisdiction in this case, always assuming that the Application is still effective.

My argument goes to what I called the procedural inconsistency of the Italian Government's position. But Sir Gerald Fitzmaurice's argument this morning goes to the much deeper, substantial inconsistency. And we submit that the just and logical view of this case as a whole is that there is no Application before the Court within the terms of the Washington Statement.

That is the end of my argument, Mr. President, and I thank the Court for the patience with which they have heard me.

## 6. RÉPLIQUE DE M. TOMASO PERASSI

(CONSEIL DU GOUVERNEMENT ITALIEN)

A LA SÉANCE PUBLIQUE DU 13 MAI 1954, APRÈS-MIDI

Le VICE-PRÉSIDENT FAISANT FONCTION DE PRÉSIDENT : L'audience est ouverte.

Avant de donner la parole au professeur Perassi, je donnerai la parole au juge M. Armand-Ugon, qui voudrait poser une question aux agents.

M. ARMAND-UGON : Monsieur le Président, avec votre autorisation je vais poser la question suivante aux Parties : l'accord de Washington et la déclaration de Washington ont-ils été enregistrés aux Nations Unies ?

Le VICE-PRÉSIDENT FAISANT FONCTION DE PRÉSIDENT : Naturellement, vous n'êtes pas obligé de répondre à la question tout de suite. Peut-être aurez-vous besoin de faire des recherches, mais si, dans une audience ultérieure, vous pouvez nous donner ce renseignement, nous serions très heureux de l'avoir.

M. PERASSI : En ce qui concerne la déclaration accompagnant l'accord de Washington, je dirai simplement que la déclaration a été faite par les trois Gouvernements et que l'Italie est étrangère à cette déclaration. Par conséquent, l'Italie n'a pas eu l'occasion ni le devoir de procéder à l'enregistrement de ce document.

Le VICE-PRÉSIDENT FAISANT FONCTION DE PRÉSIDENT : Je prie le professeur Perassi de continuer son exposé.

M. PERASSI : Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, sir Gerald Fitzmaurice a estimé opportun, dans sa plaidoirie de mardi, de présenter à la Cour l'exposé historique concernant les divers événements qui ont précédé la soumission à la Cour de l'affaire qui nous occupe. Je suis tout à fait d'accord avec sir Gerald sur l'opportunité de faire cet exposé historique. Je saisis l'occasion alors de compléter sur quelques points cet exposé, surtout en vue de rappeler à la Cour un fait qui a eu lieu à un certain moment et qui, à mon avis, présente un certain intérêt, surtout au point de vue moral.

J'ai sous les yeux l'avis arbitral du professeur Sauser-Hall, dans lequel on trouve également un exposé historique de ces événements. Il est dit dans ce document [voir page 52], que :

« En vertu de la partie III de l'acte de Paris, les Gouvernements des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni ont reçu le mandat de prendre toutes mesures utiles pour assurer la répartition de l'or monétaire conformément aux dispositions dudit acte. Ils instituèrent, à cette fin, la Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire en date du 27 septembre 1946 ; les décisions de celle-ci doivent être prises à l'unanimité de ses membres.

Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie présenta, le 15 septembre 1947, à la Commission tripartite ainsi constituée, une demande en restitution de l'or monétaire dont il estimait

avoir été spolié par l'enlèvement de l'encaisse-or de la Banque, accompagnée de sa réponse au questionnaire sur l'or.

Il résulte de l'instruction écrite et orale au cours de la présente procédure — c'est la procédure arbitrale — que la Commission tripartite hésita à donner suite à cette requête. Néanmoins, en se fondant sur les seuls éléments d'information dont elle disposait à cet époque et qui résultaient de la teneur de la requête albanaise, elle décida, par deux fois, de procéder à des attributions préliminaires d'or à l'Albanie, jusqu'à concurrence d'un total de 1.121, etc., kilogrammes d'or, selon ses lettres des 16 février et 30 juin 1948. Cet or ne fut cependant jamais effectivement livré au Gouvernement albanais, pour les raisons suivantes: 1° le Gouvernement albanais manifesta l'intention d'ajouter une réserve fondée sur l'article 75, paragraphe 8, du Traité de paix avec l'Italie, à la formule de reçu et de renonciation à toute réclamation concernant l'or pillé, que la Commission tripartite l'avait prié de signer au moment où l'or lui serait livré, réserve que la Commission tripartite ne put accepter; 2° par suite de la lenteur des communications avec son Gouvernement, le délégué de l'Albanie ne fut pas à même, avant le 16 juin 1949, d'indiquer le lieu où l'or devait être livré à son Gouvernement; enfin, 3° pendant ces délais, le Gouvernement de l'Italie formula des objections à la remise de l'encaisse-or de la Banque à l'Albanie. »

Entre temps, il y avait eu un échange de lettres entre le Gouvernement italien et la Commission tripartite. A un moment donné, la Commission tripartite demanda certains renseignements au Gouvernement italien.

« C'est en réponse à cette lettre que le Gouvernement italien présenta à ladite Commission une opposition formelle à l'attribution à l'Albanie de l'or de la Banque saisi à Rome en 1943 et demanda à la Commission tripartite, par lettre du 22 juin 1949, accompagnée d'une longue note, de reconsidérer ses décisions des 16 février et 30 juin 1948 en faveur de l'Albanie.

En présence de cette requête qui exposait de manière beaucoup plus explicite que les précédentes les motifs invoqués par le Gouvernement italien, la Commission tripartite décida de surseoir à la livraison de l'or en question jusqu'à ce qu'elle eût pu procéder à un examen approfondi des problèmes soulevés par la réclamation italienne. Elle communiqua cette décision, par lettre du 11 juillet 1949, à l'Albanie, laquelle protesta à plusieurs reprises, par lettres des 26 juillet, 21 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 1949, en insistant pour que l'or lui fût livré.

Après avoir, par lettre du 22 juillet 1949, demandé des éclaircissements détaillés à l'Italie, et les avoir obtenus le 15 janvier 1950, complétés par les informations contenues dans une lettre du 25 juillet 1950 de S. Exc. l'ambassadeur Sola, chargé de mission spéciale du Gouvernement italien auprès de la Commission tripartite, celle-ci prit, le 17 novembre 1950, la décision fondamentale qui est à l'origine de la présente procédure en délivrance d'un avis arbitral. »

La décision du 17 novembre 1950, de la Commission tripartite, à laquelle se réfère l'avis arbitral, est celle par laquelle la Commission à l'unanimité décida d'annuler ses décisions antérieures et d'en référer

aux trois gouvernements qui ont constitué la Commission en ce qui concerne la partie de la demande relative aux 2.338.7565 kilogrammes d'or pris à Rome.

Voilà les faits auxquels je faisais allusion. Il ressort de ce qui précède : 1) que la Commission tripartite, par deux décisions, prises par elle en date du 16 février et du 30 juin 1948, avait procédé à des attributions préliminaires d'or à l'Albanie jusqu'à concurrence de 1.121 etc. kilogrammes d'or au titre de l'acte de Paris; 2) que l'Albanie n'avait pas encaissé matériellement la quantité d'or lui attribuée par la Commission tripartite à cause de certaines réserves qu'elle prétendait ajouter à la formule de reçu, réserve que la Commission tripartite n'avait pas acceptée; 3) que l'opposition formelle de l'Italie à la remise de l'or à l'Albanie a provoqué la décision du 17 novembre 1950, par laquelle la Commission tripartite, à l'unanimité, annulait ses décisions antérieures de 1948 concernant les attributions de 1.121, etc., kilogrammes d'or à l'Albanie au titre de la partie III de l'acte de Paris; 4) qu'à la suite de ce fait l'or déjà attribué à l'Albanie ne sortait pas de la possession de la Commission tripartite.

Dans ma plaidoirie de lundi, je m'étais permis de faire quelques réflexions sur le rapport entre le fait illicite commis par les Allemands en pillant l'or de la Banque nationale d'Albanie à Rome et la prétention du Royaume-Uni de se satisfaire de sa créance envers l'Albanie pour l'affaire de Corfou sur la quote-part d'or monétaire qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III de l'acte de Paris. Je disais que si les Allemands n'avaient pas commis le fait illicite du transfert illégitime de l'or de la Banque nationale d'Albanie en Allemagne, le Royaume-Uni n'aurait pas eu la possibilité de faire valoir son droit envers l'Albanie.

Sir Gerald a exprimé son regret pour les considérations que j'avais faites sur ce point, lesquelles, peut-être, ont été non exactement interprétées. En effet, je n'avais pas dit que la victime de l'injustice manifeste serait l'Albanie. À part cela, j'espère que sir Gerald doit bien admettre que si l'Italie n'avait pas fait d'opposition formelle à la remise de l'or à l'Albanie, opposition qui déterminait l'annulation des deux décisions par lesquelles la Commission tripartite avait déjà disposé la remise d'une considérable quantité d'or à l'Albanie, le Royaume-Uni n'aurait pu considérer la possibilité pratique de se satisfaire de sa créance envers l'Albanie sur l'or qui reviendrait à l'Albanie aux termes de la partie III de l'acte de Paris. C'est donc l'opposition formelle de l'Italie auprès de la Commission tripartite qui a empêché la remise de l'or à l'Albanie. C'est l'opposition formelle de l'Italie qui a permis au Royaume-Uni d'obtenir à Washington en 1951 le consentement des Gouvernements de la République française et des États-Unis à ce que la quote-part d'or qui reviendrait à l'Albanie soit remise au Royaume-Uni sous les conditions prévues par la déclaration des trois gouvernements.

Je crois que sir Gerald n'aura pas de difficulté pour admettre que l'attitude prise par l'Italie devant la Commission tripartite a été avantageuse pour le Royaume-Uni. Malheureusement, il y a le risque que l'Italie se sente dire *sic vos non vobis mellificatis apes*.

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, je passe maintenant à examiner les questions plus strictement juridiques.

La première question consiste à préciser la valeur de la déclaration tripartite accompagnant l'accord de Washington du 25 avril 1951.

J'ai constaté que dans les plaidoiries des représentants du Royaume-Uni, on a très souvent employé cette expression : « les accords de Washington ». Cette formule semble indiquer qu'il y aurait eu des accords de Washington formant dans leur ensemble un acte juridique unique. En réalité, il n'en est pas ainsi. Les trois gouvernements ont signé à Washington, le 25 avril 1951, l'accord soumettant à l'arbitrage certaines réclamations relatives à l'or pillé à Rome par les Allemands en 1943. Les trois gouvernements ont conclu cet accord se basant sur le mandat qui leur avait été confié par l'acte de Paris sur la restitution de l'or monétaire. L'accord de Washington se borne à demander un avis à un juriste impartial, sur certaines questions concernant les demandes concurrentes de l'Albanie et de l'Italie relatives à l'or de la Banque nationale d'Albanie aux effets de la partie III de l'acte de Paris. Les trois gouvernements, à l'occasion de la signature de cet accord, arrêterent une déclaration accompagnant la publication de l'accord. Cette déclaration, ainsi qu'il résulte de son texte, n'est pas une partie intégrante de l'accord de Washington. Elle ne forme pas avec celui-ci un acte juridique en deux parties ayant la même origine et la même valeur. Sir Gerald, dans sa plaidoirie de mardi, avait dit : « Il n'y a pas de doute qu'à la fois l'Albanie et l'Italie sont liées par les décisions des trois gouvernements prises à propos de l'exécution de la partie III de l'acte de Paris. » Je conteste avec force le fondement de cette manière de voir. L'Albanie comme signataire de l'acte de Paris a accepté de conférer aux trois gouvernements le mandat de procéder à l'exécution d'une répartition de l'or conformément aux dispositions de la partie III de l'acte de Paris. L'Italie, par le protocole du 16 décembre 1947, a déclaré accepter « les arrangements qui ont été ou seront faits par les gouvernements alliés pour l'application dudit arrangement », c'est-à-dire l'application de l'accord de Paris. Le contenu même de la déclaration tripartite prouve que les arrangements y stipulés par les trois gouvernements ne sont pas des mesures d'exécution de la partie III. L'accord de Washington, soumettant à l'arbitre certaines questions, était bien une mesure en vue de l'exécution du mandat conféré aux trois gouvernements. Mais la déclaration tripartite ne l'est pas. En effet, les trois gouvernements par cette déclaration ont pris des dispositions en vue de régler d'autres questions que celle rentrant dans l'exécution de l'acte de Paris. Dans la déclaration, ils ont convenu de remettre l'or au Royaume-Uni si, dans le délai qu'ils ont eux-mêmes fixé, l'Italie ou l'Albanie n'avait pas présenté de recours soumettant à la Cour certaines questions que les trois gouvernements ont eux-mêmes déterminées, en dehors de toute participation soit de l'Albanie soit de l'Italie.

Le texte même de la déclaration suppose que les auteurs auraient eu un pouvoir législatif à l'égard d'États tiers, c'est-à-dire à l'égard de l'Italie et de l'Albanie. En vertu de quel droit pouvaient-ils établir un délai péremptoire pour la présentation du recours à la Cour ? La déclaration tripartite ne peut donc être considérée comme une mesure d'exécution de l'acte de Paris, et par conséquent n'est pas fondée la thèse du Royaume-Uni selon laquelle la déclaration lie l'Albanie et l'Italie au même titre que l'accord de Washington concernant l'arbitrage. La déclaration tripartite ne lie l'Albanie d'aucune manière.

L'agent du Gouvernement du Royaume-Uni a présenté, d'autre part, la déclaration sous un autre aspect, c'est-à-dire comme un acte

des trois gouvernements contenant une offre à l'Albanie et à l'Italie. Cette manière de considérer la déclaration tripartite semble reconnaître que cet acte n'est pas obligatoire ni pour l'Albanie ni pour l'Italie.

Aux fins de la question qui se pose dans le présent procès, il est particulièrement important de retenir, à notre avis, que la déclaration ne peut en aucune manière être considérée comme un acte comportant pour l'Albanie des obligations en ce qui concerne la juridiction de la Cour. A cet égard, je vais relire encore une fois ce que disait l'arbitre dans son avis. Il s'agit d'un passage très clair :

« Ladite déclaration n'envisage que la seule hypothèse où l'arbitre serait d'avis que l'Albanie aurait établi ses droits à réclamation concernant le montant en question d'or monétaire, au titre de la partie III de l'acte de Paris, ce qui soulèverait la question nouvelle de la remise de cet or au Royaume-Uni ou à l'Italie, qui prétendent l'une et l'autre y avoir droit.

Il est dès lors bien évident qu'il est de l'intention des trois gouvernements signataires de l'accord de Washington de n'étendre les pouvoirs de l'arbitre à aucun des problèmes qui sont en relation avec ces prétentions, et que la mission de celui-ci n'embrasse ni la question de la remise éventuelle de l'or au Royaume-Uni en satisfaction partielle du jugement de la Cour internationale de Justice du 9 avril 1949 dans l'affaire du canal de Corfou, ni celle de la portée du décret albanais du 13 janvier 1945 sur les droits que l'Italie fait valoir sur l'or de la Banque, ni la réclamation que ce dernier État fonde sur les clauses du traité de paix du 10 février 1947. Les trois gouvernements n'auraient d'ailleurs pas pu soumettre ces points à l'avis de l'arbitre, sans outrepasser le mandat qui leur a été conféré par l'acte de Paris, car ils portent sur une attribution de l'or à d'autres titres que ceux fondés sur la partie III dudit acte. D'éventuels litiges à ce sujet ne pouvant faire l'objet d'une procédure internationale arbitrale ou judiciaire que du consentement des États intéressés, la déclaration qui accompagne la publication de l'accord de Washington prévoit qu'ils pourront donner lieu à des actions spéciales, introduites devant la Cour internationale de Justice, soit par l'Albanie, soit par l'Italie, soit par toutes deux, ladite déclaration valant acceptation pour ces actions et pour le délai qui y est prévu, de la juridiction de la Cour par les trois gouvernements dont elle émane. »

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, j'en arrive maintenant à la thèse du Royaume-Uni selon laquelle la requête italienne du 19 mai 1953, à la suite des documents présentés postérieurement à la Cour par le Gouvernement italien, devrait être considérée comme retirée ou annulée et que, par conséquent, il n'y aurait plus une requête valable sur laquelle la Cour serait appelée à statuer. La thèse de l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni est ainsi résumée à la page 42 du compte rendu de la séance de mercredi [voir page 144 du présent volume] :

« La situation qui a été créée par l'exception soulevée par l'Italie sur la compétence de la Cour peut évidemment être envisagée de différentes façons, mais toutes conduisent au même résultat et peu importe la voie que la Cour choisira. On peut dire que l'exception



de l'Italie constitue un retrait de sa requête primitive. On peut dire qu'elle est tellement incompatible avec cette requête qu'elle l'annule ou encore on peut soutenir que l'exception soulevée par l'Italie est de nature à rendre la requête primitive nulle en vertu des déclarations de Washington. Mais quel que soit le chemin qu'on adopte, l'effet, d'après notre thèse, est qu'il n'y a plus devant la Cour de requête valable présentée par l'Italie en vertu de la déclaration de Washington. »

Si je ne me trompe pas, j'ai déjà eu l'occasion, dans ma précédente plaidoirie, de réfuter le bien-fondé de cette thèse, après avoir déclaré préliminairement que les conclusions du Royaume-Uni sortent du cadre de la compétence de la Cour, telle qu'elle a été acceptée par le Gouvernement italien.

Comme je disais à l'audience de lundi, les thèses britanniques confondent deux éléments : l'acceptation de la juridiction de la Cour de la part de l'Italie et la compétence de la Cour. L'Italie, se référant à la déclaration de Washington, a déclaré accepter la juridiction de la Cour pour les deux questions formulées dans ladite déclaration. Cette acceptation résulte de la déclaration déposée au Greffe le 19 mai 1953 et par la requête introductive d'instance déposée à la même date. Le Gouvernement italien n'a jamais retiré son acceptation de la juridiction ni n'a retiré sa requête. On ne saurait présumer ce retrait de la requête italienne.

Le Gouvernement italien, par ses actes postérieurs, n'a mis en cause d'aucune manière l'acceptation de la juridiction de la Cour. Ce qui est arrivé après le 19 mai 1953, date du dépôt de la requête, c'est le fait que l'Albanie ne s'est pas présentée à ce procès. A la suite de ce fait, le Gouvernement italien a déposé le premier document dans lequel il s'est borné à poser à la Cour la question de compétence en partant du principe que la Cour a le droit et le devoir de vérifier d'office si, en tenant compte des principes de son Statut, elle est compétente ou non pour statuer au fond sur les demandes qui lui sont soumises.

Dans ce premier document, le Gouvernement italien s'est borné à attirer l'attention de la Cour sur la question de compétence en l'invitant à l'examiner. Il est resté — pour employer une expression de sir Gerald — « neutre » en ce qui concerne ce problème. L'agent du Gouvernement du Royaume-Uni reconnaît que le premier document présenté par le Gouvernement italien n'avait aucune influence sur la requête italienne. Après ce document, il y a eu l'ordonnance du 3 novembre de la Cour et la présentation d'un deuxième document, intitulé « Exposé sur la question préliminaire de compétence ». Dans ce document, nous avons indiqué les considérations pour lesquelles, à notre avis, la Cour, en examinant d'office le point de sa compétence, devrait se déclarer incompétente en ce qui concerne la demande italienne mettant en cause la responsabilité internationale de l'Albanie du fait de la loi albanaise du 13 janvier 1945. Ni le Statut de la Cour, ni les principes généraux empêchent que même la partie demanderesse attire l'attention de la Cour sur des considérations qui peuvent avoir une importance aux fins de la décision que la Cour devrait d'office prendre au sujet de sa compétence. Il ne s'agit pas, je répète encore ce que j'ai dit l'autre jour, d'une exception au sens technique du mot qui touche l'acceptation de la juridiction de la Cour de la part de l'Italie.

Sir Gerald a dit à ce propos :

« Je veux dire que, alors que le résultat de l'exception soulevée par la Cour *proprio motu* serait ou non le même, en soulevant et en insistant elle-même sur cette exception, l'Italie a annulé sa propre requête. Il aurait pu en être autrement, comme je l'ai dit plus tôt, si l'Italie avait simplement *mentionné* la question, mais avait néanmoins continué de plaider au fond. Dans ces conditions, elle aurait maintenu sa requête primitive, elle aurait mentionné la question de compétence qui aurait pu être examinée par la Cour, mais elle aurait plaidé au fond et par conséquent maintenu sa requête. Mais tel n'est pas ce qui s'est passé. L'Italie ne s'est pas contentée de soulever une question pour qu'elle soit examinée par la Cour, elle l'a *discutée*. Son attitude n'a été en aucune façon une attitude neutre, comme celle d'un *amicus curiæ* qui signale une question que la Cour devrait examiner. Elle a pris une position définie sur la question. »

- *Amicus curiæ*. Est-ce que l'*amicus curiæ* doit être nécessairement silencieux ? La notion d'*amicus curiæ* n'implique-t-elle pas également la possibilité que cet *amicus curiæ* indique son opinion à la Cour en ce qui concerne les problèmes qui touchent la compétence de la Cour et que la Cour devrait examiner d'office ?

On a cité certaines opinions émises par le juge Anzilotti au cours de l'élaboration du Règlement de la Cour. Le juge Anzilotti a relevé que la partie qui a accepté la juridiction de la Cour ne peut postérieurement limiter ou retirer cette acceptation, mais rien dans les opinions citées ne peut être interprété dans le sens que le juge Anzilotti excluait la possibilité qu'une des parties au procès et même la partie demanderesse attire l'attention de la Cour sur la question de compétence en tant que celle-ci ne dépende pas de la volonté d'une ou des parties au procès, mais dépende des règles générales du Statut de la Cour. J'estime, par conséquent, être en droit de dire que la thèse du Gouvernement britannique, en ce qui concerne la validité actuelle de la requête italienne, est mal fondée.

L'acceptation de la juridiction de la Cour de la part de l'Italie n'a été ni retirée ni mise en cause par le fait que le Gouvernement italien a soulevé la question de la compétence de la manière que j'ai indiquée. La requête italienne reste entièrement valable.

Il y a lieu de relever que le Gouvernement français, dans ses observations présentées à la suite de l'ordonnance du 3 novembre, s'était aussi demandé si le Gouvernement italien, en soulevant la question de compétence, ne mettait pas en cause l'acceptation de la juridiction de la Cour. Comme la Cour a pu le constater, l'agent du Gouvernement de la République française, M. Gros, n'a pas soutenu la thèse britannique. Il s'est borné à examiner la question de la compétence de la Cour comme problème tout à fait séparé.

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, la seule question qui en réalité se pose devant la Cour est celle qui concerne la compétence selon le Statut de la Cour elle-même. Il n'est pas contesté de la part de nos adversaires, ni n'est contestable, que la première demande formulée par la requête italienne met en cause la responsabilité internationale de l'Albanie du fait de la loi du 13 janvier 1945. A cet égard je crois nécessaire de rectifier la traduction en anglais qui a été faite de la mention de cette loi. Il a été dit dans la traduction « loi de nationalisation ». En

réalité, je n'ai pas adopté cette formule, parce qu'il s'agit d'une loi de « confiscation ». La loi albanaise a confisqué entièrement le patrimoine de la Banque nationale d'Albanie au profit de l'État. Successivement une autre loi albanaise a créé la Banque d'État à laquelle elle a transféré le patrimoine que l'État albanais avait confisqué à son profit. L'Italie demande que la Cour déclare : 1° que la loi albanaise du 13 janvier 1945 constitue un fait international illicite ; 2° que la sanction de ce fait illicite est la responsabilité de l'Albanie comportant obligation pour celle-ci de réparer les dommages qui en sont découlés pour l'Italie ; et 3° d'évaluer ces dommages.

Est-ce que le Statut de la Cour permet à la Cour de statuer sur cette demande sans le consentement de l'Albanie ? On a observé que le consentement de l'Albanie n'est pas nécessaire parce que la demande italienne concerne les trois gouvernements et que la décision de la Cour n'aurait pas force obligatoire à l'égard de l'Albanie. Cela, à mon avis, n'exclut pas que, pour statuer au fond sur la demande italienne dont il s'agit, la Cour devrait apprécier la portée juridique d'un acte émanant d'un État tiers pour dire s'il s'agit d'un fait illicite engendrant la responsabilité internationale de cet État. Nous croyons qu'il ne serait pas conforme aux principes du Statut si la Cour prenait une décision déclarant qu'un État a commis un fait illicite international sans que cet État soit présent au procès. Le Statut de la Cour ne saurait être considéré séparé du système de droit international. Une des innovations du Statut de la Cour internationale de Justice par rapport au Statut de la Cour permanente de Justice internationale est contenue dans l'article 38 du Statut, où il est dit que « la mission de la Cour est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis ». Les mots « conformément au droit international » indiquent clairement que le Statut de la Cour doit être interprété dans le cadre du système de droit international et par conséquent de manière conforme aux principes généraux de ce système juridique qui présente des différences fondamentales par rapport aux systèmes des droits internes des États. Un des principes certains de droit international est celui de la non-intervention. Ce principe vaut même, à mon avis, à l'égard de la mission de la Cour. Il ne serait pas compatible avec ce principe que la Cour se considérât compétente à porter son jugement sur une loi d'un État pour dire que cette loi est un fait illicite international sans que l'État auteur de cette loi ait consenti cette intervention de la Cour. Il ne s'agit pas, dans le cas présent, d'un procès dans lequel les Parties soumettent à la Cour un point de droit international abstrait. M. Gros, dans sa plaidoirie, a dit : à la Cour est soumis un point de droit international, mais il ne s'agit pas d'un point abstrait de droit international. L'objet de la demande italienne est très concret et concerne essentiellement un État qui n'est pas présent au procès et qui n'a pas donné, de quelque manière que ce soit, son consentement à ce que la Cour juge s'il a ou non commis le fait illicite dont il s'agit. Pour cette raison, je considère que, conformément aux principes régissant la compétence de la Cour, celle-ci, à mon avis, devrait constater qu'elle n'est pas compétente pour examiner la première demande formulée dans la requête italienne.

La deuxième demande est séparée de la première. Dans la déclaration de Washington, il est dit que la question de la priorité serait soumise à la Cour si cette question se posait. Par conséquent, d'après la déclaration elle-même, il paraît que cette deuxième question est subordonnée à la

première. En tout cas, si la Cour estime que la question concernant la priorité entre le droit du Royaume-Uni et le droit de l'Italie peut être examinée sous forme hypothétique, en dehors de l'examen de la première demande italienne, le Gouvernement italien, en ce qui le concerne, n'aurait pas d'objection.

Voilà, Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, les considérations pour lesquelles nous avons conclu, en examinant le problème de la compétence de la Cour, que, à notre avis, le Statut ne permet pas à la Cour de décider au fond de la première demande du Gouvernement italien.

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour, avant de terminer cette courte plaidoirie et avant de donner lecture des conclusions finales du Gouvernement italien, je tiens avant tout à remercier la Cour de l'indulgence qu'elle a bien voulu m'accorder. Je m'excuse si j'en ai abusé. Je voudrais également m'associer aux paroles qui ont été prononcées par nos collègues et adversaires, par lesquelles ils ont souligné la sérénité de ces débats qui est du reste exigée par le respect dû à la Cour. Je formule aussi le vœu ardent que cette sérénité, que nous avons constatée dans ces débats, puisse être de bon auspice pour une solution amiable de cette affaire dans l'esprit de la déclaration faite par l'agent du Gouvernement italien au début de la séance de lundi.

Maintenant, Monsieur le Président, si vous le permettez, je donne lecture des conclusions finales du Gouvernement italien :

Plaise à la Cour

Dire et juger :

Que la déclaration accompagnant la publication de l'accord entre les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique soumettant à un arbitre certaines réclamations concernant l'or pillé par les Allemands à Rome en 1943 n'est pas titre suffisant à fonder la compétence de la Cour pour connaître au fond de la demande formulée au n° 1 des conclusions de la requête présentée à la Cour par le Gouvernement de la République italienne le 19 mai 1953.

Que par conséquent la Cour n'est pas compétente pour statuer sur le fond de ladite demande.

Que la Cour, quelle que soit sa décision sur la question de compétence ci-dessus indiquée, n'est pas compétente pour statuer sur les demandes formulées aux nos 1) et 2) des conclusions du Gouvernement du Royaume-Uni en date du 26 mars 1954.

## 7. REJOINDER OF SIR GERALD FITZMAURICE

(AGENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM)

AT THE PUBLIC SITTING OF MAY 14th, 1954, MORNING

Mr. President and Members of the Court.

M. Perassi, in his statement of yesterday, was most persuasive, as he always is; but I did not think he put forward any substantially new arguments and therefore it might be sufficient for me simply to refer the Court to those contained in my own and Mr. Fawcett's previous statements. Nevertheless, there are a few things, which will not take very long, that I would like to say in reply to M. Perassi's observations.

But first, might I say a word about the question put to the Agents of the Parties by Judge Armand-Ugon. We have telephoned to the Foreign Office in order to see whether they can send us the necessary information before the end of this morning's session. In any case, if they cannot, we shall be able to let the Court have it in the course of the next few days. I understand, after discussion with M. Monod on behalf of France, and with Mr. Schneider of the United States Embassy here, who is acting as observer on behalf of the United States Government, that they will be making similar enquiries. Since the place where these agreements were concluded was Washington, the Government most likely to have taken steps to register them with the United Nations, if they *were* registered, would have been the United States Government.

Mr. President, I do not know whether Judge Armand-Ugon, in asking this question, had it in mind that here was a point that the Court might indeed take *proprio motu*. I imagine, however, that if the Court did intend to do so, in the sense of founding any part of its decision on this question of registration with the United Nations, it would afford to the Parties an opportunity to furnish their observations on the matter. I believe I would be right in saying that the case concerning the *Administration of the Prince of Pless* before the Permanent Court of International Justice indicated that that would be the normal practice. And there are in fact a number of points that might require discussion. For instance, I am not sure that it has been the usual habit of countries to register agreements in the nature of a *compromis* whose specific object it is to provide for the submission of some question to an international tribunal. As an example, I doubt very much whether the Special Agreement between France and the United Kingdom for the submission of the Minquiers case to this Court, on the basis of which the Court gave its decision last year, was ever registered with the United Nations. I do not know, but I have some doubt about it. Then, the first of the Washington Agreements in the present proceedings was equally acted upon by the arbitrator, M. Sauser-Hall, and, indeed, by the President of the Court in appointing him, without any reference to the question of registration. And, again, if the question were what is the effect of paragraph 2 of Article 102

of the Charter of the United Nations, which provides that an unregistered agreement may not be invoked before any organ of the United Nations, it might have to be asked in the present case, by whom, and in what sense, the Washington Agreements *are* being invoked. The Parties concluding those Agreements were the three Governments of France, the United States and the United Kingdom, and they, of course, are not invoking the Agreements against one another. It is Italy which is invoking and availing herself of the terms of these Agreements. Clearly there would be a position here which would be open to a number of different possible interpretations. I am not, of course, attempting to express any view on these points at the present moment one way or another. I merely mention them as points which would seem to require consideration and probably argument—or, at any rate, observations—on the part of the Parties, if the question of registration were thought to have any real relevance to the matter.

May I now deal with one or two of the points made in M. Perassi's speech? There was, first of all, the small matter—I call it small because I do not think it has any direct relevance to the issue before the Court—the matter of Italy's intervention before the Gold Commission. M. Perassi represented that as the only thing which prevented an interim delivery of a certain quantity of gold to Albania out of the Gold Pool. But, in fact, whatever the Gold Commission may have determined as to the allocations to the different countries for purposes of any interim delivery, no actual delivery could be made except upon the instructions of the three controlling Governments jointly. Now Italy evidently had a perfect right to intervene if she considered she had a good claim to this gold. We only wonder why, having intervened with the Gold Commission, she does not appear to wish to prosecute her claim before this Court, as the Tripartite Washington Statement allows her to do. In any case, I think it is somewhat of an exaggeration to suggest that the United Kingdom ought to feel a special gratitude to Italy for her intervention before the Gold Commission. That intervention was presumably directed—and quite naturally and rightly—to Italian interests and not inspired by any special preoccupation for any claim that the United Kingdom might have. And that, I think, is all I need to say about that.

Next, M. Perassi said I had treated the Washington arrangements as a whole and I had contended that both parts, namely, the actual Washington Agreement and the accompanying Tripartite Statement, were binding upon Italy and Albania. What I actually said, I think, was that in so far as these arrangements were in the execution of Part III of the Paris Reparation Act, they certainly were binding upon both Italy and Albania. On the other hand, I most expressly said the Tripartite Washington Statement did not impose any obligation on either Italy or Albania to come before this Court, but merely gave them a faculty or option to do so. I said it could not possibly be beyond the scope of the authority of the three Washington Governments to make such an offer and, therefore, if that was the basis of the Italian Objection to the competence of the Court in this case, it was surely ill-founded. And may I emphasize in this connection once again what I said in my original statement, that there is no difference of opinion at all between ourselves and our Italian friends on the necessity for consent to these

proceedings before this Court. The difference between us is that, in our view, Albania's consent would only have been necessary in respect of the questions specified under head (a) of the Washington Statement, namely, whether Albania's share of the Gold Pool should go to the United Kingdom or to Albania herself. Albania's consent is not, in our view, necessary to the determination of the questions affecting Italy under head (b) of the Washington Statement, because the only issue raised under that head—a decision on which by the Court would be binding on the Parties to it—is the question of whether Albania's share should go to the United Kingdom or to Italy; and both those countries, as well as the two remaining Washington Governments, have given their consent and are before the Court.

The next point I want to refer to is a passage in M. Perassi's statement where he said that I had admitted that the Italian attitude as expressed in the statement of their Preliminary Objection deposited with the Court in October last was neutral. I did not, however, admit that. What I said made it quite plain, I think, that I regarded both of Italy's written statements made in October and December last as amounting to definite objections to the jurisdiction and not as merely raising a point for the consideration of the Court *proprio motu*. However, Mr. President, surely there is now no need to enquire closely into the exact effect of the earlier document of October. It is true that we do question whether it is in fact open to a party under the Statute to invite the Court to consider an objection *proprio motu* without thereby being held to have raised a Preliminary Objection. If the Court considers a question *proprio motu*, then it must do it of its own motion. To do it on the invitation of one of the parties, in whatever way the matter may be put by that party, is necessarily to do it *not proprio motu*, but on the basis of what amounts to an objection or exception raised by that party. The Court cannot be said to be taking or considering an objection *proprio motu* if the matter has not in fact been raised on the initiative of the Court itself, but by one of the parties. The very words *proprio motu* mean that the initiative comes from the Court, or else it is not a case, I suggest, of *proprio motu*. But need we really bother about all this, for, however the Italian Government may have begun by putting their point, they have certainly ended by putting it most definitely in the form of an objection. This was undoubtedly so in their second statement of December last, and it is most unquestionably so as regards their final conclusions at the end of this oral hearing which M. Perassi read yesterday. If a party asks the Court to adjudge and declare that on certain specified grounds the Court is incompetent to consider the merits of a certain question then is it really possible for that party any longer to pretend that it is not raising a formal objection to the jurisdiction of the Court?

Our case is that by raising this formal objection to the consideration of a question put to the Court for determination on the merits in Italy's own original Application, Italy is acting in a manner so entirely inconsistent and irreconcilable with that Application as to have nullified it, so that no subsisting application by Italy for a determination of this question on the merits can in any real sense be said to be still before the Court.

Might I perhaps repeat again what I said in my previous statement, that it is not enough for the Italian Government merely to say that its Application has not been withdrawn and is still subsisting, for it is no

longer a question simply of Italian will or intentions. It is a question of the legal effect produced upon the status of the Application by the fact of the subsequent Italian Objection and the character of that Objection. Whatever the Italian Government may say, if the legal effect of the Objection is to invalidate the Application, then the latter is nullified, however much the Italian Government may protest that it still subsists. Or, equally, if the legal effect of the Objection is to constitute an implied or, as we say in England, a constructive withdrawal of the Application, the Application may be held to have been withdrawn, even if there has been no actual formal withdrawal on the part of the Italian Government.

Surely the Italian attitude on this matter is full of contradiction. M. Perassi said in one part of his statement yesterday that there was no technical objection by Italy in the sense of unwillingness—that there was no Italian unwillingness or refusal to proceed with the matter. But I should have thought that willingness in the sense intended by M. Perassi is not at all the relevant point. The United Kingdom Government, for instance, might say to the Court that the United Kingdom is willing to carry out the decision of the Court even if that decision goes against the United Kingdom Government, but that would not mean that the United Kingdom Government was not still asking the Court to find in its favour. The question is not whether the Italian Government is *willing* to proceed with its original Application, should the Court decide that it has jurisdiction to hear and determine it. The question is whether the Italian Government *is* or *is not* asking the Court to hear and determine that Application. Quite plainly, so it seems to us, the Italian Government is asking the Court *not* to do so. M. Perassi, if he were questioned as to whether his Government does or does not want the Court to declare itself competent and proceed with the merits, would surely be bound to answer that the Italian Government does *not* want the Court to do this, because it does not think that the Court is competent to do it or ought to do it. That, surely, must be his reply, and that is precisely the whole object of the Italian argument on the question of competence.

M. Perassi's point really, I think, confuses the question of willingness with that of motive. But the motive which inspires an objection is surely irrelevant if the objection is there. The fact that the Italian Objection arises not from any unwillingness on the part of Italy in the, so to speak, personal sense, but from Albania's absence from the proceedings makes no difference at all, I suggest. All it means is that the reason given for Italy's unwillingness is Albania's absence. But Italy remains unwilling just the same, or, to put it more correctly, Italy is still asking the Court to declare itself to be incompetent, even if the basis of this request is not any personal Italian unwillingness, but the fact that Italy considers that the Court ought not to proceed with the matter in the absence of Albania.

I think we can only conclude, Mr. President, according to our view, that there is a real Italian Objection in this case, and I might remark in passing that that was also the view of Professor Gros. M. Perassi suggested that he did not support us, but I think he did, certainly on this point, for he expressed the opinion quite clearly that the Italian attitude went far beyond the mere propounding of an abstract question. As I said in my previous statement, if there is an Italian Objection,



the question must necessarily arise, what effect it has on the status of Italy's Application—and that is, I think, the crucial question in these proceedings. I have already furnished the Court with our contentions in support of the view that the Objection nullifies or invalidates the Application. I did not think M. Perassi really answered any of these contentions, and some he scarcely even discussed.

He did, however, mention one point which puzzled me a good deal, particularly as he did little more than mention it. It was one which I cannot remember him to have mentioned in his opening statement, though I may perhaps have failed to hear him correctly. In any case, the suggestion was that the United Kingdom contention, directed to showing that the Italian Objection to the Court's jurisdiction nullifies or invalidates the original Italian Application, that this United Kingdom contention is inadmissible because—and here I quote what I believe was the sense of M. Perassi's words—because, according to him, this contention is "outside the framework of Italy's consent to the present proceedings". I must confess I have great difficulty in following this argument. However, its object emerged fairly clearly from the Italian conclusions, one of which was to the effect that the Court should declare itself to be incompetent to pronounce upon this United Kingdom contention or conclusion. I must say that this is one of the strangest arguments I have ever known to be put forward in an international litigation, and it seems to me to go almost beyond what is reasonable in the way of adopting an attitude of contradiction, because what M. Perassi seems to be saying is that, although it is open to the Italian Government to raise objections to the jurisdiction of the Court, it is not open to the other Parties in the case to put forward arguments and conclusions as to what is the legal effect of the Italian Objection, and of the action of the Italian Government in making that Objection. I should have thought that this was a theory which could not possibly be correct or sustainable. Surely Italy must accept the normal and logical consequences of her own actions and contentions. She cannot argue that she is entitled, after making an Application to the Court, to object to the hearing of that Application, but that the other Parties are not then entitled to advance arguments and conclusions as to the legal effect which this contention has on the status of the original Application, which is, after all, the subject of the Objection. Here again there seems to me to be a total inconsistency. M. Perassi suggests that this matter is outside the scope of Italy's consent to these proceedings. But, one may well ask, what does Italy consent to in these proceedings? On the one hand we have M. Perassi saying that Italy is entirely willing to submit to the jurisdiction of the Court, and on the other hand we have the Italian Government saying that the Court is not competent in the matter. And then again, we have M. Perassi saying that Italy has not consented to the United Kingdom putting forward a certain argument or conclusion and that the Court is therefore incompetent to consider that argument or conclusion.

Well now, Mr. President, what I suggest M. Perassi is probably trying to argue—although he did not put it at all explicitly—but what I think he is endeavouring to suggest is that the United Kingdom is raising a new *issue* which, in his view, is outside the scope of the present proceedings. Well now, if that is his suggestion, I think it is quite incorrect: the United Kingdom had raised no new issue. It has merely

offered conclusions as to what are the legal *consequences* of the issue which is already before the Court, namely, the preliminary issue of competence raised by the Italian Government itself. If Italy makes an Application to the Court and then objects to the Court's jurisdiction to hear that Application, and the United Kingdom then says that the effect of this Objection is to nullify the Application, that is not raising a new issue but merely stating a conclusion as to the legal consequences of the Italian Objection. In short, it is all part of the same issue, and there can be no question of any new or separate consent on the part of Italy being necessary in respect of this particular United Kingdom conclusion.

So much for that, but as we are on the subject of the United Kingdom conclusions, I may mention that I shall read them out in a short time and hand them in in writing to the Registrar. And the Court will see that they differ in a certain way from the conclusions in our written statement, in that they no longer ask the Court actually to declare that Albania's share in the Gold Pool is forthwith transferable to the United Kingdom, in the event of the Court holding that the Italian Application is now nullified. We believe that this would, in fact, be the correct consequence of such a finding, under the terms of the Washington Statement, but we realize that the Court may well feel that this conclusion is one for the three Washington Governments to draw for themselves if the occasion arises, and that the Court cannot do more than give its view as to whether the Italian Application must now be held to be nullified and invalid or not. And that is the reason, and the only reason, for this difference in the final form of our conclusions, which I shall read presently.

I shall now turn, Mr. President, to what I might call the other aspect of the Italian case, namely the concern apparently felt by the Italian Government over the absence of Albania from these proceedings. I did not think that M. Perassi in any way answered the points on this subject made the other day by my colleague Mr. Fawcett. He did, however, present one new argument to the Court about which I should like to say something. He suggested—citing, I think, Article 38 of the Statute of the Court—that the Court must, in considering questions of jurisdiction, act in accordance with the general principles of international law—a proposition with which, in a broad sense, I think no one would wish to quarrel. But then, the particular principle of international law which he suggested the Court would be contravening if it assumed jurisdiction in this case in the absence of Albania was that of non-intervention, and he seemed to suggest that if the Court proceeded with this matter, it would, so to speak, be intervening in Albania's internal affairs because the Court would have to pronounce upon the international effects of some Albanian law. I thought this argument, if I may say so with respect, a little far-fetched, and I would suggest to the Court that there could not possibly be any contravention of the principle of non-intervention for a number of reasons, of which the three following are the simplest and most direct. First, the decision of the Court would not bind Albania, since Albania is not a party to these proceedings; secondly, it would not involve a direction to Albania to do anything, since the issue in these proceedings is not whether Albania should or should not pay any damages or take any other action, but simply whether certain gold should be transferred to the United Kingdom or to Italy; and

thirdly, the decision of the Court would not *deprive* Albania of anything, because the issue in these proceedings is not whether Albania should receive certain gold (that possibility being in any event excluded by Albania's failure to intervene), but whether certain gold should be transferred to the United Kingdom or to Italy. Put very shortly, the decision of the Court, whatever it is, cannot affect Albania at all in respect of the actual issue which these proceedings give rise to, namely, the question of the disposal of the gold as between Italy and the United Kingdom, and as between those countries only. For the determination of that issue, all the necessary Parties are before the Court.

I believe, Mr. President—and M. Perassi seemed half to admit this—that the true Italian position in respect of Albania is that which my colleague Mr. Fawcett suggested the other day, namely a preoccupation with the *propriety*, so to speak, of the Court going into certain matters in the absence of Albania. But I believe reflection will dispel any doubts on this score. It is, I believe, questionable whether in contentious proceedings it is really open to the Court to decline jurisdiction in any case where it does actually possess it, and where it would not be contrary to the Statute for the Court to exercise that jurisdiction. It seems very clear on the basis of the Statute, and of the past pronouncements of the Court itself and of the Permanent Court of International Justice, a number of which have been cited in the course of the written or oral proceedings in this case, that the Court has jurisdiction whenever all the parties to the particular issue before the Court have consented, so that the decision of the Court will be binding on all the parties whose action or acquiescence will be necessary to execute whatever decision the Court may give. Now that is precisely the position in the present case. The issue is whether the United Kingdom or Italy is to receive a transfer of certain gold, and a decision by the Court on that issue would bind both Italy and the three Washington Governments; and these four Governments are the only ones whose action or acquiescence would be necessary in order to execute the Court's decision, whatever that decision may be in this particular issue. And there being in this sense no real room at all for doubt that the Court *does* have jurisdiction. It is, as I say, I think, questionable, whether in contentious proceedings the Court could decline to exercise it. But if it *could* do so it would only be on grounds of a quite exceptional character, and I suggest that no such grounds exist in the present case. Even if there were any danger of the arguments against Italy's case on the merits not being presented—and in fact there is no danger of the arguments against Italy's case on the merits not being presented if this case is heard ultimately by the Court on the merits. Even if that were the position, there would still be Albania's right under the Statute to apply to intervene if she wishes.

I believe that is all really that I need to say, Mr. President, and may I now summarize what seem to us to be the various courses open to the Court. I shall try to state them as objectively as I can. There seem to be three courses open to the Court, and, as far as we can judge, only three.

The first would be to find in favour of the United Kingdom contention that the Italian Application is now nullified and invalid, or by implication withdrawn and no longer in substance before the Court. That would, we believe, be the correct finding, because that is, we think, the real effect of the Italian Objection. If, however, this is not the position, and the Italian Application is still valid and subsisting, then the Court

can either decide that the Italian Objection to the Court hearing this Application (which is Italy's own Application) is ill-founded, and that the Court *has* jurisdiction; or it can decide that the Italian Objection is well-founded, and that the Court cannot, after all, go into the merits of the Italian Application. We believe that the Court should certainly reject the last of these three courses, and that the real choice is between the first two, namely, either holding the Italian Application to be wholly nullified, or, if it is still valid, holding that the Court has jurisdiction to go into it on the merits.

Obviously the situation is a paradoxical one. As was stated in the French Written Observations, it is not normally for the defendant parties in a suit to insist on its prosecution by the plaintiff government. But, Mr. President, the three Washington Governments adhere to their obligations under the Tripartite Statement. When the three Governments entered into that Statement and made the offers it contained for a reference of certain questions to this Court, they necessarily thought that the Court would have jurisdiction to hear and determine on their merits the issues specified in it, provided Italy or Albania, as the case might be, brought those issues before the Court. That position we maintain.

But there remains one question. I said we adhered to our obligations under the Washington Statement; but in what circumstances do those obligations come into play? That is really the crucial point in this case, and that brings us back to what the United Kingdom regards as the vital issue. The obligations assumed by the three Governments under the Washington Statement were not unconditional. For instance, it is obvious that if an application had been made by either Italy or Albania, but had not been within the 90-day period, there would have been no obligation on the part of the three Governments. In short, the applications, if any, to be made by Italy or Albania had, in order to be valid applications engaging and giving rise to an obligation on the part of the three Governments, these applications had to conform with the conditions (express or implied) contained in the Washington Statement. There, we believe, is the essential issue. And it was, in our view, an essential condition of the obligation of the three Governments under the Washington Statement, and of the validity of any application made under that Statement, that the application should be genuinely for the determination on their merits of the issues specified, and that there should be an unequivocal acceptance of the jurisdiction of the Court for a full determination of these issues on their merits. And we say that there is no such acceptance of the jurisdiction on the part of Italy, and further that the application made by Italy, viewed as a whole, is not an application for the determination of these issues on the merits.

Perhaps I might sum up our position in the following way, and for this method of putting it, I am indebted to my colleague Mr. Fawcett. I submit to the Court that Italy's Preliminary Objection must be taken as part of her Application, as part of what Italy is *really* asking the Court to do. The two must, as it were, be read together: you cannot consider Italy's Application without at the same time relating it to and taking into account her subsequent Objection. And I think the moment you do this, you see that the two cannot and do not co-exist—that the one nullifies the other. The Application related to the Objection is seen

not to be an application of the kind contemplated by the Washington Statement.

That, I think, Mr. President, is all I need to say, apart from our Conclusions, which I shall read in a moment.

I will now read our final Conclusions, which are as follows :

- (1) That, in view of Italy's objection on the ground of the alleged lack of competence of the Court, her Application to the Court of May 19th, 1953.
  - (a) does not conform to the conditions and intentions of the Tripartite Washington Statement of April 25th, 1951, or *alternatively*
  - (b) has been in effect withdrawn or cancelled by Italy, and is therefore invalid and void ;
- (2) That Italy is, in the circumstances, to be deemed not to have made any Application to the Court within the meaning and for the purposes of the Tripartite Washington Statement.

Alternatively

- (3) That, if the Court holds, contrary to the contentions of the United Kingdom, that the Italian Application is still valid and subsisting, the Court has jurisdiction to determine on their merits the questions put to the Court in the Italian Application.

In conclusion, may I too express my thanks to the Court for its patient hearing of our arguments and endorse what has already been said about the serenity of the atmosphere in which these proceedings have been conducted. There is only one small qualification which I feel obliged to make on this point. M. Perassi said he hoped that the serenity of the atmosphere would prove a good omen for the success of the suggestions made on behalf of the Italian Government for a direct settlement of this matter. The Court must not infer from this that there are in fact any discussions in progress for a settlement, for that is not the case, and I am bound to say that I would have greatly preferred it if the Italian Government had not made any declarations about the matter before this Court. However that may be, the issues before the Court remain, and I am sure that the Court will wish to consider them entirely on their merits and without reference to any possibility, even if such a possibility existed, that they might be the subject of an out-of-court settlement. After all, there is no matter which comes before a tribunal that may not at some stage of the proceedings be settled by direct negotiations between the parties, but that can never be a matter for the tribunal itself to take into consideration. All that the tribunal can do is to give a decision on the issues before it on their legal merits, and it is indeed precisely by doing this that the tribunal will be assisting the parties.

Mr. President, I have just had a message from London on the subject of the question put yesterday by Judge Armand-Ugon and the information is this, that the Washington Agreement, that is to say at any rate the first of the Agreements, was registered by the United States

Government on June 14th, 1951, and is printed in United Nations Treaty Series, Vol. 91, No. 1240. There is apparently no record of the *Statement* being registered and it is apparently not printed with the Agreement in the United Nations Treaty Series. That is the position as far as we know it at present, and if there is any reason on further consultation of the Records to alter that, I shall not fail to let the Court know.

---